

## Adversaires et partisans de M. Milosevic se défient

Deux manifestations rivales à Belgrade

UNE VIVE tension régnait mardi 24 décembre à Belgrade, où devait se tenir un rassemblement de soutien au président Slobodan Milosevic, organisé par son parti à l'heure et dans le quartier où l'opposition manifeste quotidiennement depuis trente-cinq jours. Les partisans de M. Milosevic avaient commencé dans la matinée à ériger une tribune à l'endroit précis d'où partent chaque jour les manifestations de l'opposition. La police avait bloqué la circulation sur la longue avenue Spasko Vidara, de l'esplanade Terazije à la place Slavija. Aux alentours, les cars ayant transporté les partisans du régime venaient de province.

De nombreuses voix se sont élevées, en Serbie et à l'étranger, pour critiquer le côté provocateur de cette manifestation et mettre en garde le régime serbe contre toute tentative de susciter des violences pour justifier la répression contre l'opposition. Des échauffourées avaient eu lieu lundi soir, à proximité de Belgrade, entre partisans et opposants de M. Milosevic.

La journée de mardi devait marquer un tournant dans la crise qui oppose depuis cinq semaines le président serbe et le mouvement de contestation encadré par les leaders de la coalition « Ensemble ». Ces derniers réclament, en premier lieu, la reconnaissance de leur victoire dans plusieurs grandes villes aux élections municipales du 17 novembre, dont les résultats ont été annulés par le pouvoir. La mission internationale que Felipe Gonzalez a conduite à Belgrade, la semaine dernière, devait rendre dans les jours qui viennent des conclusions qui donneraient raison à l'opposition. C'est cette échéance qui pousse le régime serbe à agir et l'on devait savoir, mardi, s'il opte pour l'affrontement ou pour une solution pacifique, faisant droit aux exigences de l'opposition.

Selon cette dernière, Slobodan Milosevic avait l'intention de prendre la parole lors du rassemblement de mardi.

## Benyamin Nétanyahou et Yasser Arafat sont proches d'un accord sur Hébron

L'armée israélienne devrait évacuer cette ville de Cisjordanie

LE PRÉSIDENT de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, se sont rencontrés mardi 24 décembre, au poste frontière d'Erez, au nord de Gaza, pour tenter de s'entendre sur un plan d'évacuation partielle, par l'armée israélienne, de la ville palestinienne d'Hébron. Il s'agit de la troisième rencontre entre les deux hommes depuis l'élection de M. Nétanyahou, le 29 mai, qui a coïncidé avec un gel du processus de paix entre les deux parties.

L'évacuation de la ville d'Hébron aurait dû intervenir en mars, conformément aux accords signés en 1995 et qu'Israël a souhaité modifier pour protéger les quatre cent cinquante colons extrémistes installés au cœur de la vieille ville arabe. Les sujets de conflit les plus importants, comme le sort de Jérusalem et le statut définitif des territoires palestiniens autonomes et occupés, n'ont toujours pas été abordés.



Lire page 2

Lire page 3

Lire page 20

## Le GIA menacerait la France de nouveaux attentats

LE GROUPE ISLAMIQUE ARMÉ (GIA) a lancé de nouvelles menaces contre la France. Dans une lettre adressée au président de la République et en cours d'authentification par les autorités françaises, cette organisation responsable de la vague d'attentats de 1995 exige, sous peine de « détruire votre pays », l'intervention de Jacques Chirac pour obtenir la libération de l'un de ses chefs, Abu Adlane Layada, condamné à mort en juin 1994 et détenu à la prison de Serkadji à Alger. Cet homme âgé d'une quarantaine d'années, a été l'émir du GIA d'octobre 1992 à juin 1993, date de son arrestation. Lors de l'enlèvement, en mai, des sept moines français de Tibéhirine, le GIA avait également exigé de la France sa libération.

### Excédent commercial record

En octobre, la balance du commerce extérieur français a dégagé un surplus de 17 milliards de francs. p. 20

### Pérou, l'attente

Statu quo à l'ambassade du Japon à Lima. Les otages libérés racontent. p. 4 et notre éditorial p. 10

### Libération de M. Le Floch-Prigent

L'ancien patron d'Elf Aquitaine a quitté, lundi, la prison de la Santé. Après s'être entendu signifier une saine mise en examen. p. 7

### Feu vert pour le TGV-Est

Les travaux de la ligne à grande vitesse Paris-Strasbourg débuteront en 1998 par la construction d'un premier tronçon de 270 kilomètres. p. 8

### L'ami pot-au-feu

Réconfort de l'homme seul, le pot-au-feu est de saison. Jean-Pierre Quélin en extrait la substantifique moelle. p. 15

### La survie de Petre Roman

L'ancien premier ministre roumain a un sens aigu de la survie politique. p. 9

### Rosso rival de Rodin

Le Centre d'art contemporain de Saint-Jacques-de-Compostelle consacre une exposition au sculpteur italien. p. 17

Abonnements : 3 DM ; Autriche-Germanie, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 14 KRON ; Espagne, 220 PTA ; Grèce-France, 120 ; Italie, 300 Lira ; Islande, 1.400 F ; Japon, 2.000 Y ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 90 DH ; Norvège, 140 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 Escudo ; Royaume-Uni, 8 £ ; Suède, 90 F CFA ; Suisse, 75 SFRS ; Taiwan, 2.500 NTS ; Thaïlande, 12 Baht ; USA, 60 F ; 25 \$ USA (étranger, 250 F).

M 0147-1225-7.00 F



## David Bowie lance le premier emprunt rock

« DONT WANT » de a richer man » (« Ne cherchez pas à être un homme plus riche », chantait, en 1971, David Bowie, dans son album *Changes*. Vingt-cinq ans plus tard, le pop star britannique a décidé d'entourner un tout autre refrain. A la façon des grandes entreprises multinationales, David Bowie devrait prochainement annoncer le lancement d'un emprunt obligataire de 50 millions de dollars (262 millions de francs) sur le marché des capitaux.

« C'est l'une des possibilités que nous étudions », a confirmé, il y a quelques jours, à l'hebdomadaire financier britannique *Investor Chronicle*, William Zysblat, directeur de la société Rascoff Zysblat Organization et responsable des intérêts financiers de David Bowie. D'une durée de dix ans, les obligations présenteraient la particularité d'être garanties par les recettes futures tirées du répertoire existant de l'artiste. A la différence de la plupart des vedettes de rock, David Bowie, en homme d'affaires avisé, détient les droits sur l'intégralité de son œuvre.

Les investisseurs américains accueillent avec un enthousiasme mesuré l'annonce de

ce premier emprunt rock. « Un investisseur n'aime pas l'incertitude », explique Chris Seibald, un gestionnaire américain interrogé par l'agence financière Bloomberg. Il voudrait savoir précisément quand et où les chansons seront jouées et comment les royalties seront payées. « Il faut croiser les doigts pour que les gens continuent à acheter des albums de David Bowie au cours des dix prochaines années », ajoute Scott Colbert, gérant à la Commerce Bank de Saint Louis.

Inquietude supplémentaire pour les opérateurs : en 1994, l'agent de David Bowie, M. Zysblat, avait déjà tenté de marier rock et haute finance. Mais le lancement par les Rolling Stones d'une carte de crédit avait tourné au fiasco. Afin de rassurer Wall Street, les responsables de l'opération financière soulignent que les revenus provenant de l'exploitation à la télévision et au cinéma des chansons de David Bowie font l'objet de négociations au cas par cas. Ils font aussi valoir que les albums servant de support aux obligations se sont vendus à dix millions d'exemplaires en moyenne au cours des trois dernières décennies.

Les Bowie bonds représentent le dernier-né de l'inventivité sans limite des financiers de Wall Street : des obligations adossées sur le nombre de visiteurs de parcs de loisirs ou sur des prêts consentis pour l'achat de motos Harley Davidson ont été récemment lancées aux Etats-Unis. En cas de succès de l'emprunt de l'auteur de *Let's dance*, d'autres artistes pourraient suivre, estime William Velez, président de Secsa Inc., à Nashville, qui possède les droits des chansons de Bob Dylan et de Neil Diamond. Les mauvaises langues disent toutefois que l'imagination financière de David Bowie et son impatience à percevoir les royalties sur son œuvre sont à mettre en relation directe avec sa perte d'audience.

Selon *SoundScan Inc.*, qui comptabilise les ventes de disques aux Etats-Unis, David Bowie n'a vendu que 200 000 albums cette année, contre 338 000 en 1995. « Bowie n'est plus dans le coup et ne le sera probablement plus jamais », jugeait sévèrement, à la fin du mois de novembre, le critique rock du quotidien britannique *The Guardian*.

Pierre-Antoine Delhommeaux

## Les trois paradoxes de l'économie française

L'HIVER est donc arrivé sans jamais avoir laissé le printemps percer, un printemps pourtant si souvent annoncé. Pour l'économie française, l'année 1996 a été celle d'une longue hibernation. Ce sera 1997 ? Les paradoxes de l'année qui s'achève amènent à douter des meilleures prévisions pour l'année qui vient. Tout autant qu'il y a un an, les conditions de la reprise existent - c'est ce que soulignait, lundi 23 décembre, le gouverneur de la Banque de France dans ses colonnes (*Le Monde* du 24 décembre). Qu'est-ce qui pourrait cependant, cette fois-ci, la déclencher ? La question demeure.

Trois grands paradoxes ont marqué l'économie française en 1996 et ils ont, tous les trois, contribué à démentir les prévisions optimistes faites il y a un an, par le gouvernement notamment, mais pas par lui seulement. En dépit de leur profonde déprime et de la stagnation de leur pouvoir d'achat, les Français ont consommé. Malgré des cartons remplis de projets, les chefs d'entreprise n'ont pas investi - mais la Bourse a connu une belle année. La clarification de la stratégie économique et les progrès sur le chemin de l'euro, enfin, n'ont pas déglacé le comportement des responsables économiques. Le fruit de ces trois paradoxes,

c'est qu'au lieu d'une croissance attendue de 2,8 %, l'économie française n'aura enregistré qu'une progression de 1,3 % à peine de son activité. Deux fois moins que prévu et deux à trois fois moins qu'aux Etats-Unis, en Grande-

Bretagne, au Danemark ou aux Pays-Bas. Le chômage a continué à augmenter. Certains peuvent, à bon droit, s'extasier devant des « fondamentaux » favorables : une inflation faible, un commerce extérieur et une balance des

comptes courants excédentaires. Ceux-ci sont le reflet de cette léthargie. Les prix n'augmentent pas lorsque la demande est faible, les importations non plus.

Premier paradoxe donc, le dynamisme de la consommation. Le moral des Français est au plus bas, et pourtant ils ont, en 1996, fortement accru leurs achats - ceux de Noël venant confirmer, apparemment, la tendance. La consommation des ménages aura en effet progressé, en volume, de 2,4 %, la plus forte progression depuis 1987. Deux éléments sont habituellement mis en avant pour expliquer ce phénomène : le rattrapage des achats qui n'avaient pu être effectués, en novembre-décembre 1995, à cause des grèves, d'une part, la prime « qualité » sur l'automobile de l'autre. Mais l'un et l'autre pèsent peu. D'après les statistiques de l'Insee, hors automobile, l'augmentation de la consommation est encore, pour 1996, de 2,3 %.

Ce redémarrage inattendu de la consommation peut surprendre à plus d'un titre. Les réalités vulgairesment matérielles auraient dû inciter les Français à la prudence, celle dont ils avaient fait preuve les années précédentes.

Erik Izraelievicz

Lire la suite page 10

**Le Monde EDITIONS**

**PLANTU LES ANNÉES VACHES FOLLES**

**EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE**

## Joyeux Noël pour le commerce

« NOËL 1996 sera le meilleur rendez-vous commercial depuis cinq ans », Jean-Pierre Raffarin, le ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, peut se réjouir en ces périodes de fêtes. Le boom des achats de décembre vient clore une année 1996 excellente, la meilleure depuis 1990, avec une croissance de la consommation de l'ordre de 2 % par rapport à 1995. L'an dernier, décembre avait été pénalisé par la grève des cheminots.

Cette fois, les commerçants n'ont rien négligé afin de tirer le meilleur profit des cinq week-ends du dernier mois de l'année. C'est encore la grande distribution qui se taille la part du lion. Champion toutes catégories des cadeaux de 1996 : le téléphone mobile.

Lire page 11

## Icebergs et mers du Sud



CHRISTOPHE AUGUIN

Les concurrents du Vendée Globe, la course à la voile autour du monde en solitaire sans escales, passent Noël au milieu des tempêtes et des icebergs des mers du Sud. Solidement installé en tête de la flotte à mi-parcours, Christophe Auguin est en passe d'améliorer le record de l'épreuve. Il lui reste cependant plus de 20 000 kilomètres avant d'arriver aux Sables-d'Olonne.

Lire page 14

Internationales	2	Asipour l'ail	14
France	5	Communication	14
Carrière	6	Agenda	16
Annuaire classés	6	Abonnements	16
Société	7	Météorologie	16
Régions	8	Mots croisés	16
Horizons	9	Culture	17
Entreprises	11	Guide culturel	18
Finances/marchés	12	Radio-télévision	19



**YUGOSLAVIE** On redoutait, mardi 24 décembre, à Belgrade, le face-à-face de deux grands rassemblements, celui de l'opposition et celui organisé par le Parti socialiste

(SPS) pour soutenir la politique du président serbe. ● CE RASSEMBLEMENT avait été convoqué à la même heure et au même endroit que la manifestation qu'organise quotidiennement l'opposition depuis trente-cinq jours. D'importantes forces de police avaient fait leur apparition dès lundi dans la capitale. ● UNE MISE EN GARDE a été adressée au président

par le département d'Etat américain, pour le dissuader de provoquer la violence contre les contestataires et l'appeler à une nouvelle fois à se comporter selon les règles démocratiques. ● LA MISSION internationale chargée de donner son avis à propos du différend sur le résultat des municipales de novembre doit bientôt remettre son rapport.

La manifestation pro-Milosevic, qualifiée de « spontanée » par le Parti socialiste qui l'organise, devait se dérouler selon un scénario bien rodé depuis l'époque communiste, les entrepreneurs prêtant leurs moyens de transport et encourageant vivement les salariés à y participer. Toutefois, le président de l'Union des agriculteurs indépendants, Djordje Garabandic, avait annoncé lundi son intention de « bloquer toutes les routes et toutes les usines », pour contraindre le gouvernement à verser l'argent qu'il doit aux paysans. (AFP Reuters)

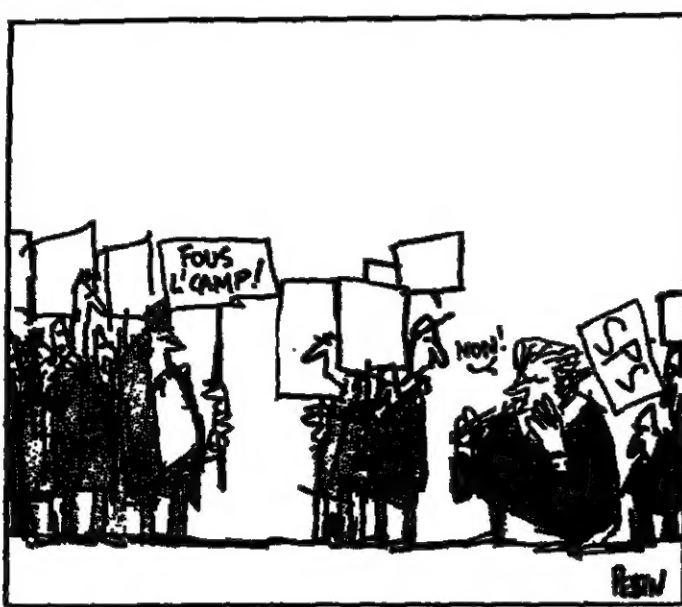
La manifestation pro-Milosevic, qualifiée de « spontanée » par le Parti socialiste qui l'organise, devait se dérouler selon un scénario bien rodé depuis l'époque communiste, les entrepreneurs prêtant leurs moyens de transport et encourageant vivement les salariés à y participer. Toutefois, le président de l'Union des agriculteurs indépendants, Djordje Garabandic, avait annoncé lundi son intention de « bloquer toutes les routes et toutes les usines », pour contraindre le gouvernement à verser l'argent qu'il doit aux paysans. (AFP Reuters)

## Le face-à-face des pro et anti-Milosevic dans les rues de Belgrade

Les manifestations du mardi 24 décembre marquent une étape dans un conflit qui oppose le président serbe aux contestataires depuis cinq semaines. Les mises en garde se sont multipliées contre le recours à la violence et à la répression

LA TENSION était vive mardi 24 décembre à Belgrade, où les partisans du président serbe Slobodan Milosevic s'apprêtaient à manifester dans l'après-midi, en même temps et au même endroit que les contestataires qui défilent quotidiennement dans les rues de la capitale depuis plus d'un mois. Le rassemblement « pour la Serbie » et « pour le soutien à la politique du président Milosevic », organisé par son parti, le SPS, avait été convoqué à 15 heures, dans le centre de Belgrade. Selon l'opposition, le président lui-même avait l'intention d'y prendre la parole. On attendait en tout cas une forte mobilisation de part et d'autre, faisant craindre une flambée de violence. Des centaines de policiers anti-émeutes avaient été déployés dans la capitale.

Dès lundi soir, des échauffourées avaient eu lieu entre partisans de



l'opposition et ceux du gouvernement dans la ville de Valjevo, à 40 kilomètres au sud-ouest de Belgrade. Six des bus qui, sous la protection de la police, avaient amené les manifestants pro-Milosevic jusqu'à Valjevo ont été démolis par les contestataires, selon l'agence de presse BETA.

L'opposition a réaffirmé lundi à Belgrade son attachement au caractère pacifique des manifestations qu'elle organise depuis trente-cinq jours pour protester contre l'annulation partielle des élections municipales du 17 novembre. « Il n'y aura pas de violence », a affirmé l'un des chefs de la coalition Ensemble, Vuk Draskovic, devant quelque 40 000 manifestants, en ajoutant : « mais s'il y en a demain, elle emportera » le président Slobodan Milosevic et son épouse.

M. Vesna Pest, dirigeante de

l'Alliance civique, une des composantes de la coalition d'opposition, a également invité les manifestants belgradois à éviter tout conflit avec les partisans de M. Milosevic. Quant au troisième teneur de l'opposition, Zoran Djindjic, chef du Parti démocrate (DS), il s'est dit lui aussi convaincu qu'il n'y aurait pas d'incidents mardi. Le patriarche de l'Eglise orthodoxe serbe Pavle a cependant appelé le pouvoir et l'opposition à s'abstenir de manifester, redoutant « un règlement de comptes armé ».

Les Etats-Unis ont lancé une nouvelle mise en garde aux autorités de Belgrade, à la veille de ces manifestations simultanées. « Nous appelons les autorités à se concentrer sur une solution à la crise (...) plutôt que d'encourager des actions susceptibles de provoquer de nouveaux affrontements dans les rues », déclarait lundi à Washington un

porte-parole du département d'Etat, Glyn Davies. Il a aussi mis en garde contre toute répression des manifestations de l'opposition, qui aurait de « sérieuses conséquences » et ne ferait qu'accroître l'isolement des autorités de Belgrade sur la scène internationale.

La manifestation pro-Milosevic, qualifiée de « spontanée » par le Parti socialiste qui l'organise, devait se dérouler selon un scénario bien rodé depuis l'époque communiste, les entrepreneurs prêtant leurs moyens de transport et encourageant vivement les salariés à y participer. Toutefois, le président de l'Union des agriculteurs indépendants, Djordje Garabandic, avait annoncé lundi son intention de « bloquer toutes les routes et toutes les usines », pour contraindre le gouvernement à verser l'argent qu'il doit aux paysans. (AFP Reuters)

## Le ressort éculé du nationalisme

SIMPLE BAROUD d'honneur avant la recule ou bien changement de cap et retour à la méthode forte ? La grande manifestation de soutien à Slobodan Milosevic, organisée par son parti, mardi 24 décembre, à Belgrade, annonce en tout cas l'épilogue de cette longue fête de la contestation qui, depuis cinq semaines, rythme la vie de la capitale et de quelques autres grandes villes de Serbie. En bonne logique, cette mobilisation orchestrée en faveur du pouvoir ne devrait avoir pour but que de permettre au président serbe de sauver la face, alors qu'il doit se résigner à céder aux revendications de l'opposition.

C'est lui qui a sollicité - une fois n'est pas coutume - l'intervention d'une mission internationale, conduite à Belgrade en fin de semaine dernière par Felipe Gonzalez, pour donner un avis sur l'objet central du conflit : les élections municipales du 17 novembre, remportées par l'opposition à Belgrade et dans plusieurs grandes villes, et que M. Milosevic a fait annuler sous couvert d'un grosier stratagème prétendument légaliste. Sauf à se mettre de nouveau à dos la communauté internationale, et donc à aggraver dangereusement sa situation intérieure, le président serbe ne peut pas faire fi de l'avis de cette mission internationale.

L'équipe de M. Gonzalez ne publiera son rapport que dans les jours qui viennent, mais elle a déjà fait savoir en gros ce que serait son verdict : l'opposition a bel et bien été dépossédée de sa victoire aux municipales au moyen d'une « machination légale » ; Slobodan Milosevic doit l'admettre et mettre à profit cet épisode pour amorcer une démocratisation de son régime.

En bonne logique donc, le président serbe devrait rendre à l'opposition les municipalités où la victoire de cette dernière ne fait pas de doute (parmi lesquelles vraisemblablement Belgrade), sanctionner au passage quelques fonctionnaires qui porteraient le chapeau, éventuellement refaire des élections là où les résultats du 17 novembre ne sont pas clairs et, dans la foulée, desserrer un peu par exemple l'état qui menace ce qui reste de la presse indépendante.

Il a, ces dernières semaines, fait quelques timides tentatives dans cette direction, beaucoup trop timides cependant pour désamorcer la contestation. Pour aller plus avant tout en sauvant son régime de l'humiliation, voire en regagnant un peu de sa popularité perdue, il lui fallait une grande manifestation populaire.

Mais, comme souvent avec Slobodan Milosevic, il était difficile, mardi matin encore, de parler sur sa logique et sur ce scénario pacifique. La convocation de ce rassemblement à l'heure et dans les quartiers où l'opposition manifeste quotidiennement avait des airs de provocation. Elle justifiait une forte mobilisation policière

bliera son rapport que dans les jours qui viennent, mais elle a déjà fait savoir en gros ce que serait son verdict : l'opposition a bel et bien été dépossédée de sa victoire aux municipales au moyen d'une « machination légale » ; Slobodan Milosevic doit l'admettre et mettre à profit cet épisode pour amorcer une démocratisation de son régime.

En bonne logique donc, le président serbe devrait rendre à l'opposition les municipalités où la victoire de cette dernière ne fait pas de doute (parmi lesquelles vraisemblablement Belgrade), sanctionner au passage quelques fonctionnaires qui porteraient le chapeau, éventuellement refaire des élections là où les résultats du 17 novembre ne sont pas clairs et, dans la foulée, desserrer un peu par exemple l'état qui menace ce qui reste de la presse indépendante.

Il a, ces dernières semaines, fait quelques timides tentatives dans cette direction, beaucoup trop timides cependant pour désamorcer la contestation. Pour aller plus avant tout en sauvant son régime de l'humiliation, voire en regagnant un peu de sa popularité perdue, il lui fallait une grande manifestation populaire.

Mais, comme souvent avec Slobodan Milosevic, il était difficile, mardi matin encore, de parler sur sa logique et sur ce scénario pacifique. La convocation de ce rassemblement à l'heure et dans les quartiers où l'opposition manifeste quotidiennement avait des airs de provocation. Elle justifiait une forte mobilisation policière

bliera son rapport que dans les jours qui viennent, mais elle a déjà fait savoir en gros ce que serait son verdict : l'opposition a bel et bien été dépossédée de sa victoire aux municipales au moyen d'une « machination légale » ; Slobodan Milosevic doit l'admettre et mettre à profit cet épisode pour amorcer une démocratisation de son régime.

En bonne logique donc, le président serbe devrait rendre à l'opposition les municipalités où la victoire de cette dernière ne fait pas de doute (parmi lesquelles vraisemblablement Belgrade), sanctionner au passage quelques fonctionnaires qui porteraient le chapeau, éventuellement refaire des élections là où les résultats du 17 novembre ne sont pas clairs et, dans la foulée, desserrer un peu par exemple l'état qui menace ce qui reste de la presse indépendante.

Il a, ces dernières semaines, fait quelques timides tentatives dans cette direction, beaucoup trop timides cependant pour désamorcer la contestation. Pour aller plus avant tout en sauvant son régime de l'humiliation, voire en regagnant un peu de sa popularité perdue, il lui fallait une grande manifestation populaire.

grade manifestent contre la vie dure, contre les profiteurs, contre le nouveau recteur de l'université, pas contre les atrocités qui furent commises en leur nom à Vukovar, à Srebrenica et ailleurs.

Leurs leaders, Vuk Draskovic et Zoran Djindjic, ne les y aident pas, qui pendant la guerre n'ont cherché, eux aussi, qu'à mettre à profit la fièvre nationaliste pour conquérir le pouvoir et qui ne sont donc pas les meilleurs qualifiés pour en devenir les gendarmes. Mais il n'empêche : cette fièvre est retombée dans une très large partie de la population, en dépit des efforts que font pour la ramener Mira Markovic, l'épouse du président, la presse officielle et le gouvernement, qui dénoncent, derrière la contestation, la main de la CIA ou de la « mafia albanaise » ; en dépit aussi des mots d'ordre lancés par le parti socialiste pour cette manifestation de mardi en faveur de « la dignité et de l'indépendance de la Serbie ».

Le nationalisme serbe, sur lequel comptent encore les secteurs les plus durs du régime, même s'il a encore de beaux restes, n'est plus ce qu'il était. Il témoignait les voix discordantes qui s'élevaient ces jours-ci dans les rangs de ceux qui étaient ses traditionnels apôtres, comme le patriarche de l'Eglise orthodoxe, certains représentants des milieux paysans, certains éléments même de la classe politique dirigeante. Un phénomène qui ne devrait pas échapper au fin politicien et à l'opportuniste Slobodan Milosevic.

Claire Tréan

## Des soldats allemands dans les Balkans pour la première fois depuis 1945

Ils seront sous commandement français en Bosnie

SARAJEVO de notre correspondant

Les ministres français et allemand de la défense ont estimé, lundi 23 décembre, que le déploiement conjoint d'une force militaire en Bosnie-Herzégovine marquait « un moment historique pour l'Europe, pour un avenir meilleur en Europe ». Lors d'une visite à Sarajevo pour inaugurer la force de stabilisation de la paix (SFOR), Charles Millon et Volker Rühe n'ont pas ménagé leurs efforts pour insister sur l'alliance européenne au sein de la mission de l'OTAN.

Trois mille soldats allemands rejoindront en 1997 la force multinationale dans les Balkans, et seront intégrés dans une division militaire commandée par le général français Yves Le Chatelier. « La coopération militaire entre deux anciens ennemis est un symbole important pour les efforts de maintien de la paix dans cette région », a souligné M. Rühe. Le contingent allemand provient de la brigade franco-allemande, née il y a huit ans et basée près du Rhin, qui effectue sa première mission à l'étranger. Il arrive dans un pays qui fut profondément meurtri par l'occupation nazie des années 40. La mission prend donc un relief particulier. D'autant que les États-majors allemands de l'OTAN ne voient pas toujours d'un très bon œil le renforcement de cette coopération militaire en Europe.

AMÉRICAINS DISTANTS

« Nous avons fait la démonstration avec l'IFOR que la paix en Europe n'est pas possible sans nous, note un officier américain. Dans les années à venir, la brigade franco-allemande pourrait très bien prouver qu'elle se passera de nos services. » Dans le contexte actuel de tension diplomatique entre la France et les Etats-Unis, la double visite ministérielle a été sèchement accueillie par les représentants américains à Sarajevo.

Français et Allemands auront la charge des villes de Sarajevo, Mostar et Gorazde, en collaboration avec, entre autres, les armées italienne, espagnole et portugaise. Ils devront garder quelque 80 des 650 points où sont stockées les armes des différentes factions. Bonn réclame, en outre, un poste de chef d'état-major, actuellement détenu par un Britannique, au quartier général de la SFOR. Tandis que M. Millon insistait sur « un idéal européen », M. Rühe confiait son espoir que la brigade franco-allemande

rayonnera sur la Bosnie-Herzégovine.

Pour les Allemands, l'arrivée dans les Balkans représente donc la fin d'une époque de non-intervention. Volker Rühe a longuement milité en Allemagne pour que les troupes d'outre-Rhin se lancent dans l'aventure bosniaque. Tous les résistants anti-fascistes d'ex-Yugoslavie ont encore le souvenir des atrocités commises par les troupes allemandes durant la seconde guerre mondiale, alliées au régime oustatchi croate. Les soldats de Hitler avaient atta-

## Arrêter les criminels de guerre

A Sarajevo, Charles Millon a soutenu l'idée de la création d'une police internationale qui aurait la charge d'arrêter les criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine, et a réaffirmé l'opposition de la France à intégrer ce mandat à la mission de la Force multinationale de l'OTAN. L'idée de cette police spéciale, écopée par des responsables militaires américains, est actuellement en discussion à Bruxelles, au siège de l'OTAN. « Il faut donner au Tribunal pénal international de La Haye les moyens d'accomplir sa mission », a indiqué M. Millon, qui a insisté sur l'envoi par Paris de 100 gendarmes en vue d'un renforcement de la police internationale. Actuellement, les gendarmes sont toutefois intégrés au sein de la SFOR, et ils dépendent donc de l'OTAN, ou au sein de la police de l'ONU, dont les hommes ne portent aucune arme.

qué le pays en avril 1941 et l'avait occupé jusqu'en 1945. En Herzégovine (sud-ouest), bastion des fascistes croates des années 40, l'arrivée des soldats allemands a été remarquée. Un observateur international témoigne que des policiers croates, en faction au check-point du village de Buna, ont accueilli la Bundeswehr avec des saluts hitlériens et des slogans nazis. « Les jeunes Allemands, qui ont développé une culture pacifiste depuis cinquante ans, n'y comprennent rien », raconte-t-il. Les Allemands comptent essentiellement sur la collaboration avec les Français, traditionnellement appréciés et bien accueillis par les Serbes, pour convaincre les ex-belligérants bosniaques de leur absolue neutralité dans le conflit actuel.

R. O.

## A Sarajevo, on persécute... le Père Noël

SARAJEVO de notre correspondant

La chasse au Père Noël est ouverte en Bosnie-Herzégovine ! Les nationalistes musulmans du Parti d'action démocratique (SDA) d'Alija Izetbegovic ont lancé une campagne visant à interdire la présence du Père Noël dans les rues et les établissements publics de la capitale bosniaque, ainsi qu'à la télévision. Les enfants des écoles et des crèches ne pourront pas recevoir cette année les traditionnels cadeaux du bonhomme rouge à barbe blanche, qu'on appelle « le Vieil Homme glacé » dans l'ex-Yugoslavie. En janvier 1996 déjà, le président Izetbegovic avait lui-même attaqué le Père Noël, choquant profondément la population.

Cette fois, l'affaire devient sérieuse ; elle est à l'origine du violent passage à tabac subi par deux animateurs de la radio indépendante ISV. « Le 18 décembre, nous avons mené un débat sur le droit à l'existence du Père Noël, et les résultats de notre sondage ont été publiés dans les quotidiens », explique Elvir Bucalo, le directeur de la station. « Le lendemain, raconte Aida Porobic, productrice à ISV et témoin de la scène, des types ont attrapé notre rédacteur en chef, Ahmed, l'ont frappé et ont baissé son pantalon. Elvir est arrivé. Ils l'ont maintenu au sol pendant que leur chef lui donnait des coups de pied dans la tête. »

En revanche, les Bosniaques n'avaient pas du tout apprécié la tirade du leader musulman contre « les Père Noël et autres symboles étrangers à notre peuple », contre « l'alcoolisme, la pornographie, la drogue et la débauche ». Symbole païen à travers le monde, le Père Noël était célébré du temps de la Yougoslavie par toutes les communautés, musulmane, croate (catholique) ou serbe (orthodoxe). Il n'avait aucune connotation religieuse, puisque les communistes en avaient fait une fête nationale et laïque, chère au cœur des enfants. « Le Père Noël est un symbole unificateur, presque

Ahmed ne sort plus de sa maison, choqué. La police, contrôlée par le SDA, n'a pas poursuivi les coupables, dont le chef a pourtant été identifié : c'est un ancien commandant de l'armée bosniaque, célèbre sous le surnom de « Bela ». Pour les Sarajéviens, il est clair que l'attaque a été commanditée par le SDA et que les coupables sont protégés par le pouvoir. Les gens sont consternés. En janvier dernier, Alija Izetbegovic avait stigmatisé les images de télévision montrant « des individus arrogants et sans cœur qui ont osé se souler et faire des grimaces devant les caméras alors que les tombes et les blessures sont encore fraîches ». La population avait généralement approuvé.

une institution commune, et c'est pourquoi il est attaqué par les extrémistes », déclare un porte-parole de l'ONU, Alexander Ivankov, tandis que l'OSCE dénonce « la politisation du Père Noël ».

Les mots d'Alija Izetbegovic et les actions du SDA entretiennent la crainte que le pouvoir n'installe un nationalisme et un islam intolérants. Le communiqué tardif du SDA, rédigé sous la pression des diplomates occidentaux, qui affirme que « le SDA n'a pas entrepris, ni n'entreprendra d'actions contre les festivités de Noël dans les lieux publics », n'y change rien.

Tous les partisans du multiracialisme se retrouvent dans le combat pour la survie du « Vieil Homme glacé ». Chaque matin, un Sarajévien, Dusko Tomic, et son fils, déguisés en Père Noël, marchent devant le bâtiment de la présidence bosniaque jusqu'au musée national. Ils réclament que le symbole ne soit plus déclaré persona non grata. S'ils n'ont pas de réponse dans dix jours, affirment-ils, ils entreront dans le musée, où ils abandonneront leurs déguisements. Et signeront ainsi symboliquement la mort de la Bosnie-Herzégovine multiraciale, non pas sous le feu des armées serbe ou croate, mais au cœur de Sarajevo, de moins en moins gardienne de la vie commune.

Rémy Ourdan



## M. Arafat et M. Nétanyahou se sont rencontrés pour conclure les négociations sur Hébron

L'armée israélienne aurait dû évacuer la ville palestinienne depuis neuf mois

En présence du coordinateur américain Dennis Ross, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, se sont rencontrés mardi 24 décembre au poste frontière d'Erez, au nord de Gaza, pour tenter de débloquent le dossier de

l'évacuation partielle de la ville d'Hébron par l'armée israélienne. Les deux parties tentent de trouver un accord depuis trois mois.

Cisjordanie qui, suivant le calendrier original, aurait dû se dérouler en septembre dernier.

Lors d'une rencontre hui avec Mahmoud Abbas (Abou Mazen), le bras droit de M. Arafat, M. Nétanyahou a assuré que « celui-ci se déroulerait d'ici quelques semaines ».

M. Arafat devrait aussi exiger, à Erez, entre autres, des garanties sur la libération de prisonniers et sur la mise en place d'un passage entre Gaza et les territoires autonomes de Cisjordanie. (Interim.)

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant  
Le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre Benyamin Nétanyahou se sont rencontrés, mardi 24 décembre, au poste frontière d'Erez, entre Israël et Gaza, pour une réunion consacrée au redéploiement de l'armée israélienne à Hébron et à la suite à donner au processus de paix. Au cours des derniers mois, l'immensité de cet accord - qui, techniquement, porte sur « l'application » d'un re-

tail. Tout laissait à penser, cependant, qu'elle devait fournir aux deux dirigeants l'occasion sinon d'apposer leurs initiales sur un texte d'accord, du moins de sanctionner le travail des équipes de négociation de ces derniers jours, mené sous intense pression américaine.

A première vue, le fait, pour M. Nétanyahou, d'avoir retardé depuis son élection le redéploiement à Hébron, ne se traduira pas par des avantages significatifs. Le secrétaire du gouvernement, Danny Naveh, a eu beau affirmer, mar-

### Les discussions les plus difficiles n'ont pas commencé

L'objectif d'un nouvel accord sur l'évacuation partielle de la ville d'Hébron ne représente qu'une très modeste étape du processus de paix difficilement lancé en 1993 par la signature, à Washington, de la « Déclaration de principes sur les accords intermédiaires d'autonomie » entre l'Olp et Israël. Précisés par les accords de Taba et de Taba - qui comprennent déjà un plan d'évacuation d'Hébron - ces dispositions sont en vigueur pour une durée maximale de cinq ans. Les négociations sur le statut permanent des territoires palestiniens ont été ouvertes symboliquement le 5 mai, mais elles sont au point mort depuis l'élection de Benyamin Nétanyahou. Elles portent sur les sujets les plus importants qui restent à trancher entre les deux parties : le statut de Jérusalem, le sort des réfugiés palestiniens des guerres de 1948 et de 1967, celui des colonies juives de Cisjordanie et de Gaza, ainsi que la définition des frontières. Sur ces questions, M. Nétanyahou se refuse à la moindre concession.

déploiement dont le principe est acquis depuis l'an dernier, avait déjà été annoncée à plusieurs reprises sur fond de négociations marathon et de navettes du médiateur américain Dennis Ross.

Le gouvernement israélien avait veillé, d'entrée, à limiter l'impact de la rencontre d'Erez en exigeant qu'elle soit fermée à la presse et en la qualifiant de « réunion de tra-

di, que la nouvelle mouture est « substantiellement différente » de celle léguée par le gouvernement travailliste et qu'elle « assurera la sécurité des colons d'Hébron », selon les informations qui ont filtré des dernières séances de pourparlers, le compromis trouvé sur les aspects techniques du redéploiement représenterait plutôt une victoire pour Yasser Arafat. « Bibi

En dehors du cas d'Hébron, il est clair que le principal enjeu de la rencontre de mardi est celui de la suite de l'application des accords d'Oslo. En raison du manque de confiance caractérisé qui s'est installé entre lui et M. Nétanyahou, M. Arafat a insisté, ces dernières semaines, pour obtenir, dans le cadre de l'accord, des dates précises à la fois pour la mise en œuvre du redéploiement à Hébron et pour le prochain retrait partiel de Taba dans d'autres parties de

### De Washington à Erez

13 septembre 1993 : Déclaration de principes signée à Washington.

4 mai 1994 : accords du Taba sur l'autonomie à Gaza et à Jéricho.

28 septembre 1995 : accords de Taba sur l'extension de l'autonomie en Cisjordanie.

25 février 1996 : début d'une vague d'attentats en Israël et blocage des territoires palestiniens.

29 mai 1996 : élection de Benyamin Nétanyahou.

3 septembre 1996 : première rencontre entre M. Arafat et M. Nétanyahou.

25 septembre 1996 : flambée de violence dans les territoires occupés après l'ouverture par Israël d'un tunnel dans la vieille ville de Jérusalem.

1<sup>er</sup> octobre 1996 : deuxième rencontre entre M. Arafat et M. Nétanyahou, à Washington. Début des discussions sur un nouveau plan d'évacuation partielle d'Hébron par l'armée israélienne.

## Un attentat à la voiture piégée a fait plusieurs victimes dans le centre d'Alger

L'EXPLOSION, lundi 23 décembre en fin de matinée, d'une voiture piégée au cœur d'Alger a fait trois morts, selon des sources officielles - au moins huit selon la presse algérienne datée de mardi - et plusieurs dizaines de blessés. Attribué par les autorités aux islamistes, cet attentat est intervenu alors que, la veille, le premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia, en visite officielle en Tunisie, avait affirmé que le terrorisme était « vaincu ». Les groupes islamistes en sont réduits à « perpétrer des incidents dans des villages de campagne », avait-il ajouté. La presse privée algérienne, qui consacre sa une à l'attentat de lundi, ne manque pas de dénoncer le « déphasage » entre l'optimisme des discours gouvernementaux et la réalité quotidienne.

L'attentat a eu lieu rue Larbi Ben M'hidi, l'ex-rue d'Isly, la plus commerçante de la capitale, à deux pas de la place Abdelkader, à un moment de grande affluence (12 h 45). « La voiture [piégée] était conduite par un jeune. Il

l'a garée, est sorti, et s'est enfui en courant. Après, il y a eu une énorme explosion », a raconté une vieille femme citée par l'AFP. « J'ai vu une voiture projetée par l'explosion aller s'écraser à côté du café Novelty [situé à proximité], a expliqué au Monde un autre témoin. La voiture piégée formait un amas méconnaissable. Le palmier qui orne la place était en feu. Les vitres de tout le quartier ont été brisées. Il y avait beaucoup de brûlés et de blessés. Vu la circulation, c'est un miracle s'il n'y a eu que trois tués. Il nous a semblé qu'il y en a eu bien davantage, peut-être une quinzaine. Les gens étaient choqués, abasourdis. Ils ne disaient rien. Très vite les ambulances et la police sont arrivées sur place. Une heure et demie après l'explosion, tout était nettoyé et la circulation a repris tout à fait normalement ».

Relativement épargnée ces derniers mois par la violence, la capitale algérienne ne semble plus faire figure d'exception. Samedi 21 décembre, dans la casbah, des hommes armés

ont mitraillé un groupe d'adolescentes, au cœur de la vieille ville, tuant deux d'entre elles. Le même jour, à proximité, trois jeunes hommes subissaient le même sort, selon le journal Le Matin. Avec ses rues étroites, ses habitations enfilées les unes dans les autres, la casbah constitue un bastion difficile à pénétrer pour les forces de sécurité. En dépit des coups très durs qui lui sont portés, le Groupe islamique armé (GIA) continue à s'y maintenir et à imposer à ses habitants une vie quotidienne austère.

**BUDGET :** Le Conseil national de transition (CNT), assemblée désignée à adopter lundi la loi de finances pour 1997, prévoyant notamment un déficit budgétaire de 847 millions de dinars (1 dinar égale 10 centimes environ), soit inférieur à moins de 1 % des recettes, a annoncé l'Agence de presse officielle APS. Plus de la moitié des recettes de l'Etat (451 milliards de dinars) proviendront de la seule fiscalité pétrolière.

## L'armée zaïroise serait passée à la contre-offensive dans l'est du pays

C'EST curieusement le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, qui a annoncé, lundi 23 décembre, que l'armée zaïroise était passée à la contre-offensive, samedi, dans l'est du pays, dans la région de Bunia, proche de la frontière congolaise. A Kinshasa, les autorités zaïroises ont observé un mutisme complet. De sources officielles, on a argué de la « stratégie militaire » pour ne pas répondre à M. Kabila.

A Goma, M. Kabila, qui s'est déclaré prêt à « négocier » avec Kinshasa, a déclaré : « Il y a des renforts de troupes [régulières] à Bunia et des attaques à Beni. C'est la contre-offensive. Nous continuons à résister. » Pourtant, le chef des rebelles avait affirmé, samedi, qu'une telle réaction de l'armée « relève de l'imagination la plus simpliste ». Tombée sous le contrôle de la rébellion début décembre, Beni est située à environ 200 kilomètres au nord de Goma, la capitale du Nord-Kivu, où les rumeurs d'une contre-offensive ont fait monter la tension ces derniers jours. Carrefour commercial important entre le Zaïre et l'Ouganda, Beni est la ville la plus septentrionale conquise par la rébellion qui, en deux mois, a pris le contrôle d'une bande de 500 kilomètres de long, bordant les frontières de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi. Kinshasa accuse régulièrement ces trois pays de



soutenir les rebelles, ce qu'ils ont démenti. M. Kabila a d'autre part accusé le « gouvernement français » d'avoir « préparé la contre-offensive de Mobutu ». Paris a démenti, lundi : « Les autorités françaises respectent scrupuleusement l'embargo sur les armes décidé par l'Union européenne en 1993, a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. En conséquence, elles

n'ont accordé aucune aide militaire à ce pays, ni autorisé aucune exportation de matériel de guerre. » De source autorisée à l'ambassade de France à Kinshasa, on a déclaré que « la bonne question à se poser » serait plutôt de savoir « d'où M. Kabila reçoit son aide ». On a également confirmé les rumeurs faisant état de la présence de mercenaires étrangers à Kisangani et à Kindu,

les deux têtes-de-pont de la contre-offensive de l'armée zaïroise. « Mais ce ne sont pas des mercenaires qui vont gagner cette bataille », a-t-on ajouté. Le port de Kalenda, sur le lac Tanganyika, est toujours tenu par les forces gouvernementales et pourrait servir à l'acheminement de renforts vers Kindu. Par ailleurs, des dissensions seraient apparues entre les rebelles, en majorité tutsis, et des groupes de guerriers Mai-Mai. Ceux-ci avaient rejoint les rangs des rebelles et contribué à leur avancée rapide.

**M. Kengo Wa Dondo** resterait premier ministre. A Kinshasa, une partie des dirigeants des principales formations politiques zaïroises se sont entendus, lundi, sur la formation d'un « gouvernement de crise » avec, à sa tête, l'actuel premier ministre, Léon Lobitsch Kengo Wa Dondo. Le président Mobutu Sese Seko doit encore donner son approbation. Son porte-parole a déclaré, lundi soir, qu'il ferait connaître sa position mardi. Le maintien de M. Kengo Wa Dondo a été annoncé à la télévision nationale, par la lecture d'un communiqué signé par des membres de la mouvance présidentielle et de l'opposition modérée. Mais les leaders de l'opposition radicale, notamment Etienne Tshisekedi, n'y figurent pas. (AFP)

## Signature d'un accord de paix au Tadjikistan

MOSCOU. Le président tadjik néocommuniste, Emomali Rakhmonov, et le chef de l'opposition islamiste, Saïd Abdullah Nouri, ont signé, lundi 23 décembre, à Moscou, un accord pour mettre un terme à quatre années de guerre civile au Tadjikistan. Les deux parties se sont engagées à achever, d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 1997, des négociations instaurant une paix durable. L'accord prévoit la prolongation du cessez-le-feu signé le 11 décembre, et la mise en place d'une commission nationale de réconciliation. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a assisté à la cérémonie de signature.

La Russie, qui entretient une force de près de 30 000 soldats au Tadjikistan, s'inquiète du coût de son soutien militaire au président Rakhmonov. Celui-ci avait chassé en 1992 les dirigeants démocrates et islamistes au pouvoir, déclenchant de violents affrontements qui avaient fait 50 000 morts. Utilisant des bases installées en Afghanistan, les islamistes ont remporté ces dernières semaines d'importants succès militaires, s'approchant à 100 kilomètres de la capitale Douchambé. (AFP, Reuters, AP)

## Des dissensions se font jour au sein de la rébellion centrafricaine

BANGUI. La prolongation pour un mois de la trêve conclue entre les autorités centrafricaines et le chef des mutins de l'armée a suscité un fort mécontentement parmi ces derniers. Diverses rumeurs ont indiqué qu'aucun accord n'avait été signé, le chef des mutins, le capitaine Amicet Saïlet, avait été destitué et fait prisonnier par ses hommes. Le capitaine a indiqué lundi 23 décembre qu'il avait été « mis en lieu sûr » au cours de la nuit de dimanche à lundi, après l'annonce du nouvel accord, en raison de la tension qui régnait dans la partie de Bangui tenue depuis cinq semaines par les mutins. « Les choses sont rentrées dans l'ordre », a-t-il cependant affirmé, en précisant qu'« une vaste campagne d'explication a eu lieu auprès de la troupe et des populations » et que le départ du président Ange-Félix Patassé était toujours « engagé ». (AFP, Reuters)

### EUROPE

**BULGARIE :** Gueorgui Parvanov (39 ans) a été élu, mardi 24 décembre, à la présidence du Parti socialiste bulgare (ex-communiste). Il remplace Jan Videnov, chef du gouvernement sortant, qui avait démissionné samedi de ses fonctions pour se défendre des attaques dont sa gestion économique faisait l'objet au sein de son propre parti. Historien de formation, M. Parvanov est un proche de M. Videnov. Il a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de devenir premier ministre. (AFP)

**CROATIE :** La Fondation Soros, financée par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, qui finance dans toute l'Europe du centre et de l'est de très nombreux programmes d'aide économique et culturelle, fait l'objet en Croatie d'une procédure pour irrégularités financières et fraude fiscale, a annoncé lundi 23 décembre l'Agence Hina. La Fondation a dépensé 15 millions de dollars en Croatie depuis 1992, notamment pour soutenir la presse indépendante. Elle a été accusée par le président Franjo Tudjman, de travailler à la « désattribution » de la Croatie. (AFP)

**OTAN :** Le général américain George Joulwan, chef du commandement suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe (Saceur), installé à Mons, en Belgique, quittera son poste au printemps 1997, à sa demande. Il y avait été nommé en novembre 1993. Agé de 57 ans, le général Joulwan a souhaité prendre sa retraite après 36 années passées sous l'uniforme de l'armée américaine. (AFP)

**AUTRICHE :** Les importations en Autriche de maïs modifié génétiquement vont être prochainement interdites en Autriche, a annoncé le ministre de la Santé, Christa Kraemer, lundi 23 décembre, à Vienne, en raison des « doutes » concernant l'impact de ce maïs sur la santé. La Commission européenne avait décidé la semaine dernière d'autoriser la commercialisation de ce maïs transgénique produit aux Etats-Unis par l'entreprise suisse Ciba-Geigy. (AFP)

**ITALIE :** un des dans les plus dangereux de la mafia a été démantelé à Trapani, au nord-ouest de la Sicile, a annoncé lundi 23 décembre le parquet de Palerme. Vingt-deux des membres considérés comme les plus durs de l'alle militaire de Cosa Nostra, ont pu être identifiés et arrêtés, grâce aux révélations d'un « repent ». (AFP)

**CHYPRE :** le Conseil de sécurité des Nations unies s'est prononcé, lundi 23 décembre à New York, pour des « négociations directes sans durée limitée », l'an prochain, entre les communautés turque et grecque de Chypre, afin de trouver un accord politique pour restaurer la paix dans l'île, coupée en deux entités depuis l'intervention turque de 1974. Dans sa résolution, le Conseil a fait part de son inquiétude devant les efforts d'armement poursuivis par les deux communautés. (AFP)

### PROCHE-ORIENT

**ISRAËL :** le président Ezer Weizman a regretté publiquement lundi 23 décembre ses propos contre l'homosexualité, qui ont provoqué un tollé. Il avait déclaré devant des étudiants que l'homosexualité était « un phénomène déplorable » et qu'il avait « la nausée de ce sujet ». Recevant à Jérusalem une délégation d'homosexuels et de lesbiennes, accompagnée de députés de l'opposition de gauche, M. Weizman a exprimé son « regret pour toute déclaration qui jetterait l'opprobre sur une partie de la population ». (AFP)

**LIBAN :** 48 personnes ont été arrêtées lors des rafles opérées dans les milieux chrétiens d'opposition après le mitraillage, dans une région à majorité chrétienne, d'une camionnette transportant des ouvriers syriens. Vingt-six d'entre elles ont été relâchées, a annoncé lundi 23 décembre le procureur général Adnan Addoum. C'est la première fois que le gouvernement dresse un bilan de ces arrestations, dénoncées dimanche par le patriarche chrétien maronite Nasrallah Sfeir. Le procureur avait expliqué samedi que ces arrestations faisaient suite à un regain d'activités d'« éléments perturbateurs » cherchant à distendre les liens du Liban avec la Syrie. (Reuters)

### AFRIQUE

**NIGERIA :** l'attaque d'un convoi de voyageurs dans le nord-est du Nigeria a fait sept morts, dont deux policiers d'escorte, a rapporté lundi 23 décembre le Nigerian Tribune. Les voyageurs, qui se rendaient à Kano, sont tombés dans une embuscade tendue par une quarantaine de bandits, soupçonnés d'être des Camerounais opérant dans l'Etat Adama-wa. (AFP)

### ASIE

**SINGAPOUR :** le parti au pouvoir est assuré de disposer d'une majorité au sein du prochain Parlement, dont l'élection aura lieu le 2 janvier. L'opposition n'a pu présenter, lundi 22 décembre, que 36 candidats aux 83 sièges de députés à pourvoir. L'intérêt de ce scrutin portera donc sur le pourcentage de voix qu'obtiendra le Parti d'action populaire. En 1991, la formation de Lee Kuan Yew, premier ministre de 1959 à 1990, et de Goh Chok Tong, son successeur, avait franchi de justesse la barre des 60 %. (corresp.)

### ÉCONOMIE

**ALLEMAGNE :** la hausse des prix à la consommation s'est élevée dans les régions de l'ouest à 1,4 % en moyenne en 1996, son plus faible niveau depuis 1988, a annoncé l'Office fédéral des statistiques lundi 23 décembre à Wiesbaden. Les prix avaient augmenté de 4,2 % en 1993, de 3 % en 1994 et de 1,7 % en 1995. L'indice pour l'ensemble de l'Allemagne sera publié mi-janvier. (AFP)



## Guerre de positions à Lima entre le gouvernement et le commando

140 otages sont toujours retenus à l'ambassade du Japon

La libération, dimanche 22 décembre, de 225 otages détenus depuis le 17 décembre à l'ambassade du Japon à Lima ne paraît pas avoir facilité la suite des négociations.

Le gouvernement péruvien demeure ferme sur son refus de libérer les 500 militants du MRTA dont le commando exige l'élargissement (lire notre éditorial page 10).

**LIMA**  
de notre envoyé spécial  
Le chef du commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), Nestor Cerpa, a bien pris soin de le préciser, dimanche 22 décembre, aux otages, quelques heures avant qu'ils ne soient libérés : « Si vous parlez ce soir, a-t-il insisté, ce n'est pas grâce à l'action du gouvernement. » Informés de leur sort dès le milieu de la journée, les 225 hommes qui avaient entendu le MRTA égrener la liste des libérables n'en demandaient pas plus pour être convaincus.

C'est que nombre d'entre eux ont ressenti comme une douloureuse agression l'attitude du gouvernement, qui a coupé l'eau, l'électricité et les communications de l'ambassade. Et ils n'ont guère plus compris le refus de dialoguer du président Alberto Fujimori. La libération massive de dimanche a été directement négociée entre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les responsables du commando. Un heureux épisode qui, pendant quelques heures, a laissé s'installer l'espoir d'une solution, mais qui préfigure plutôt à une longue guerre de positions entre le gouvernement et le commando qui détient encore 140 otages à l'intérieur de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima.

Depuis le début de la crise, le 17 décembre, le gouvernement semble subir les heures. Après avoir, dans la nuit, salué les otages à l'hôpital de la police, le président Fujimori, accompagné du ministre de l'Intérieur, le général Luis Briones, s'est rendu lundi matin dans les environs de l'am-

bassade du Japon pour inspecter le dispositif de sécurité. Le délégué du gouvernement, Domingo Palermo, s'est, quant à lui, entretenu longuement avec le délégué du CICR, Michel Minnig. Rien n'a filtré de leurs entretiens, et, en début de soirée, un porte-parole du CICR annonçait que « les services de l'ambassade ne seraient pas rétablis aujourd'hui ».

### CONFÉRENCES

Si la journée de lundi n'a pas été à la hauteur des espoirs nourris la veille, les récits des otages ont permis de mieux appréhender la détermination des membres du commando. Tous les libérés insistent sur leur « comportement correct, ouvert », en particulier de leur chef, Nestor Cerpa, qui leur a expliqué qu'il « se sentait péruvien et n'aspirait qu'à créer un espace politique au Pérou ».

De nombreux récits soulignent également l'étrange placidité de Nestor Cerpa en même temps que sa résolution. D'autres analysent en termes pessimistes la nouvelle situation dans laquelle se trouvent les 140 otages restants, dont la libération est incertaine si le gouvernement ne s'engage pas dans de véritables négociations.

Le deuxième étage de la résidence de l'ambassade, où étaient retenus tous les otages qui n'ont pas été libérés, rassemblait plus de deux cents personnes réparties par groupes de trente, dans huit salons. Comme au premier étage, chaque groupe avait un responsable désigné par le MRTA, prenant en charge les problèmes d'organisation et de

distribution des vivres. « Nous dormions assis, pour la plupart d'entre nous, car nous ne pouvions pas nous allonger », raconte l'un des otages libérés. Heureusement, dans notre salon, un ingénieur a aménagé rationnellement l'espace ».

Pour tuer le temps, les prisonniers ont organisé des conférences, selon les spécialités de chacun. Le responsable d'un institut de sondages, Apoyo, est ainsi venu d'un salon voisin pour parler des enquêtes d'opinion au Pérou. Le cuisinier d'un grand hôtel a donné un cours sur la cuisine pré-inca, tandis que des discussions sur la privatisation des entreprises publiques étaient organisées avec les responsables de la politique économique du pays. En compagnie de Nestor Cerpa et de son lieutenant « El Arabe », les otages ont également discuté des revendications du MRTA, ainsi que des expériences de retour à la vie civile des guérillas latino-américaines.

« Pour nous, disent-ils maintenant, la vie matérielle est le moins important de tout ce que nous avons vécu. Ce qui compte, c'est la solidarité que nous avons partagée entre nous et les contacts que nous avons eus avec les membres du MRTA. » Tous se souviennent de la crainte d'une action militaire du gouvernement a rendu les premières heures qui ont suivi l'assaut particulièrement tendues. « Nous sommes passés par trois phases : la peur, l'incertitude et l'espoir », résumait l'un des otages libérés, les larmes aux yeux.

Alain Abellard

## Le chef des guérilleros est un ancien dirigeant syndical

**LIMA**  
de notre correspondant  
Alors qu'il venait de prendre d'assaut l'ambassade du Japon à Lima, le chef du commando Hemigildo Huerta du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) avait présenté à deux journalistes - dont la correspondante du Monde - qui figuraient alors parmi les otages, les objectifs de son mouvement. Sortant de son sac un livre intitulé *Camarades, buvez notre sang*, il avait expliqué : « Ce sont les ouvriers d'une usine textile assassinés, le 4 février 1979, par des policiers. Hemigildo Huerta était l'un d'eux. J'ai emprunté son nom pour lui rendre hommage. Ils étaient désarmés : aujourd'hui, c'est nous qui avons des armes et des otages. » Désigné par la police sous plusieurs identités, le chef du commando s'appelle en réalité Nestor Cerpa Cartolini, alias Commandant Evaristo. Le 4 février 1979, Nestor Cerpa était le dirigeant syndical de l'usine textile Cromotex occupée depuis trois mois. Arrêté, il est condamné à dix

mois de prison, durée à l'issue de laquelle il rejoint la lutte armée. Il est à nouveau arrêté en 1984, pour activités subversives, mais est rapidement relâché, faute de preuves. En 1985, il investit les locaux du journal *El Nacional*, où il fait publiquement savoir qu'il a rejoint les rangs du MRTA - et non ceux du Sentier lumineux.

### « PRÊTS À TOUT »

Onze ans plus tard, Nestor Cerpa est devenu le numéro un du mouvement : tous les autres dirigeants sont en prison. Nestor Cerpa a participé à la plupart des actions violentes réalisées par le MRTA depuis 1984. La brigade antiterroriste lui attribue, entre autres, l'assassinat de deux policiers en 1985, plusieurs attentats à la voiture piégée et plusieurs enlèvements de chefs d'entreprise avec demande de rançon. Il a aussi dirigé la prise de contrôle de plusieurs villes de la vallée du Huallaga. En 1992, il est devenu le chef militaire de l'organisation.

Le MRTA n'a jamais hésité à so-

léciter les médias. A plusieurs reprises, il a occupé des agences de presse internationales pour faire diffuser ses communiqués et des caméraman ont été invités à filmer ses principaux faits d'armes. L'écritain Guillermo Thorndike a été séquestré pendant plusieurs jours pour écrire un livre sur la spectaculaire évasion de la prison de Canto Grande, en 1990, au cours de laquelle quarante-huit guérilleros du MRTA avaient réussi à prendre la large. Depuis la résidence de l'ambassade du Japon, Nestor Cerpa n'a pas résisté au plaisir d'écrire un mot pour les lecteurs de *Gestion* dont il détient le droit de

Interrogé sur l'issue possible d'une opération qui pourrait se terminer dans le sang, Nestor Cerpa s'est dit déterminé. « Nous n'avons pas entrepris cette action sans en mesurer les conséquences, a-t-il assuré. Nous sommes prêts à courir ce risque. Nous sommes prêts à tout. »

Nicole Bonnet

## 55 % des femmes soldats américaines déclarent avoir été victimes d'abus sexuels

L'armée est confrontée à une vague continue de témoignages sur les agressions - viols, harcèlement, menaces, etc. - dont seraient victimes nombre de recrues féminines aux Etats-Unis

### WASHINGTON

Le service des relations extérieures du centre d'entraînement de l'armée de terre d'Aberdeen, dans le Maryland, est parfaitement rodé. Le sous-officier de permanence répond sans hésitation : « A la date d'aujourd'hui, nous avons enregistré 5 680 plaintes (liées à des cas de harcèlement ou de violences sexuelles). Sur ce total, 760 font l'objet d'une enquête : 118 à Aberdeen et 642 dans d'autres bases. » La sécheresse des chiffres montre l'ampleur d'un phénomène qui embarrasse de plus en plus les autorités militaires.

En annonçant, ces dernières semaines, que deux sous-officiers chargés de l'instruction et de l'entraînement, ainsi qu'un capitaine, se sont livrés à des privautés sexuelles - et commis un viol - sur des recrues féminines du centre d'Aberdeen, puis en créant une ligne de « téléphone rouge » ouverte 24 heures sur 24 pour enregistrer les plaintes, l'armée a ouvert une boîte de Pandore.

La « loi du silence » qui contraignait les jeunes filles à taire ces « dérapages » de la promiscuité sexuelle dans les régiments a volé en éclats. Les témoignages affluent : viols ou tentatives de viols, multiples formes d'agressions sexuelles, souvent assorties de menaces pour décourager une dénonciation. Lorsque le cas du sergent Nathaniel Beach a été ré-

vélé, c'est-à-dire lorsque le « privé » (soldat de deuxième classe) Jessica Bleckley a raconté comment celui-ci l'a forcée à avoir des relations sexuelles, les responsables de l'armée de terre ont compris qu'il était illusoire de songer à un règlement discret de cette « bavure » disciplinaire. Ils avaient en mémoire le « scandale Tailhook », en 1991, c'est-à-dire la réaction extrême du haut commandement de la marine, qui avait vainement tenté d'étouffer les conséquences d'une virée de marins et d'aviateurs se soldant par une véritable débauche d'abus sexuels sur des recrues féminines.

### « TOLÉRANCE ZÉRO »

L'armée de terre a donc opté pour la transparence, afin d'extraire le mal, sans se douter que les choses iraient aussi loin. Le Pentagone croyait même être sur la bonne voie : en 1988, 64 % des femmes en uniforme déclaraient avoir été victimes de divers abus, allant du viol et de la « violence » sexuelle au simple « regard » et « geste » déplacés. En 1995, elles n'étaient plus que 55 %. Or, dans les faits, rien ou presque n'a changé. Dans la plupart des rapports, l'accusé numéro un est le « drill sergeant », chargé de l'instruction des « bleus ».

Tous les témoignages concordent : le « drill sergeant » est une sorte de dieu pour les filles et garçons qui entrent dans l'ar-

mée à dix-sept ou dix-huit ans, d'autant que ses pouvoirs sont absolus : « C'est lui qui décide quand vous devez vous lever, manger et vous coucher, comment il faut s'habiller et se comporter. C'est lui qui prend en charge totalement votre vie, et tous ses ordres doivent être exécutés à la lettre. » Tous ? Certains instructeurs abusent de leur autorité et de la vulnérabilité d'adolescents soumis à un rythme d'entraînement parfois excessif, tant sur le plan physique qu'émotionnel.

Il arrive que les torts soient partagés : certaines « soldates » comprennent qu'un comportement « amical » avec leur instructeur peut se traduire par un traitement préférentiel. Mais l'armée a établi des règles strictes. Ce sont celles d'une « tolérance zéro » : aucune « fraternisation » n'est autorisée ou légitime, même si tel sous-officier ou recrue croit avoir trouvé l'« âme sœur ». La hiérarchie est déterminée à vider l'abcès, quitte, après avoir débarrassé les coupables, à les traduire devant une cour martiale.

Elle doit aussi rassurer les quelque 196 000 éléments féminins qui composent 13 % des forces armées, et trouver des arguments à opposer à ceux pour qui la cohabitation des sexes sous les drapeaux est fondamentalement contraire à l'esprit de discipline.

Laurent Zocchi

## Ebonics, l'« anglais noir » de la discorde

### WASHINGTON

de notre correspondant  
Cela s'appelle l'*Ebonics*, une contraction d'*ebony* (« ébène ») et de *phonics* (« phonique »). C'est l'« anglais noir », qui paraît beaucoup de jeunes Afro-Américains. Comment définir l'*Ebonics* ? Argot, dialecte, déformation linguistique héritée d'un handicap éducatif, langue vernaculaire dont les origines remontent au parler des anciens esclaves venus d'Afrique ? Sur ce point, la polémique fait rage : faut-il lutter contre l'*Ebonics* ou lui accorder des lettres de noblesse ?

Les responsables de l'enseignement du district d'Oakland, en Californie, ont tranché : l'anglais noir, désormais officiellement reconnu, devient de facto « langue primaire », avec les conséquences suivantes : ses utilisateurs pourront être placés dans des classes spéciales, et les professeurs devront apprendre les subtilités du « Black English ».

### « DIALECTE SOCIAL »

Mais comment parler l'*Ebonics* ? Voici quelques trucs simples : 1) remplacez le verbe être (*to be*) par un pronom - « *My father he richer than you* » (he s'est substitué à is) : Mon père est plus riche que toi ; 2) Ne tenez pas compte des règles de conjugaison : « *He have (has) a bike* » (« il a une bicyclette ») ; 3) Lorsque la lettre « d » suit une voyelle, supprimez-la (« *good* » devient « *goo* »), de même avec le « th » de « *with* » (« avec »), qui devient « *wif* ». Le reste à l'avenant...

A Oakland, les autorités ont souligné que les jeunes Noirs représentent 53 % des quelque 52 000 élèves du district. 71 % d'entre eux sont inscrits dans des classes de rattrapage, leurs notes en « anglais standard » étant déplorables. Il

s'agit de « désintégrer » leur façon de s'exprimer, ont expliqué les responsables, « parce que les Afro-Américains ont un système de langage différent, dont il faut comprendre la « base », historique et culturelle ». En 1985, ont-ils rappelé, l'American Speech, Language and Hearing Association a conféré au « Black English » la qualité de « dialecte social » et plusieurs linguistes ont accordé à l'*Ebonics* une quasi-légitimité. Sans pour autant convaincre : parents, professeurs, élèves et responsables de la communauté noire ont récemment levé une tempête de protestations.

### « CAPITULATION HONTEUSE »

Les radios ont été submergées d'appels d'auditeurs ulcérés par une décision jugée à la fois « condescendante », « insultante », « stupide », « risible » et « raciste ». Le révérend Jesse Jackson a dénoncé la « capitulation inacceptable et honteuse » des autorités académiques d'Oakland face aux retards scolaires d'une partie des élèves. Des personnalités ont souligné que, loin d'accepter les déficiences scolaires des jeunes Noirs, il faut au contraire contraindre ces derniers à s'exprimer correctement.

Faute de quoi les intéressés ne feront jamais l'effort d'acquiescer à la maîtrise de l'anglais standard, qui seule leur ouvrira les portes de l'emploi. La polémique ne fait que commencer, sur tous les tons : un éminent professeur de Stanford s'est félicité qu'Oakland ait donné l'exemple en prenant en compte « les conséquences linguistiques de l'esclavage ». Ce à quoi un auditeur de la radio locale KABC a rétorqué : « Et ensuite ? Des « mathématiques noires » : un plus un égale trois ?... »

L. Z.

Du 23 au 27 décembre à 13h30 sur La Cinquième.

# Les caravanes du désert.

Découvrir le Sahara, ça vous changera des rennes et des traîneaux.



**La Cinquième**

On en apprend tous les jours



كندا ١٥٥

américaines  
l'abus sexuel

# FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1996

**SOCIAL** Les négociations sur les retraites complémentaires se sont achevées, lundi 23 décembre, par la signature d'un accord entre les organisations patronales et les syndicats.

le gouvernement s'étant engagé à prolonger l'aide financière de l'Etat permettant à l'Arcco et à l'Agirc de verser leurs pensions à taux plein aux salariés du privé prenant leur retraite

à soixante ans. ● 2,8 MILLIARDS DE FRANCS seront versés, sur quatre ans (1997-2000), à l'Association pour la gestion de la structure financière, créée en 1983 pour compenser le

manque à gagner des organismes de retraite complémentaire en raison de l'abaissement à soixante ans de l'âge de départ en retraite. ● LE DÉBAT sur l'avenir des retraites n'est pas clos

pour autant, le patronat souhaitant remettre en question l'âge légal de départ, alors que, déjà, la réforme de 1993 allonge progressivement la durée de cotisation.

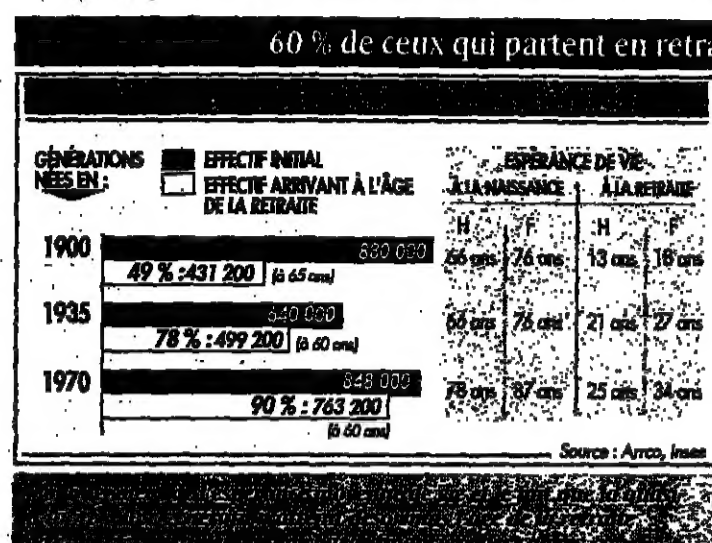
## Les retraites complémentaires restent assurées à soixante ans

L'Etat s'est engagé à verser 700 millions de francs par an pendant quatre ans (1997-2000) pour que l'Arcco et l'Agirc puissent continuer à verser leurs pensions au taux plein aux salariés qui cesseront leur activité à l'âge fixé en 1982

TROIS JOURS après le renouvellement de la convention d'assurance-chômage (Le Monde du 21 décembre), les partenaires sociaux sont parvenus, lundi 23 décembre, à un accord permettant de poursuivre le versement des retraites complémentaires à taux plein des soixante ans aux salariés du privé. Les partenaires sociaux ont renouvelé pour trois ans la convention de l'Association pour la gestion de la structure financière (ASF), créée le 1<sup>er</sup> avril 1983 afin de payer le surcoût que le passage de la retraite à soixante ans entraînerait pour les régimes complémentaires Arcco (ensemble des salariés) et Agirc (cadres). Signée fin 1993 pour trois ans, cette convention arrivait à échéance le 31 décembre.

La négociation, engagée le 19 septembre, avait été suspendue à la veille de la deuxième réunion, fin octobre : le patronat et les syndicats ne disposaient pas, alors, de l'engagement du gouvernement de poursuivre le versement de la subvention - en diminution constante - que l'Etat accorde à l'ASF depuis sa création. La loi ne faisait obligation de liquider les retraites complémentaires à taux plein qu'à l'âge de soixante-cinq ans, les syndicats craignant le rétablissement des « coefficients d'abattement » en vigueur avant avril 1983 (de 22 % de la pension complémentaire pour les retraités de soixante ans à 4 % pour ceux de soixante-quatre ans). De nombreuses caisses avaient même prévenu leurs adhérents prêts à prendre leur retraite en 1997 que les pensions complémentaires risquaient d'être sensiblement amoindries.

Le gouvernement a décidé de maintenir sa contribution finan-



cière à l'ASF tout en la réduisant de plus de moitié. Ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot a reçu le patronat et les syndicats, lundi après-midi, pour leur annoncer que l'Etat est prêt à verser 700 millions de francs par an à l'Association pour la structure financière jusqu'à la fin de l'année 2000, soit 2,8 milliards de francs sur quatre ans. Ce désengagement partiel - il versait 1,6 milliard de francs depuis 1994 - ne compromet pas l'équilibre structurel de l'ASF, dont l'essentiel des ressources provient de 2 points de cotisation d'assurance-chômage.

**DURÉE DE COTISATION**  
M. Barrot a rappelé qu'en 1993, « l'Etat, normalement, n'avait pris d'engagement que jusqu'à la fin de 1996 » et que s'il avait continué son effort, c'était « à la demande pressante des partenaires so-

ciaux ». Il était difficile, pour les pouvoirs publics, d'ouvrir un front sur un sujet aussi sensible que la retraite. « Nous [les] accompagnons pour leur permettre de servir les mêmes droits que précédemment », a dit M. Barrot. Le responsable de la délégation patronale n'a pas été surpris de la baisse de l'aide de l'Etat : « C'est un manque de recettes qui n'est pas considérable et qui peut être intégré dans la plage d'incertitude des prévisions », a commenté Francis Bazile.

Après leur entretien avec M. Barrot, les partenaires sociaux ont pu se retrouver au siège du CNPF afin d'élaborer un renouvellement pour quatre ans de la convention ASF. Les organisations patronales (CNPF, CGPME, UPA-artistes) et les cinq confédérations de salariés (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) ont signé ce texte. Les syndicats ont toutefois re-

fusé qu'y figure une formule mettant en doute la pérennité de la retraite à soixante ans, comme le demandait le CNPF. Le patronat souhaitait préciser que l'augmentation continue de l'espérance de

vie moyenne « conduira inévitablement, à moyen et long terme, à allonger la durée de cotisation pour la retraite et à retarder l'âge de départ à la retraite ». Cette phrase a été remplacée par une formule in-

### Les anciens combattants d'Afrique du Nord concernés

L'accord intervenu, lundi 23 décembre, entre le patronat et les syndicats, précise les catégories qui peuvent prétendre à une retraite Arcco et Agirc à taux plein dès soixante ans. Ainsi, les anciens combattants d'Afrique du Nord, qui bénéficient actuellement de l'allocation de préparation à la retraite, entrent dans le dispositif alors que, jusqu'à présent, quand ils atteignaient l'âge de soixante ans et prenaient leur retraite proprement dite, on leur appliquait des abattements qui avaient pour effet de réduire le montant de leur pension.

Les dispositions de l'accord s'appliquent globalement, pour peu qu'ils aient la durée de cotisation requise, aux salariés en activité, aux agents de la profession minière, aux anciens salariés terminant une activité comme artisans (affiliés à la Cava), aux chômeurs indemnisés par l'Unedic et aux demandeurs d'emploi qui ne sont plus indemnisés par l'Assurance-chômage, mais qui sont inscrits à l'ANPE depuis au moins six mois.

diquant qu'il sera « nécessaire de tenir compte de ces éléments pour l'équilibre des régimes de retraite ».

Contrairement à ce qui s'était passé lors du renouvellement des conventions précédentes, en 1989 et en 1993, il n'y a pas eu de conflit entre l'Etat et les partenaires sociaux, ni de véritable menace sur le paiement des retraites complémentaires au taux plein. L'équilibre de l'ASF, qui doit verser près de 36 milliards de francs en 1996 aux deux régimes complémentaires des salariés du privé, sera tant bien que mal assuré dans les prochaines années. Il y a, en effet, de moins en moins de salariés en « garantie de ressources », catégorie particulièrement nombreuse en 1983. Surtout, le nombre d'actifs pouvant partir à soixante ans va diminuer en raison de l'allongement progressif de la durée légale de cotisation (de trente-sept années et demie à quarante) décidé par Edouard Balladur et Simone Veil en août 1993.

### DÉBAT RELANCÉ

Pour l'heure, le débat sur la retraite à soixante ans ne se pose pas en termes sensibles pour l'ASF. Ses responsables prévoient un excédent de 1,5 milliard de francs en 1996 et d'environ 3 milliards de francs en 1997. Toutefois, la réduction de la subvention de l'Etat va retarder de quelques mois le retour à l'équilibre de l'ASF, qui affiche encore un déficit cumulé de 9,4 milliards de francs consécutif aux mauvais exercices des années 1991-1994. Il ne fait aucun doute, toutefois, que le débat relancé par les dirigeants patronaux va reprendre de l'ampleur dans les prochains mois.

Jean-Michel Bezat

## Bataille en perspective autour d'un symbole

LA RETRAITE à soixante ans figurera sans doute, dans les années sociales, comme la dernière grande « conquête » de l'après-guerre, mais aussi comme une mesure coûteuse, prise à contretemps par une gauche alors plus attachée aux symboles qu'aux grands équilibres. Elle restera l'une des réformes-phares du premier septennat de François Mitterrand, comme l'avaient été les congés payés sous le Front populaire. Et personne ne contestera que cette mesure, prise dans un consensus général un peu hypocrite, a permis que le gouvernement d'alors ob-



ANALYSE

tenue son symbole ; les syndicats, une vieille revendication ; et les entreprises, un moyen de se débarrasser sans perte ni fracas de leurs salariés âgés.

Treize ans ont passé, près de 500 milliards de francs ont été dépensés par l'ASF, et la question reste entière : fallait-il donner la retraite à soixante ans à tout le monde, sans distinction, au cadre dirigeant comme au manoeuvre ? Ce n'est pas un hasard si, la veille de la négociation finale sur les retraites complémentaires, Denis Kessler, président de la commission économique du CNPF, affirmait, au « Grand jury RTL-Le Monde », que « l'idée de la retraite à soixante ans est périmée » et qu'il faut « se préparer à un relèvement des âges de la retraite en France »,

comme l'ont fait de nombreux pays industrialisés depuis le début des années 90.

Inspiré par ces propos sans complaisance, le patronat est revenu à la charge, lundi 23 décembre, en essayant d'inscrire noir sur blanc dans la convention ASF - et contre l'avis des syndicats - que l'allongement de l'espérance de vie moyenne « conduira inévitablement à allonger la durée de cotisation et à retarder l'âge de la retraite ». N'en déplaise à certains, ces tendances lourdes s'imposent. La moitié seulement des enfants nés en 1900 atteignent l'âge de la retraite (à soixante-cinq ans), et leur espérance de vie à cet âge était de treize ans pour les hommes et dix-huit ans pour les femmes. Ceux qui sont nés en 1970

seront 90 % à prendre leur retraite (à soixante ans normalement) et ils la percevront pendant vingt-cinq ans pour les hommes et trente-quatre ans pour les femmes.

**LE PROBLÈME DES PRÉRETRAITES**  
Qui paiera ? L'heure est désormais à un effort accru pour financer les retraites. La réforme Balladur a ouvert la voie, et le PS se garde bien, dans son programme économique et social, de prôner un retour en arrière. Cette réforme difficile n'était-elle pas inscrite dans le Livre blanc sur les retraites, publié par Michel Rocard en 1991 ? S'il est légitime que les travailleurs exerçant des métiers particulièrement pénibles bénéficient d'une cessation anticipée

d'activité, une généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans - obtenue par les routiers et revendiquée lors des grèves des transports en commun de certaines grandes villes - est irréaliste dans le contexte économique et démographique actuel.

« Que les gens travaillent plus et plus longtemps ! ». Ce credo patronal s'appuie sur les exemples de nos concurrents et sur un constat alarmant : le taux d'activité des 55-65 ans est, en France, le plus bas des grandes nations occidentales (moins de 40 % contre 75 % en 1970). Le patronat a ouvert le débat sur la retraite à soixante ans, alors que les chefs d'entreprise n'ont pas encore trouvé la recette miracle pour rendre les entreprises vertueuses,

elles qui ont usé et abusé des dispositifs de préretraite.

M. Kessler reste évasif sur ce point. Il se contente de suggérer de « créer dans les entreprises les conditions permettant de garder les salariés plus longtemps avec des conditions adaptées ». Mais encore ? Au même moment, des secteurs entiers, où les conditions de travail sont, il est vrai, très difficiles (bâtiment, automobile, etc.), se tournent vers l'Etat pour lui demander de financer le départ anticipé de dizaines de milliers de salariés. La cohérence, le sens de la responsabilité et le souci de bonne gestion des deniers publics font, parfois, singulièrement défaut au patronat.

Jean-Michel Bezat

Du 23 au 27 décembre et du 30 décembre au 3 janvier à 16 heures sur La Cinquième.

# La Bible en dessins animés.

Tu ne zapperas point.

# 5

La Cinquième  
On en apprend tous les jours



## Alain Juppé devrait bientôt disposer du rapport de l'Observatoire de la parité

La commission consacre ses travaux à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes en politique

L'Observatoire de la parité, créé en octobre 1995 pour réfléchir aux moyens de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans la vie poli-

tique, a remis ses propositions, le 4 décembre, à Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi, chargée en outre des droits des femmes.

Ces propositions, transmises à Alain Juppé, devraient être rendues publiques autour du 1<sup>er</sup> janvier 1997 par le premier ministre.

LE DÉBAT sur la parité entre hommes et femmes en politique va connaître un coup d'accélérateur. Anne-Marie Couderc devrait remettre prochainement à Alain Juppé le rapport de la commission politique de l'Observatoire de la parité sur la question, dont elle dispose depuis le 4 décembre. Il ne restera plus au premier ministre, théoriquement, qu'à en rendre publiques les conclusions.

Ayant, entre autres missions, celles de « réunir des données, faire produire et produire des analyses », « éclairer les pouvoirs publics », « faire toutes recommandations et propositions de réformes législatives ou réglementaires », l'Observatoire a rempli son office. Le suspense reste entier : le rééquilibrage passera-t-il par des quotas, par une parité complète - avec révision de la Constitution - ou par des recommandations sans caractère obligatoire ?

Les positions de la présidente de la commission politique, Gisèle Halimi, sont connues : l'ancien député socialiste penche pour une parité avec réforme constitutionnelle. Sera-t-elle parvenue à rallier à son panache les dix-huit membres de l'Observatoire ?

### RÉÉQUILIBRAGE

C'est peu de dire que la parité ne fait pas l'unanimité. Les partis s'accrochent à reconnaître qu'ils ont intérêt à manifester un certain souci de rééquilibrage. Le RPR promet ainsi de placer un tiers de femmes en position « éligible » aux élections régionales et, au moins, de prendre des femmes comme suppléantes aux législatives. L'UDF en est encore au stade de la réflexion (« mixité » ou « parité » ?), après avoir largement débattu, en septembre, de la proposition faite par Gilles de Robien et Nicole

Ameline d'un quota de 30 % de femmes dans les scrutins de liste (Le Monde du 25 septembre).

A gauche, le PS s'est donné comme objectif d'atteindre la parité. Lionel Jospin soutient l'idée d'un délai de dix ans pour y parvenir par étapes, « en attendant d'introduire la proportionnelle pour les législatives et les sénatoriales ». Au moins 30 % des candidats aux élections législatives de 1998 seront des femmes. La position du PCF est proche de celle du PS : affirmant sa préférence pour la proportionnelle, le parti de Robert Hue s'engage à tendre vers la parité, avec 30 % de femmes parmi les candidats communistes « éligibles » en 1998.

Jacques Chirac s'était ouvertement prononcé, durant sa campagne, pour la parité, mais en rejetant la solution des quotas. Il avait chargé le premier ministre

de mettre sur pied l'Observatoire de la parité - le décret date du 18 octobre 1995 -, dont M. Juppé est le président théorique. Pourtant, en juin 1996, le premier ministre a affirmé s'être « rallié » à l'idée d'instaurer un système de quotas de femmes pour les élections locales ou nationales (Le Monde du 7 juin) et ne se déclarait « pas hostile » à une modification de la Constitution.

En revanche, M<sup>me</sup> Couderc, ministre déléguée à l'emploi et aux droits des femmes, présidente effective de l'Observatoire, ne souhaite ni loi ni révision de la Constitution. Pour elle, « il est de la responsabilité des partis de faire en sorte de créer les conditions d'un accès plus important des femmes à la vie publique ». L'Observatoire doit donc trouver une voie moyenne.

Aude Dassonville

## Jacques Barrot veut réduire les inégalités de la carte sanitaire

SECON Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, les dotations budgétaires globales aux hôpitaux seront en hausse de 1,3 % en moyenne, pour 1997. Ces dotations seront distribuées avec un double objectif, le ministre voulant « faire un effort très marqué pour corriger les inégalités entre les régions et répartir les ressources en tenant compte de l'activité et des besoins réels des établissements », selon ce qu'il a expliqué, lundi 23 décembre. Ainsi, l'Île-de-France devrait voir sa dotation diminuer de près de 0,8 %, tandis que ce sont les régions les plus mal dotées qui bénéficieront de la péréquation : Centre, Picardie, Bourgogne, Haute-Normandie et Basse-Normandie.

### DÉPÊCHES

■ **RÉSILIATION** : les trois caisses nationales d'assurance-maladie ont officiellement notifié aux syndicats médicaux la résiliation de la convention médicale de 1993. Cette résiliation deviendra effective après un délai de deux mois, soit vers le 20 février. Les présidents de la CNAM (salariés), de la MSA (agriculteurs) et de la Cnam (professions indépendantes) ont envoyé, le 20 décembre, des lettres aux quatre syndicats signataires de la convention, la CSMF, MG-France, la FMF et le SML. Les Caisses ont pris cette décision, le 4 décembre, faute d'avoir abouti à un accord avec les syndicats médicaux sur une adaptation du texte au plan Juppé (Le Monde du 6 décembre).

■ **EXTRÊME DROITE** : le Front national a invité ses militants, lundi 23 décembre, à encourager leurs médecins à adhérer au syndicat « Force nationale santé », dans un article de *François d'Abord*, organe officiel du parti. Pour le FN, il y a « urgence », car une enquête ministérielle sur la représentativité des syndicats médicaux, ouverte le 13 décembre, devrait être close le 3 janvier 1997. Au ministère des affaires sociales, on précise qu'« aucun délai » n'a été fixé pour la fin de l'enquête.

■ **PREMIER MINISTRE** : le service d'information du gouvernement vient d'éditionner un livre de 208 pages intitulé *Réformer la France*, pour exposer les mesures engagées depuis dix-huit mois. Cet ouvrage sera, notamment, diffusé à 7 000 exemplaires auprès des parlementaires, des préfets, des ambassadeurs, des présidents de conseils régionaux et généraux, des maires des grandes villes. Il est en vente au public à la Documentation française au prix de 26 francs.

### CARNET

#### DISPARITIONS

■ **FRANCIS ARITOEHAU SANFORD**, qui fut à l'origine du premier statut d'autonomie interne de la Polynésie française en 1977, est décédé, samedi 21 décembre, à son domicile de Faa'a, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Né le 11 mai 1912 à Papeete, Francis Sanford était instituteur. Chargé de mission, puis chef du cabinet civil du gouverneur de Polynésie, il est élu, en 1965, maire de Faa'a, la commune la plus peuplée du territoire, et le restera jusqu'en 1977. En 1967, il

est élu député, inscrit au groupe des Républicains indépendants. Réélu en 1968 et 1973, il siège ensuite parmi les centristes.

En juin 1976, il démissionne de son mandat pour tenter d'obtenir une consultation sur l'autonomie de la Polynésie. En 1977, après l'adoption d'un nouveau statut pour le territoire, il dirige le premier conseil de gouvernement de Polynésie, et ce jusqu'en 1982.

Pour des raisons de santé, Francis Sanford avait cessé toute activité politique depuis 1985.

#### « AU CARNET DU MONDE »

##### Naissances

— Moscou.

Isabelle LASSERE

et Jean-Baptiste NAUDET ont la joie d'annoncer la naissance de Arthur, Eric, Gilles, le 18 novembre 1996.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

(Reproduction interdite).

Marion et Arnaud LEPARMENTIER, Basile et Angéline ont la joie d'annoncer la naissance de

Théophile,

le 22 décembre.

14, place Étienne-Panot, 75015 Paris.

##### Anniversaires de naissance

— En ce jour de Noël et pour tes quatorze ans,

Bon anniversaire,

Gwenaelle,

Morgane.

Claude, Colette Dornat, Route du Ruisseau, 56370 Sarzeau.

— Serge Lancel, son neveu, Gilles Demarez, son petit-neveu,

Christiane Chadoeune, Mary Fradier, Lucien Duval, ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Simone FRANK,

née LORDEREAU,

survenue le 18 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Us rappellent le souvenir de

Nino FRANK,

après de qui elle repose.

L'inhumation aura lieu jeudi 26 décembre, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse.

Jacques de LATTRE

nous a quittés vendredi 30 décembre, dans sa maison au sud des Alpes.

De la part de

Sylvie,

sa femme,

Marie et Thomas,

ses enfants,

De tous ses amis,

De sa famille,

Michel Bagros,

son beau-père,

Philippe et Hélène Bagros,

Marie-Claire et Philippe Jean,

Jean-Daniel et Mireille Bagros,

Yves et Sylvie Bagros,

Dominique Macin,

Amie Ginet,

Bernadette Bonnaval,

ses beaux-frères et belles-sœurs,

ainsi que tous leurs enfants,

De la famille Polanski.

Nous voulons associer à sa disparition le souvenir de ceux qu'il aimait : ses parents,

Joseph et Frida,

départis à Auschwitz en février 1942 et qui n'ont pas eu de tombe,

ses seconds parents,

Pierre et Madeleine,

morts en avril 1981 et septembre 1985,

Odile.

sa belle-mère, partie en mai 1991 et dont le souvenir nous accompagne.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, Paris-9.

La mise en terre aura lieu à Port-Blanc (Côtes-d'Armor) le samedi 28 décembre, à 11 heures.

Merci au professeur Andrieu, au docteur Le Meignan et à toute leur équipe pour s'être battus avec lui.

I, rue du Val-de-Grâce,

75005 Paris.

— Le conseil d'administration de l'Institut Garches a la tristesse de faire part du décès de son vice-président, le

professeur

Jacques de LATTRE,

survenue le 20 décembre 1996.

Hôpital Raymond-Poincaré, 104, boulevard Raymond-Poincaré, 92380 Garches.

— Catherine Labeyrie-Membren,

Georges Membren

et ses enfants,

Irène, Pierre et Alice,

Marlene Membren-Scrive,

Laurent Scrive

et leurs enfants,

Benjamin, Michel et Elsa,

ont la douleur de faire part du décès de

leur épouse, mère et grand-père,

Henri MENAHEM,

répondant lors de l'Occupation,

ancien membre du cabinet

du général de Gaulle (1945-1946),

société administrateur civil

du ministère de l'Économie

et des finances,

ancien administrateur

de la Banque française

du commerce extérieur

(au titre de la CGT).

Les obsèques civiles auront lieu au

cimetière de Carnetin (Seine-et-Marne),

le mardi 24 décembre, à 16 h 30.

25, rue de la Croix,

77400 Commeny,

66, avenue de Breteuil,

75007 Paris.

##### Anniversaires de décès

— Il y a dix ans, disparu :

Tobias GOTTESFELD.

Son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

vous demandent de vous joindre à eux

dans le souvenir.

##### Soutenances de thèse

— Philippe Delorme a soutenu sa thèse

de doctorat en sciences de gestion, le

20 décembre 1996, à l'université Paris-X-

Nanterre : « Éthique, prospective et

management stratégique ».

Mention : très honorable avec

félicitations du jury, composé de MM. les

professeurs Jean-Claude Tarondeau,

Michel Carle, André Boyer, Jean-

Gustave Padoa-Schioppa, et de MM. Yves

Bénard, Octave Gélinaud et Robert

Tinlot. Une amonition de publier lui a

par ailleurs été accordée.

Le jury lui a décerné à l'unanimité la

mention très honorable avec félicitations.

##### CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard

75002 Paris Cedex 05

Renseignements :

01-42-17-29-94

ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 106 F

Abonnés et actionnaires : 98 F

Thèmes étudiants : 65 F

Les lignes en capital sont

calculées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et gratuites. Minimum 10 lignes.

## EMPLOI AGENDA

### OFFRES

Pour assurer le développement de son secteur presse adulte basé à TOULOUSE MILAN PRESSE rec.

### JOURNALISTES PROFESSIONNELS

Expérience indispensable :  
— REPORTERS  
— SECRÉTAIRES DE RÉDACTION  
Pas expérimenté, pas motivé à s'abstenir.

Adc. CV, photo, lettre manuscrite à :  
MILAN PRESSE  
Rd. PA 1196  
300, rue Léon-Jouin  
31101 TOULOUSE CEDEX 1.

### RECHERCHE

#### VENDEUR/SE GALERIE

saison montagne hiver 96-97. Dispo de suite, 25-35 a. env. exp. ociale, excell. présentation obligat. Angl. courant, Word/Windows utiles. Mobilité exigée. Salaires fixe + commissions.

Ecr. au MONDE PUBLICITÉ sous n° 9060  
133, av. des Champs-Élysées  
75403 Paris Cedex 08.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au : « Monde Publicité » il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

### DEMANDES

J.F., chef de publicité en agence, cherche à intégrer équipe dynamique, rigoureuse, suivi de budget du bief à la lab. Dernière exp. budgets de l'ère. Tél. : 01-42-57-77-88.

### CAMERAMAN VIDÉO

Angl., esp. courants, cherche contrats à l'étranger. Tél. : 01-40-36-80-35.

Avocate, maîtrise de psychologie, actuellement études de droit, ch. situation Paris. Tél. : 04-67-49-49-38.

Designer proj., resp. projets. Automatismes MG. Ténacité. Bon contact commercial. Dynamique, adaptable, rapide. Cursus profess. diversifié. Tél. : (06-1) 40-30-22-96 (rép.)

J.H. 28 ans, DESSINATEUR-MAQUETTISTE-GRAPHISTE cherche emploi stable, exp. 4 a. Connaissances logicielles : X-PRESS 3.1 ILLUSTRATOR 2.5 PHOTOSHOP 3.2. Nombreux stages effectués dans diverses sociétés. T. : 01-46-70-84-82 (rép.)

### BIJOUX

#### BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable chose : « Que des affaires exceptionnelles ! » Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argentier, ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

#### PERRON OPIÉRA

Angle boulevard des Italiens 4, rue Chaussée d'Antin Magasin à l'étage : 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix. Ouvert les lundis 9-16 et 23 décembre.

#### CONTACTS

Christine DROUILLET

au : 01-46-33-95-48

### COURS

#### CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'EXPRESSIONS ARTISTIQUES

ouvert aux personnes handicapées et accidentées de la vie. Disciplines : musicales, plastiques, théâtrales, chorégraphiques, culturelles, expressions corporelles, relaxation, expressions orales. Établissement pluridisciplinaire ouvert à tous sans limite d'âge, de l'initiation à la formation professionnelle. Préparation aux concours. Auditions et concerts.

#### CONTACTS

Christine DROUILLET

au : 01-46-33-95-48

### AUTOMOBILE

#### AVIS CENTRE OCCASION

Véhicules très récents.

A partir de 3 mois d'âge - Faible km.

Garantie 1 an ou 12 000 km.

De 18 à 30 % sous le neuf.

Possibilité d'essai de votre futur véhicule pendant 48 h.

5, rue Bixio - 75007 PARIS

01.44.18.10.65

Port. 06.07.84.10.33 Pascal BONNET

### AVIS vous souhaite

de bonnes fêtes

et un joyeux Noël

#### AVIS CENTRE OCCASION

01.44.18.10.65

Port. 06.07.84.10.33

### Vds GALAXY

1900 TDI

Modèle 97 (soit 96), voiture

de direction. Px : 159 000 F.

T. lux. : 01-55-21-00-08

T. privé : 01-39-55-44-14 (soit)

### TRAVAUX A DOMICILE

TRADUCT



**JUSTICE** Incarcéré le 4 juillet, Loïc Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf Aquitaine, a été remis en liberté, lundi 23 décembre, par le juge d'instruction chargé de l'affaire Elf-Bidermann.

mann, Eva Joly. ● **PLACÉ SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE**, M. Le Floch-Prigent, qui devra verser une caution de 500 000 francs, s'est vu notifier, une semaine mise en examen

pour « usage de faux », concernant les travaux de réfection de sa résidence secondaire. Il avait démissionné de la présidence de la SNCF, au mois de juillet, à la suite de son in-

carcération. ● **JEFFREY STEINER**, un homme d'affaires habitant aux États-Unis qui a été en relation avec MM. Le Floch-Prigent et Bidermann, a adressé, le 15 novembre, au juge

un « memorandum » décrivant son rôle dans plusieurs opérations intéressantes les enquêteurs. Il n'entend pas se rendre en France pour répondre aux questions de M<sup>me</sup> Joly.

## Loïc Le Floch-Prigent a été remis en liberté par le juge Eva Joly

Placé sous contrôle judiciaire, l'ancien PDG d'Elf Aquitaine devra verser une caution de 500 000 francs. Il s'est vu notifier, concernant les travaux de réfection de sa résidence secondaire, une nouvelle mise en examen - la sixième - pour « usage de faux »

CINQ MOIS et dix-neuf jours après son incarcération, Loïc Le Floch-Prigent a retrouvé la liberté, lundi soir 23 décembre, à l'issue d'un nouvel interrogatoire dans le cabinet du juge d'instruction Eva Joly. Ecroué à la maison d'arrêt de la Santé dans la nuit du 4 au 5 juillet, l'ancien PDG d'Elf Aquitaine reste sous le coup d'un contrôle judiciaire strict lui interdisant de quitter le territoire français et de rencontrer les autres personnes mises en examen dans ce dossier. Le juge a en outre fixé le montant de la caution dont il devra s'acquitter à 500 000 francs.

Présentée comme imminente depuis quelques semaines, la mise en liberté de M. Le Floch-Prigent a été repoussée à plusieurs reprises. Le délai légal de sa détention pro-

visoire expirait, de toute façon, le 5 janvier 1997, le mandat de dépôt ne pouvant être prolongé au-delà de six mois si les infractions reprochées sont passibles d'une peine inférieure à cinq ans d'emprisonnement - ce qui est le cas pour l'ex-PDG d'Elf. Il semble que M<sup>me</sup> Joly ait momentanément envisagé de retenir, à l'encontre de M. Le Floch-Prigent, la circonstance aggravante d'infractions commises « en bande organisée », qui aurait rendu possible la prolongation de la détention. Mais cette thèse se serait heurtée à l'opposition du parquet. Vendredi 20 décembre, enfin, alors que la mise en liberté semblait acquise, M<sup>me</sup> Joly a joué d'un ultime contre-pied pour allonger d'un week-end le mandat de dépôt.

A l'heure où Loïc Le Floch-Prigent était confronté à Jean-François Pagès, ancien directeur du patrimoine immobilier du groupe Elf, la brigade financière recueillait les confessions d'un entrepreneur en bâtiment, Pierre Villa. Ce dernier, marié de son état et dirigeant de fait de la SARL Arte Marmel, qui avait supervisé les travaux de réfection de la résidence secondaire de M. Le Floch-Prigent aux Genettes (Orne), a reconnu avoir consenti à l'ex-PDG d'Elf une remise sur les travaux restant à payer, sur la base d'une fausse « compensation de créance ».

Pour justifier les règlements effectués auprès d'Arte Marmel - plus de 5 millions de francs au total - M. Le Floch-Prigent avait produit une série de documents,

parmi lesquels une note du 29 septembre 1992 stipulant qu'il consentait à céder à M. Villa des cheminées et des boiseries anciennes de la demeure des Genettes, dont la valeur, estimée à 600 000 francs, serait déduite de la facture.

### TRAIN DE VIE PERSONNEL

Mais la SARL Arte Marmel est aujourd'hui en liquidation judiciaire et M. Villa, qui a été mis en examen samedi 21 décembre, a assuré aux enquêteurs que les cheminées et les boiseries n'avaient jamais existé. Quelques heures avant sa libération, Loïc Le Floch-Prigent s'est donc vu notifier une sixième mise en examen, pour « usage de faux ».

Loin du spectre de l'affaire

d'Etat initialement envisagée, l'affaire Elf s'est ainsi réorientée, au cours des derniers mois, vers le train de vie personnel de l'ancien PDG. Alors que la piste des quelques 787 millions de francs d'aides consenties au groupe Bidermann n'a pas révélé de circuit remontant véritablement jusqu'à lui, M<sup>me</sup> Joly s'est employée à montrer que M. Le Floch-Prigent avait abusé des fonds du groupe qu'il dirigeait. Outre l'usage immodéré de la carte de crédit du président d'Elf à des fins personnelles - plus de 1,7 million de francs entre 1991 et 1993 -, le financement des travaux aux Genettes pourrait constituer, aux yeux des enquêteurs, la preuve d'autres abus.

Chargés par le juge de questionner les entrepreneurs intervenus

H. G.

## Elf, Bidermann, Total : les étranges montages financiers de Jeffrey Steiner

UN Océan sépare toujours Jeffrey Steiner du dossier Elf. De New York, où sont basées la plupart de ses activités, l'homme d'affaires d'origine turque, naturalisé israélien, a fait savoir au juge d'instruction parisien Eva Joly qu'il n'entendait pas se rendre en France, fût-ce pour répondre à des questions. D'écroué au mois d'août en Israël, le conseil parisien de M. Steiner, M. Jean-Pierre Verlain-Campagna, a à son tour écrit au juge, le 17 octobre. « Comme M. Steiner est absolument convaincu qu'il n'a pas commis le moindre délit, prévenait-il, je ne vois pas comment je pourrais l'amener à se rendre en France plutôt que de subir à l'étranger les effets d'un mandat d'arrêt... »

Soucieux de faire valoir son point de vue dans un dossier où son nom apparaît fréquemment, l'homme d'affaires, qui dirige une grande entreprise travaillant pour l'aéronautique, a néanmoins adressé à M<sup>me</sup> Joly, le 15 novembre, un « memorandum » de six pages décrivant son rôle dans plusieurs opérations intéressantes les enquêteurs. Il y précise d'emblée que « le dossier Elf-Bidermann est essentiellement, pour [lui], un dossier Bidermann ».

Jeffrey Steiner et Maurice Bidermann furent, un temps, associés aux États-Unis, avant que leurs relations ne se dégradent. En 1995, au détour d'une action intentée contre le groupe de textile Bidermann par son ancien « ami américain » pour le recouvrement d'une créance de 15 millions de dollars, sont apparues les « libéralités » consenties par Maurice Bidermann à

M. Le Floch-Prigent et à son épouse d'alors, Fatma. Cette révélation devait, on le sait, éclairer d'un jour particulier les aides accordées par Elf au groupe Bidermann, sous la présidence de M. Le Floch-Prigent - ce dernier siégeant par ailleurs au conseil d'administration du groupe textile. Une secrétaire de M. Bidermann aux États-Unis, Lynne Forte, citée par les avocats américains de M. Steiner, avait fourni d'abondants détails sur ces faveurs, évoquant notamment le versement à l'ex-M. Le Floch-Prigent de salaires mensuels de 30 000 francs par une société de production de vidéo baptisée Jemspa.

L'enquête du juge Eva Joly a montré, depuis, que cette société présidée par un businessman argentin, Jorge Estrada, comptait parmi ses actionnaires MM. Bidermann et Steiner. Ce dernier admet avoir pris des parts dans cette société, « de l'ordre de 10 % », en raison du goût éprouvé par sa fille pour le « domaine cinématographique ». M. Bidermann, écrit-il, avait imaginé une possibilité d'affaires, tant pour Jemspa que pour M. Le Floch-Prigent, dans le cadre de l'expérience que cette dernière avait dans le domaine de la vidéo, pensant qu'elle pourrait créer des opportunités de coproduction avec Canal Plus. J'ai appris plus tard qu'il aurait demandé à Jemspa de l'engager en tant que conseil, je ne suis pas du tout intervenu, ni de près ni de loin, dans ce projet qui, à ma connaissance, a très vite avorté », M. Steiner, qui précise avoir été présenté à M. Le Floch-Prigent par Maurice Bidermann, assure avoir rencontré l'ancien PDG d'Elf à quatre reprises, tous jours pour parler affaires.

Dans son mémoire, Jeffrey Steiner évoque également la vente, en 1990, de l'appartement qu'il possédait, rue de la Paillarderie, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dont M<sup>me</sup> Joly semble soupçonner

qu'il aurait pu être racheté avec l'argent d'Elf. Officiellement propriété d'une société du Liechtenstein, elle-même contrôlée par une fondation dénommée Marmara Trust, l'appartement aurait, selon M. Steiner, été cédé, via une autre société, à « une noblesse africaine » pour 45 millions de francs.

### Soupçonnant la Cedec d'abriter une filière d'évasion de fonds, le parquet pourrait ouvrir une nouvelle information judiciaire

Au cours d'une perquisition au cabinet de l'avocat Claude Richard, les enquêteurs avaient découvert un mandat de vente du même appartement, semblant indiquer que le propriétaire avait succédé à Jeffrey Steiner était M<sup>me</sup> Bongio, l'épouse du président gabonais. La seule et unique relation qui ait existé, à ma connaissance, avec Elf dans le cadre de cette cession, écrit M. Steiner, est l'intérêt exprimé lors d'une des deux visites de M. Le Floch-Prigent et de son épouse, qui étaient accompagnés, autant que je m'en souviens, des époux Bidermann et des époux Claude Richard. Interrogé sur cette transaction, M. Richard avait déclaré, sibyllin, sur procès-verbal : « Rien n'est plus facile que de transférer la propriété d'un bien immobilier appartenant à une société off shore. Il suffit que le titulaire des titres change... »

C'est au cabinet de l'avocat parisien,

mis en examen le 21 octobre après une fuite de plusieurs mois en Israël (Le Monde du 23 octobre), qu'avait été saisie une « lettre de mission » adressée par M. Le Floch-Prigent, alors dirigeant d'Elf, à M. Steiner. Classé « confidentiel », ce document, daté du 6 février 1990, évoquait une « mission de recherche en matière pétrolière (reprise d'actifs et coopération) » aux États-Unis, effectuée contre 5 millions de dollars d'honoraires, soit plus de 28 millions de francs. Un document émanant du Trésor, trouvé chez M. Richard, montrait que cette somme avait été versée à une société des Bermudes baptisée Cedec - le parquet a délivré, le 25 novembre, un réquisitoire supplétif sur cette opération, en vertu duquel M. Le Floch-Prigent s'est vu notifier une cinquième mise en examen.

Dans son « memorandum », M. Steiner invoque à ce propos le « grave conflit » qui l'opposait alors à Atochem, filiale du groupe Elf, à laquelle il réclamait une commission sur une opération pétrolière réalisée sur ses conseils. Les 5 millions de dollars, assure-t-il, auraient été versés « tant au titre de l'indemnité du dossier Atochem qu'au titre de notre intervention dans le dossier Marathon Oil », autre société pétrolière dont il proposa le rachat à M. Le Floch-Prigent. « Cette affaire, conclut-il, est la seule par laquelle j'ai été en relations financières directes avec le groupe Elf. Elle a été définitivement réglée au mois de février 1990, et, contrairement aux rumeurs qui ont pu circuler, la société Cedec n'a jamais fait aucun « retournement ».

D'autres affaires pétrolières de Jeffrey Steiner, engagées non plus avec Elf mais avec Total - et récemment évoquées par Le Figaro -, ont mobilisé l'attention de M<sup>me</sup> Joly au cours des dernières semaines. En 1988, Total avait acquis 25 % des parts

de Cedec SA, une société d'ingénierie contrôlée par M. Steiner, dont les coordonnées figuraient dans l'un des carnets de M. Le Floch-Prigent, saisi par les enquêteurs. Recommandé par l'ancien directeur financier de Total, M. Steiner avait fait valoir ses relations au Proche et au Moyen-Orient. En contrepartie de ses interventions, Total a ainsi rémunéré, sous la forme de « produits pétroliers », une société Cedec Jersey, filiale de Cedec SA. Jusqu'au jour où la compagnie s'est aperçue, après une réorganisation de sa direction financière, qu'elle détenait une créance de 100 millions de dollars sur une autre société, baptisée Cedec Trading Limited Corporation, substituée en 1993 à la précédente, et immatriculée à Panama.

Interrogé le 26 novembre par M<sup>me</sup> Joly, l'actuel directeur financier de Total, Robert Castaigne, a expliqué avoir « essayé de recouvrer cette somme », mais a précisé : « Total ne possède pas d'éléments sur la société panaméenne, et M. Steiner prétend qu'il ne la contrôle pas. » Ce n'est qu'en 1993, a-t-il poursuivi, que le compte fut « apuré ». Mais le remboursement des 100 millions de dollars fut effectué, selon lui, « grâce à des fonds de roulement dégagés par Cedec Panama à l'occasion de nouvelles activités de trading avec Total », générant ainsi une nouvelle créance. Soupçonnant que la Cedec aurait pu, sous ses formes diverses, abriter une filière d'évasion de fonds, le parquet de Paris pourrait ouvrir une nouvelle information judiciaire sur ces faits, ajoutant à une liste déjà longue un motif supplémentaire de questionner l'homme d'affaires de New York, décrit par le directeur financier de Total comme « un homme trouble et rusé », disposant de « différents réseaux ».

Hervé Gattegno

## Panzani-William Saurin se dote d'un « conseil scientifique »

POUR ÉVITER que la décision de retirer du marché toutes les barquettes de plats cuisinés à base de viande bovine fabriquées avant le 15 avril (Le Monde du 24 décembre) ne mise par trop à son image, la société Panzani-William Saurin a décidé de se doter d'un « conseil scientifique consultatif ».

« Il fallait éviter que les gens paniquent », explique Lionel Zinson, président de Panzani-William Saurin. Six ou sept spécialistes en nutrition, en toxicologie et en épidémiologie en santé humaine et vétérinaire seront chargés, dès la première quinzaine du mois de janvier, d'« intégrer les avancées scientifiques les plus récentes dans les démarches de sécurité » de la société. « Ces scientifiques sauront mieux faire que nos chercheurs internes », assure M. Zinson. On ne va pas s'essayer à la divination scientifique, mais l'état de la recherche scientifique devra être traduit en termes opérationnels immédiats. A nous d'aller au-delà des lois... »

Autrement dit, si l'instance avait existé il y a quelques années, la société, filiale du groupe Danone, aurait peut-être cessé de produire ces plats cuisinés à base de bœuf. Les consommateurs sont invités à

échanger chez leur détaillant les barquettes de bœuf bourguignon, à Pestragnon, braisé ou mijonné, ainsi que les plats Panzani de canneloni fabriqués avant le 15 avril ou dont la date limite de consommation est antérieure aux 15 avril 1998, 1999 et 2000.

Cette date a été retenue pour « laisser une marge de sécurité », au cas où de la viande bovine d'origine britannique aurait, malgré les contrôles, été utilisée au-delà des dix jours qui ont été nécessaires aux services de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) pour faire respecter l'embargo total imposé à ces produits canelés, le 22 mars. La société estime à une dizaine de tonnes la quantité de barquettes qui risquent de lui revenir. Elle n'a aucune idée du nombre de personnes qui ont pu en consommer.

Il aura fallu neuf mois à la DGCCRF pour repérer de la viande bovine d'origine britannique dans ces plats cuisinés. Pourtant, la direction de la répression des fraudes a réalisé une moyenne de 2 500 contrôles par mois depuis l'instauration de l'embargo, auxquels se sont ajoutés les

contrôles effectués par les services vétérinaires et les douanes. Quatre cents unités de fabrication de plats cuisinés ou surgelés ont été visitées, ou le sont encore actuellement. « Mais, pour l'instant, nous n'avons aucune évidence qu'il existe des problèmes ailleurs que chez Panzani-William Saurin », souligne-t-on dans l'entourage du ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, Yves Galland.

### JEU DE PISTE

Cette lenteur s'expliquerait par la complexité des contrôles sur les plats cuisinés, contrairement à ceux exercés sur les viandes non transformées. Les plats cuisinés comportant explicitement des éléments carnés d'origine britannique ont été immédiatement retirés du marché, souvent par les fabricants eux-mêmes, dès l'instauration de l'embargo. Ce fut le cas, par exemple, d'un grand nombre de chilis canelés fabriqués en Grande-Bretagne.

Ensuite, « viennent les cas plus compliqués, les contrôles de second rang », où il s'agit de s'assurer de l'origine des ingrédients canelés qui ne s'affichent pas comme britanniques. Ce jeu de piste consiste à vérifier sur les deux ou trois der-

nières années - les plats cuisinés sont des produits qui connaissent une rotation rapide dans les magasins -, l'approvisionnement des grossistes et des premiers transformateurs sollicités par le fabricant, en se plongeant dans la « comptabilité-matières », les factures et les certificats vétérinaires.

« L'enquête, c'est qu'avant la crise de la vache folle le concept de traçabilité n'était pas aussi présent à l'esprit des opérateurs. Le repérage de la provenance des viandes était loin d'être parfait », note-t-on au ministère du commerce extérieur, où l'on précise que les viandes incriminées chez Panzani-William Saurin provenaient de « fournisseurs de fournisseurs », et qu'il s'agit « de viandes qui sont des muscles, qui ne sont donc pas réellement considérées comme dangereuses par l'OMS, contrairement à la cervelle ou la moelle épinière... »

« Nous allons, en France, ajouter, on, très loin dans le principe de précaution, avec une densité de contrôles plus grande que partout ailleurs en Europe. Il est vrai que les consommateurs ont été plus réactifs... »

Aude Dassonville et Pascale Krémer

## M. Bayrou propose un calendrier de discussions aux maîtres auxiliaires

LE MINISTRE de l'éducation nationale, François Bayrou, a proposé un calendrier de négociations au collectif des maîtres auxiliaires et à l'intersyndicale qui les soutient (Le Monde du 24 décembre). Lors d'une rencontre organisée dans l'urgence, lundi 23 décembre en fin d'après-midi, le ministre a proposé, à partir du mois de janvier, une série de discussions sur l'application de la loi Perben, les possibilités de réembauche et la transformation des heures supplémentaires en emplois fixes... Peu satisfait du résultat de la rencontre, le collectif des maîtres auxiliaires devait toutefois annoncer, au cours d'une manifestation, mardi matin devant le ministère, la suspension des grèves de la faim à Paris et à Toulouse.

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : Pierre Botton, l'homme d'affaires emprisonné à la maison d'arrêt de Grasse (Alpes-Maritimes) pour abus de biens sociaux, a été hospitalisé, dimanche 22 décembre, à la suite d'une surdose volontaire de médicaments. Le gendre de l'ancien maire de Lyon avait après, jeudi, le rejet d'une demande de mise en liberté.

■ **JOUEURS** : la société de vente de jouets par correspondance Colbleu a été mise en liquidation judiciaire, jeudi 19 décembre, par le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine), pour n'avoir pu satisfaire ses commandes de Noël. Cette faillite, attribuée à la grève des routiers, renvoie indirectement au scandale de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) : Colbleu fait partie d'une holding regroupant une nébuleuse de fournisseurs de l'ARC.

■ **MEURTRE** : l'épouse de Daniel Toscan du Plantier, président d'Unifrance Film, a été assassinée en Irlande, a indiqué, mardi 24 décembre, la police irlandaise. Le corps de Sophie Toscan du Plantier, âgée de trente-huit ans, avait été découvert lundi, à demi dévêtu et portant des blessures à la tête, sur un sentier près de Skull, dans le comté de Cork (sud-ouest de l'Irlande).



## RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1996

**TRANSPORTS** Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, et Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat, ont annoncé, lundi 23 décembre, le lancement en 1998 des pre-

miers travaux de la ligne nouvelle du TGV Est sur la portion située entre Vaires (Seine-et-Marne) et Vandières (Meurthe-et-Moselle). Des L'AN PROCHAIN seront engagées les

études d'avant-projet détaillé sur l'ensemble du tracé, y compris la traversée des Vosges vers Strasbourg, les liaisons vers le Luxembourg et le raccordement avec le réseau allemand.

● REIMS DEVRAIT, vers 2004, être à quarante-cinq minutes de Paris, Nancy et Metz à une heure trente. Plus tard, l'objectif est de relier Paris à Strasbourg en deux heures. ● LE COÛT du

premier tronçon est évalué à environ 17 milliards sur un total d'environ 27 milliards pour les 406 kilomètres de la ligne Paris-Strasbourg. La rentabilité de cet équipement sera très faible.

## Le gouvernement lancera en 1998 la première phase du TGV Est

Ce dossier sensible d'aménagement du territoire a franchi une nouvelle étape avec l'annonce, lundi 23 décembre, par Bernard Pons de l'ouverture des études de tracé. La plupart des élus alsaciens et lorrains se disent satisfaits, en dépit du flou persistant sur les délais et les modes de financement

LE TGV EST sera construit par phases successives. Après plusieurs mois de débats, Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, et Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat, ont annoncé, lundi 23 décembre, le lancement des études dites d'avant-projet détaillé pour la réalisation du TGV Paris-Strasbourg dès 1997. Les études et les acquisitions foncières porteront sur l'ensemble du tracé de 406 kilomètres entre Paris et Strasbourg, déclaré d'utilité publique le 14 mai 1996, mais les travaux ne commenceront, « en 1998 » selon le communiqué officiel, sans précision supplémentaire, que sur le premier tronçon. Celui-ci, de 270 kilomètres entre Vaires (Seine-

et-Marne) et Vandières (Meurthe-et-Moselle), pourrait être achevé en 2004. « Cela dépendra du résultat de l'étude d'avant-projet détaillé, mais aussi de considérations budgétaires », a précisé le ministre des transports.

Ce nouveau TGV permettra de relier Paris à Strasbourg en 2 h 30, contre environ 4 heures actuellement. Nancy et Metz ne seront plus qu'à 1 h 30 de Paris, contre respectivement 2 h 38 et 2 h 43 actuellement, et Reims à 45 minutes de Paris. Dès l'achèvement de cette première phase, l'interconnexion avec les autres lignes TGV sera opérationnelle. Nancy et Metz seront ainsi à 2 h 30 de Lille et 3 h 30 de Lyon. Les liaisons avec le

Luxembourg, au-delà de Metz, et avec l'Allemagne vers Francfort et Stuttgart, seront également assurées. La première phase prévoit donc la réalisation des travaux nécessaires en Alsace, notamment l'aménagement des 7 kilomètres de la ligne Strasbourg-Kehl et le doublement du pont de Kehl sur le Rhin, afin de permettre une correspondance du TGV avec le réseau allemand. En outre, l'électrification des lignes des vallées vosgiennes sera réalisée.

Le coût de ce premier tronçon est évalué à environ 17 milliards de francs, sur un total d'environ 27 milliards pour les 406 kilomètres du TGV Paris-Strasbourg. Il sera financé principalement par l'Etat, via

le Réseau ferré national, le nouvel établissement public qui devrait hériter prochainement des infrastructures de la SNCF.

### RENTABILITÉ TRÈS FAIBLE

Les collectivités locales participent à hauteur de 3 milliards de francs, dont 500 millions pour Champagne-Ardenne, 1 milliard pour la Lorraine et 1,5 milliard pour l'Alsace. La région Ile-de-France n'a pas pour l'instant confirmé son engagement à hauteur de 500 millions. Le Luxembourg devrait verser quelque 500 millions de francs. Enfin, la Commission européenne y consacrerait une partie de l'enveloppe consacrée aux « Réseaux trans-européens ».

Cette nouvelle ligne TGV sera-t-elle l'occasion d'introduire sur le réseau de la SNCF une nouvelle génération de TGV dite pendulaire ? Ce nouveau TGV, dont le prototype devrait être prêt à la mi-1998, aura les mêmes caractéristiques qu'un TGV ordinaire sur les tronçons de ligne spécialement conçus pour les TGV (environ 300 kilomètres à l'heure). Mais, en s'inscrivant dans les courbes, il sera capable, aussi, de rouler plus vite qu'une rame ordinaire sur les voies classiques (220 km/h). Selon le mi-



nistère des transports, l'estimation du temps de parcours (2 h 30 entre Paris et la capitale alsacienne) ne prend pas en compte la technologie du TGV pendulaire. Mais la SNCF n'exclut pas d'introduire le TGV pendulaire sur l'axe Paris-Strasbourg « si cette technologie est adoptée par l'entreprise ferroviaire sur plusieurs lignes du réseau ».

Après l'achèvement des travaux de la première phase, le premier ministre avait promis, le 4 novembre, que l'ensemble du tracé serait réalisé sous forme de ligne nouvelle, comprenant la traversée de l'Ile-de-France et la percée du

massif des Vosges, avec l'objectif de 2 heures pour Paris-Strasbourg. Près de 10 milliards de francs seront toutefois nécessaires pour gagner cette demi-heure supplémentaire. Au total, le TGV Est aura un coût kilométrique d'environ 51 millions de francs, contre 48 millions pour le TGV Nord et 37,6 millions pour le TGV Atlantique. Mais la rentabilité de cet ouvrage sera très faible : très en dessous, en tout état de cause, du niveau-plancher de 8 % retenu par le Commissariat général du plan.

Christophe Jakubyszyn

## « Mieux vaut tard que jamais »...

« MIEUX vaut tard que jamais » : le maire (PS) de Strasbourg, Catherine Trautmann, a exprimé, lundi 23 décembre, une satisfaction mesurée à l'annonce du lancement des travaux pour la réalisation du TGV Est. « Cette annonce gouvernementale ne garantit pas la continuité des chantiers après la première phase des travaux », juge M. Trautmann, qui estime cependant qu'il s'agit d'« un succès pour tous ceux qui ont bataillé en faveur de cet équipement indispensable pour les liaisons européennes à grande vitesse et pour l'aménagement du territoire d'un quart de la France ». Pour André Buchmann (Verts), vice-président du conseil régional d'Alsace, le gouvernement a choisi « la voie de la raison ». Le TGV « permettra de relier, à une date proche, Strasbourg à Paris en 2 heures 30, sans ligne nouvelle en Alsace. Il sera ainsi concurrentiel avec l'avion tout en ménageant l'argent public et en limitant l'impact sur l'environnement humain et naturel », affirme-t-elle.

La plupart des réactions en Lorraine sont égale-

ment positives. Le président du conseil régional, Gérard Longuet (UDF-PR), pense qu'il s'agit d'un « vrai succès », dû « avant tout à la méthode de concertation initiée dès cet été » par le gouvernement. Député de Meurthe-et-Moselle et maire (UDF-Rad.) de Nancy, André Rossinot qualifie l'annonce gouvernementale de « geste fort », qui confirme « l'engagement irrévocable du gouvernement en faveur de l'aménagement du territoire et de la construction européenne ». « Pour les Nancéiens, c'est aujourd'hui l'assurance d'être, dès la première étape de réalisation du TGV-Est, sur la ligne nouvelle du TGV et donc à 1 heure 30 de Paris », juge M. Rossinot. Jean-Louis Masson, député (RPR) de Moselle, salue lui aussi la « bonne nouvelle ».

En revanche, Denis Jacquet, député-maire (UDF-PR) de Moselle, est « consterné » par la nouvelle. « La Moselle n'aura aucun centimètre du TGV Est européen sur son territoire », dit-il, annonçant qu'il ne « votera aucun centime émanant des collectivités locales pour cette phase du scandale ».

## La liaison Rhin-Rhône à grande vitesse oubliée ?

Le maire (PS) de Mulhouse, Jean-Marie Bockel, le président du conseil général du Haut-Rhin, Jean-Jacques Weber (Forces démocrates), ainsi que le président de la chambre de commerce Sud Alsace-Mulhouse, Jean-Paul Marbacher, viennent d'écrire au maire (PS) de Strasbourg, Catherine Trautmann, pour « rappeler la solidarité à établir entre le TGV-Est et le TGV Rhin-Rhône (Lyon-Dijon-Mulhouse-Strasbourg), dans une optique de desserte du Grand Est ». Ils ont insisté sur l'accord intervenu le 30 octobre entre les associations TGV Est et TGV Rhin-Rhône, qui prévoit « l'engagement des travaux de la première phase du TGV Rhin-Rhône (Dijon-Mulhouse) pendant la réalisation de la première phase du TGV-Est et l'indispensable globalisation de leur montage financier ». Contrairement au TGV Est, le TGV Rhin-Rhône n'a pas encore fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique. Il a été étudié dans le cadre du rapport Rouvillois remis en octobre au gouvernement. Ce dernier adoptera les nouveaux schémas ferroviaires au cours du premier semestre 1997.

## Un hôtel fait des vagues à Ouessant

**BREST**  
de notre correspondant  
L'île d'Ouessant, sentinelle rude mais préservée au large de Brest, connaît son premier débat d'urbanisme, sur ses 15 kilomètres carrés peuplés d'un millier d'habitants. Pas de promoteurs bétonneurs à l'horizon, juste le projet d'un

bien, Jean-Louis Le Gall, patron de l'hôtel Roc'h-ar-Mor : l'homme croit au tourisme à l'année et souhaite une extension de son établissement sur un terrain qui lui appartient. Mais aujourd'hui, quand le promoteur double l'égise du bourg et se laisse glisser vers le rivage, il voit la baie de Lampaul et sa Grande-Roché. Avec le nouveau bâtiment, c'en sera terminé. Ennuieux pour l'hôtel de l'Océan voisin, qui, en octobre, a renoué neuf chambres avec « vue sur mer », malintentionnés. « La vue, c'est la première chose que nous demandent les clients quand ils réservent », explique Arielle Fabregues, à l'Océan. Je ne vais pas laisser faire une chose pareille ».

Mais l'opposition est surtout venue d'Hervé Le Bon, Ouessantin de souche et professeur sur le continent, créateur en octobre de l'Association pour la protection d'Ouessant (APO). Ses troupes semblent maigres, mais il a de l'énergie. La captation de vue furtive, l'architecture prévue pour le nouveau bâtiment le laisse perplexé. « Quand ont voit le mai qui on a pour installer le moindre velux ou construire un mur... » Long de

40 mètres, large de huit, s'élevait sur trois niveaux, le bâtiment en projet tranche sur le bâti du bourg : toit cintré, balcons en courbes, baies vitrées, il courtise l'image du bateau.

Les opposants ne peuvent pas s'appuyer sur les textes, qui ont été respectés : le pourtour de l'île est en grande majorité classé, mais cette partie du bourg est « site inscrit ». Et, en zone urbanisée, la loi littoral admet la construction. Le maire, Denis Palluel, a émis un avis favorable, l'architecte des Bâtiments de France également. La commission départementale des sites a donné son feu vert, 3 contre et 4 abstentions. « Je le regrette. Le projet manque de discrétion dans son volume et dans son positionnement », estime Max Jonin, de la Société d'études et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB). « Ce n'est pas démesuré, plaide l'architecte, Gérard Le Cars, de Landerneau. Un bâtiment doit marquer son époque. Dès qu'on ne fait pas de l'ardoise et des capucines, on est attaqué ».

L'hôtelier, M. Le Gall, est un peu agacé : « Une demande existe. On a eu l'audace de monter le projet. » Le maire, qui va devoir se prononcer sur le permis de construire, compte demander quelques aménagements, mais reste favorable au projet. « Même si je peux comprendre certains arguments, on ne peut pas se payer le luxe de refuser des avancées économiques », M. Le Bon, lui, n'en démord pas : si c'est « oui », il entend bien saisir le tribunal administratif.

Vincent Duruy

## Alain Juppé met de l'ordre dans les dossiers bordelais

LE MAIRE DE BORDEAUX, Alain Juppé, a affirmé, lundi 23 décembre, lors du conseil municipal de Bordeaux, que sa municipalité n'avait « pas chômé pour remettre de l'ordre dans les deux dossiers » critiqués par la chambre régionale des comptes et datant de la fin de l'ère Chaban à la mairie. M. Juppé a rendu publiques deux lettres d'observations définitives de la juridiction financière sur la gestion de la régie municipale du gaz et la société d'économie mixte Bordeaux Gestion Équipements (BGE), chargée des équipements sportifs et de loisirs de la ville. La chambre régionale des comptes énumère notamment des « carences », des « entorses » et des « irrégularités » dans la gestion de BGE, qui exerçait « une gestion où les intérêts de la société et de la ville ont été perdus de vue ». Les magistrats reprochent aussi à la ville d'avoir remboursé à BGE des matériels fictifs.

M. Juppé a assuré que la nouvelle équipe municipale avait « engagé la liquidation de BGE » et s'était portée partie civile dans l'instruction contre l'ancien directeur de BGE, Thierry Lacarrière, mis en examen pour abus de confiance et abus de biens sociaux et placé sous contrôle judiciaire. Pour la régie municipale du gaz, le maire a souligné que toutes les recommandations de la chambre régionale des comptes avaient déjà été adoptées en novembre par le conseil municipal.

**DÉPÊCHES**  
■ PUY-DE-DÔME : le décret de classement du site de la chaîne des Puy, dont les quatre-vingt sites volcaniques s'étendent sur une trentaine de kilomètres à l'ouest de Clermont-Ferrand, pourrait être signé dans un délai d'un an, a annoncé, lundi 23 décembre, le préfet du Puy-de-Dôme. Représentant une zone de 12 000 hectares, la chaîne faisait jusqu'à présent l'objet d'une inscription à l'inventaire des sites.  
■ MORBIHAN : les commissaires chargés de l'enquête d'utilité publique sur le projet d'aménagement du site mégalithique de Carnac lancé par le ministère de la culture ont rendu un avis favorable. La déclaration d'utilité publique pourrait être signée par le préfet du Morbihan « d'ici trois ou quatre mois ».

Contesté par des riverains et des associations locales, le projet, d'un coût total de 100 millions de francs, prévoit l'acquisition de terrains privés et la démolition de maisons situées dans les alignements ou à l'emplacement du futur pôle d'accueil des visiteurs.  
■ SAVOIE : le premier tronçon de l'autoroute de Maudenette, qui reliera Chambéry à l'Italie, via le tunnel du Fréjus, entrera en service le 14 janvier sur 30 kilomètres, entre Alton et Sainte-Marie-de-Cuines. Le chantier total concerne 63 kilomètres jusqu'à Modane. Ce premier tronçon a coûté 2,341 milliards de francs, et le coût global de l'ouvrage est estimé à 8,5 milliards.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt de la 9ème Chambre (section A), de la Cour d'Appel de Paris, du 26.06.1996, AMOUYAL Nathalie, née le 05.01.1961 à Gentilly (94), demeurant 3, rue Eugène Labiche 75016 PARIS, a été condamnée à 10 mois d'emprisonnement avec sursis pour : soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt, dissimulation de sommes, pour les années 1987 et 1988 à PARIS, Art. 1741 et 1743 du C.G.I.

La Cour a, en outre ordonné, aux frais de la condamnée la publication de cet arrêt, par extrait, au Journal Officiel de la République Française, France Soir et le Monde ainsi que l'affichage des publications officielles de la commune où la condamnée a son domicile. Pour extrait conforme délivré à Mr le Procureur Général sur sa réquisition. Pour le Greffier en Chef.

Par arrêt de la Chambre Correctionnelle de la CA d'Agén du 09.03.95 BOUSQUET Gilles, né le 20.10.61 demeurant à Capdenac Gare (12), a été condamné à 16 mois de prison dont 12 mois avec sursis et 80.000 F d'amende pour falsification de denrée alimentaire, boisson ou substance médicamenteuse nuisible à la santé, fait commis de 1991 au 26.04.92 dans les dépts du Lot et de l'Aveyron.

Par arrêt de la Chambre Correctionnelle de la CA d'Agén du 09.03.95, DAVY Jean Jacques, né le 27.05.52 demeurant à Villefranche de Rouergue (12), a été condamné à 16 mois de prison dont 12 mois avec sursis et 80.000 F d'amende pour falsification de denrée alimentaire, boisson ou substance médicamenteuse nuisible à la santé, fait commis de 1991 au 26.04.92 dans les dépts du Lot et de l'Aveyron.

Par arrêt de la Chambre Correctionnelle de la CA d'Agén du 09.03.95, CAMARQUE Pierre, né le 21.04.45 demeurant à Puch d'Agenais (47) a été condamné à 10 mois de prison dont 12 mois avec sursis et 80.000 F d'amende pour falsification de denrée alimentaire, boisson ou substance médicamenteuse nuisible à la santé, fait commis de 1991 au 26.04.92 dans les dépts du Lot et de l'Aveyron.

Par jugement rendu le 24.06.1996, le Tribunal Correctionnel de Clermont-Ferrand, Mr CHAIZE Henri, né le 26.01.46 au Puy en Velay (43), demeurant à Brives Charentaise (43), a été condamné à 2 ans de prison et 200.000 F d'amende pour soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, fraude fiscale, dissimulation de sommes, passation d'écriture inexacte ou fictive dans un livre comptable. Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné l'affichage, ainsi que la publicité par extrait. Le Greffier.

Par arrêt de la Chambre Correctionnelle de la CA d'Agén du 09.03.95, QUEIGNEC Jean, né le 18.05.46 demeurant à Medrac (35), a été condamné à 18 mois de prison avec sursis et 150.000 F d'amende pour soustraction sur la nature et les qualités substantielles de la marchandise par incorporation d'une substance interdite classée vénéneuse par voie réglementaire, de 1991 au 26.04.92 dpts du Lot et de l'Aveyron.

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel, 5ème Chambre Correctionnelle, le 20 mai 1996, Mr Jean Paul Ivan LOHNER, né le 06.10.1927 à RIXHEIM (68), demeurant 22, rue Vanneau PARIS 7e, a été condamné à : 6 mois d'emprisonnement délictuel, avec sursis, 1 amende délictuelle de 100.000 F, à l'affichage pendant 3 mois de la décision à la Mairie de Paris 7e ainsi qu'à la publication de la décision dans le Journal Officiel de la République Française, le Figaro et le Monde pour : Soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, fraude fiscale, de 1987 à 1989 à la Celle St Cloud et Versailles, Art. 1741 AL 1, AL 3, Art. 1750 AL 1 du C.G.I. Pour extrait conforme, n'y ayant appel. Le Greffier en Chef.

Par arrêt de la 9ème Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 27.06.1996, MAUGENCY Georges, né le 15.11.1925 à Paris 12e, demeurant 116, bd Voltaire 75011 Paris, a été condamné à la peine de un an d'emprisonnement avec sursis et à celle de 50.000 F d'amende, pour soustraction frauduleuse à l'établissement de l'impôt sur le revenu pour les années 1988 à 1990 et de 1989 à 1992, soustraction frauduleuse à l'établissement de la TVA afférente à la période du 01.01.1989 au 31.12.1991.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : La publication de cet arrêt, par extraits, dans le Journal Officiel, dans les quotidiens le Monde et le Figaro, ainsi que l'affichage de cet arrêt, par extraits, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune du domicile du condamné. Pour extrait conforme délivré à Mr le Procureur Général sur sa réquisition. Pour le Greffier en Chef.

Par arrêt de la 9ème Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 02.10.96, PAKSCHWER Robert, né le 06.08.1945 à Saigon (Viet-Nam), demeurant 4, avenue des Aulnaies 14390 CABOURG, a été condamné à 2 ans d'emprisonnement avec mainlevée en détention de 100.000 F d'amende pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures comptables (faits commis courant 1986, 1987 et 1988). La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait dans le Journal Officiel, le Figaro et le Monde, ainsi que l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Cabourg. Pour extrait conforme délivré à Mr le Procureur Général sur sa réquisition. Pour le Greffier en Chef.

Par jugement rendu par la 5e Chambre Correctionnelle de la TGI de Lyon le 12.01.1996, SEDBOUM Bruno, né le 17.02.59 à Oran (Algérie), demeurant 69006 Lyon, a été condamné à 10.000 F d'amende, pour avoir effectué une publicité comportant des allégations fausses ou de nature à induire en erreur sur des montres LIP proposées à prix d'usine ou prix spécial usine alors que ces prix comportaient une marge bénéficiaire telle qu'ils ne pouvaient prétendre à cette qualification.



## HORIZONS

PORTRAIT

**Le jeune homme d'allure moderne qui apparut en pull-over sur la scène politique, au lendemain de l'exécution des Ceausescu, n'était pas un inconnu pour les apparatchiks du régime. Son père avait été, sous la dictature, chef d'état-major des armées**

**J**UIN 1990. Pendant trois jours, Bucarest subit la loi de centaines de mineurs de charbon de la vallée du Jiu. Des étudiants et des opposants qui, depuis plusieurs semaines, occupaient la place de l'Université décriée « zone libérée du communisme » sont sauvagement passés à tabac. Les trois jours de terreur imposés par les « gueules noires » se solderont par la mort de plusieurs personnes, et l'opposition qui émergeait à peine du cachemir de la dictature communiste est traumatisée. Petre Roman est alors premier ministre. Il ne jugera pas utile de démissionner.

17 novembre 1996. Une foule assise compacte qu'en 1990, composée de dizaines de milliers de jeunes gens euphoriques, se presse à nouveau place de l'Université. Dans un concert de klaxons et sous les feux d'artifice, ils fêtent la victoire de leur champion. Le chrétien-démocrate Emil Constantinescu vient de battre Ion Iliescu, celui qui, il y a encore peu de temps, faisait figure d'indéfectible chef de l'État roumain. Cristian Iliescu, bouillant leader de la Ligue des étudiants, s'adresse à la foule. Il demande que Petre Roman s'excuse pour la « minériade » de 1990. Le jeune homme devra quitter la tribune sous les huées de la foule.

Cristian Iliescu vient d'apprendre à ses dépens les règles de la « neutralité » roumaine. L'ancien ennemi public numéro un parmi les étudiants est en retour de sainteté. Cette nuit qualifiée d'« historique » par les commentateurs est en partie l'œuvre de Petre Roman. Sans les bulletins de ses partisans, Emil Constantinescu n'aurait pas mis fin à cette spécificité roumaine : être le seul pays de l'ex-bloc de l'Est où, depuis la chute du mur de Berlin, un ancien dirigeant communiste s'est maintenu au pouvoir démocratiquement. Sans l'appoint des parlementaires de l'Union sociale démocrate (USD) de Petre Roman, la Convention démocratique (CDR) de M. Constantinescu serait bien en mal de trouver une majorité parlementaire.

Petre Roman n'a pas été absous de toutes ses erreurs passées, mais il est tout simplement incontournable, fort des 21 % de voix obtenus au premier tour de la présidentielle et des 13 % de l'USD aux législatives. Ses ennemis d'hier consacrent son retour. Ils lui ont réservé la présidence du Sénat. M. Roman devient ainsi, selon la Constitution, le deuxième personnage de l'État. De plus, le nouveau gouvernement, formé fin novembre, compte quatre ministres USD. Le prestigieux portefeuille des affaires étrangères est ainsi tombé entre les mains d'Adrian Severin, lieutenant de M. Roman. Clin d'œil de l'histoire : l'accord de collaboration politique entre l'USD et la CDR a été conclu entre les deux tours de scrutin lors d'une cérémonie, très médiatique, organisée au palais Elizabeth, ancienne résidence royale où, quarante-neuf ans plus tôt, les communistes avaient obligé le roi Michel, aujourd'hui exilé en Suisse, à signer une humble abdication. L'accord de collaboration conclu cette année a, quant à lui, scellé la défaite de M. Iliescu, ancien ministre de la propagande de Ceausescu avant de tomber en disgrâce dans les années 70, puis de resurgir au sommet de l'État à la faveur des journées troubles de la « révolution » de décembre 1989.

A peine Tennemi commun a-t-il

été repoussé que certains se demandent combien de temps résistera l'unité de circonstance entre M. Roman et M. Constantinescu. Un fossé sépare les deux clans, y compris les origines familiales des deux hommes, dans ce pays où les plaies, ouvertes par la période communiste, n'ont pas été refermées. La vieille garde du Parti national paysan (PNT-CD, chrétien-démocrate), principale composante de la CDR, a la mémoire longue. Ion Diaconescu, président du PNT-CD, n'a pas oublié ses dix-sept années passées, à partir de 1947, dans les geôles et les camps de travail forcés communistes. A la même époque, en 1948, Valter Roman, le père de Petre, était nommé chef d'état-major des armées de la République socialiste de Roumanie.

**L**ES faits d'armes de ce militaire appartenant à la légende. Militant communiste de la première heure, Valter Roman est auréolé de son passé d'ancien commandant dans l'armée républicaine pendant la guerre d'Espagne, où il rencontra sa future femme, Hortensia, une Basque espagnole, qui deviendra rédactrice en chef de la radio roumaine à destination de l'étranger. Réfugié à Moscou pendant la guerre, le « commandant Roman » rentre à Bucarest à la tête de l'une des deux divisions roumaines intégrées à l'armée rouge.

Idéaliste, cultivé et reconnu à l'étranger - Enrico Berlinguer et Santiago Carillo, les secrétaires généraux des partis communistes italien et espagnol, ne manquaient jamais, dit-on, de visiter le vétéran de l'Espagne lors de leurs passages en Roumanie -, Valter Roman n'est pas à proprement parler un apparatchik. Il a d'ailleurs été écarté des cercles dirigeants au début des années 50, comme bon nombre des anciens brigadistes. Mais il conserve prestige et influence, comme le démontre sa mission au

lendemain de la surprise nomination au poste de premier ministre de celui qui n'était alors que le chef de la chaire d'hydraulique de la Faculté polytechnique. Les deux hommes paraissent alors complémentaires. Le chef de l'État, image de bon père du peuple, un pied dans le passé, un autre dans la transition, rassure une population déboussolée et les quatre millions d'anciens membres du PCR. A ses côtés, Petre Roman, polyglotte, jeune homme fougueux au sourire télégraphique, présente un visage plus moderne et pro-occidental.

**L'opposition attendra plusieurs mois pour juger de la sincérité de la conversion démocratique de Petre Roman et pour l'accueillir enfin en son sein**

près d'Imre Nagy en 1956. Il est alors envoyé à Budapest pour tenter de convaincre le dirigeant hongrois, qu'il a bien connu à Moscou, de quitter l'ambassade de Yougoslavie, où il est réfugié avec son gouvernement, et de venir de son plein gré en Roumanie. S'il ne partage pas les dévies du système Ceausescu, sa fidélité à une certaine idée du communisme lui a longtemps fait espérer une réforme de l'intérieur.

main du procès honteux et de l'exécution sommaire du couple Ceausescu, avant qu'il ne s'affirme politiquement, Petre Roman fut également présenté comme une marionnette manipulée par Iliescu, politicien madré, qui rencontra souvent son père dans les années 70. Valter Roman, rappelait alors, considérait Ion Iliescu comme un possible « homme du renouveau », à une époque où le futur président rongait son frein

en province et que le pays s'enfonçait dans le chaos.

L'analyse prémonitrice de Valter Roman était se réaliser pendant les événements de décembre 1989. Le jeune homme au pull-over beige qui apparut à la télévision roumaine en pleine « révolution » était donc sans doute moins inconnu d'Iliescu qu'il ne l'était du reste de la population. Les relations familiales expliquent sans doute en par-

phie disgracié » s'émancipe définitivement de son mentor et provoque la scission du Front de salut national (FSN) issu des événements de 1989. La jeune garde du FSN - « cette élite technocratique formée en Occident avec l'argent du PCR à la fin des années 70 », selon une analyse - se regroupe autour de l'ancien étudiant en hydraulique à Toulouse de 1969 à 1974. De nombreux élus locaux le suivront également, assurant au futur Parti démocrate sa représentation en province.

Pour le moment, Petre Roman est au purgatoire. En guerre ouverte avec le clan Iliescu, il est toujours refusé par l'opposition, qui ne lui pardonne ni la « minériade » de 1990 ni d'avoir participé à « la confiscation de la révolution » par l'ancien système. Les élections générales de l'automne 1992 confirment son isolement. Sa formation n'obtient que 10 % des voix aux législatives, alors que Ion Iliescu et son parti triomphent. Petre Roman n'a d'ailleurs pas pris le risque d'un affront à la présidentielle. Calus Traian Dragomir essuiera les plâtres de l'impopularité de son chef et récoltera moins de 5 % des suffrages.

L'opposition attendra plusieurs mois pour juger de la sincérité de la conversion démocratique de Petre Roman et pour l'accueillir enfin en son sein. Afin de prouver sa bonne volonté, Petre Roman et ses parlementaires joindront invariablement leurs voix à celles de la CDR, pour tenter de contrer le pouvoir du PDSR de Ion Iliescu et de ses alliés ex-communistes et ultranationalistes. Cette nouvelle stratégie d'alliance passera l'épreuve du feu à l'occasion des élections locales, au printemps dernier, consacré par la victoire à Bucarest du candidat de la Convention démocratique, Victor Ciortea, le tout nouveau premier ministre, élu grâce au soutien de l'électorat de Petre Roman.

**C**ES élections sont un galop d'essai au cours duquel il constate son retour en forme. Impressionné, dit-il, par la campagne présidentielle de Jacques Chirac, il s'illume inlassablement le pays, compte « les kilomètres parcourus par électeur ». Longtemps crédité de moins de 10 % des voix par les instituts de sondage, Petre Roman recueille, le 3 novembre dernier, 21 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, juste derrière Emil Constantinescu et le président sortant. Sa popularité dépasse très largement celle de sa formation, qui n'améliore que très légèrement le score obtenu quatre ans plus tôt, mais qui est dorénavant l'allié incontournable de la CDR pour déga-ger une majorité au Parlement.

Communisme, « révolution », démocratie « originale » sous Ion Iliescu, puis alternance politique, autant de moments-clés de l'histoire contemporaine de la Roumanie, à l'occasion desquels Petre Roman a fait montre d'un remarquable sens de la survie. « Opportunisme », disent ses détracteurs, qui s'inquiètent aujourd'hui de le voir abuser de sa position d'arbitre dans une alliance majoritaire hétérogène. Les sociaux-démocrates côtoient des ultralibéraux et des chrétiens-démocrates, alors que les mauvais augures prédisent des temps difficiles. Il faudra en effet du courage aux nouveaux dirigeants du pays pour accélérer le rythme des réformes. Les restructurations du secteur industriel d'État obèse se traduiront, ainsi, par des suppressions d'emplois et le niveau de vie de la population ne devrait pas s'améliorer rapidement, alors que tout le monde s'accorde sur la nécessité de maintenir une politique d'austérité. Petre Roman devra alors naviguer au plus près afin de ne pas compromettre ses ambitions présidentielles sans se désolidariser du gouvernement et apparaître comme le fossoyeur d'une alternance politique qui aura mis sept ans à accéder au pouvoir.

Christophe Chatelot  
Dessin : Filip Pagowsky

# Le retour de Roman le Roumain





**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeurs : Jean-Marie Colombani, Dominique Aldrey, Directeur général ;  
Jean-Pierre Baudouin, Directeur général adjoint ;  
Directeur de la rédaction : Sébastien Pissel  
Directeurs adjoints de la rédaction :  
Jean-Pierre Baudouin, Robert Solé  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Pierre Baudouin, Bruno de Camille, Pierre Georges,  
Laurent Gaudier, Erik Izraelewicz, Michel Kojan, Bertrand Le Gendre,  
Directeur adjoint : Dominique Ruysser  
Rédacteur en chef technique : Eric Anst  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Métier : Thomas Fornaciari  
Directeur adjoint : Erik Izraelewicz, Directeur adjoint : Anne Chazotte  
Censeur de la presse : Alain Rollat, Directeur des relations internationales : Daniel Verzet  
Conseil de surveillance : Alain Minet, Président ; Gérard Carrozzini, Vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1949), Jacques Rivet (1949-1952),  
André Laurent (1952-1953), André Fontana (1953-1954), Jacques Lacroix (1954-1959)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Le Monde est fondé le 10 décembre 1944  
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Associations Hubert Benoit-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance  
SIEGE SOCIAL : 21, rue Claude-Bernard - 75001 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-47-77-20-00. Télécopieur : 01-47-77-20-21. Télex : 205 005 F

## Les trois paradoxes de l'économie française

Suite de la première page

En 1996, frappés par des prélèvements fiscaux et sociaux supplémentaires, ils ont vu leur pouvoir d'achat stagner. Avec un chômage toujours en progrès, ils sont restés dans une grande situation d'incertitude - celle qui expliquait, depuis plusieurs années, le gonflement de leur tas de laine, la constitution d'une épargne de précaution. La soi-disant « déflation » - la désinflation en réalité, c'est-à-dire la baisse de certains prix - aurait dû les inciter à l'attente. Pourquoi acheter aujourd'hui un ordinateur personnel alors que l'on sait qu'il vaudra moitié moins cher dans quelques mois ?

En dépit de tout cela, les Français ont repéré le chemin des magasins. Le ras-le-bol après plusieurs années de privations ? La nécessité de procéder à certains achats trop longtemps différés ? Il y a sans doute un peu des deux. Les Français ont aussi, sans doute, voulu profiter de multiples dispositifs mis en place depuis dix-huit mois pour les amener à consommer. Ils ont enfin, et c'est peut-être le plus important, cherché à tirer profit de la baisse des taux d'intérêt. Une épargne moins bien rémunérée, des crédits moins chers, ce sont là de forts stimulants à l'achat. De fait, les Français ont, en 1996, massivement tiré sur leur épargne, une opération qu'ils ne pourront redéfinir en 1997.

**PANNE DE L'INVESTISSEMENT**  
Deuxième paradoxe : la panne de l'investissement. Là encore, depuis un an, toutes les conditions sont, en apparence, réunies pour que l'investissement des entreprises reprenne. Celles-ci se sont désendettées. Elles ont des projets - si elles veulent rester dans la course, il leur faut renouveler beaucoup de leurs équipements, avant de songer, aussi, à accroître leurs capacités de production. Elles ont de l'argent - leur rentabilité s'est maintenue à un niveau élevé. Et si elles en manquent, elles peuvent en trouver à bon marché à la Bourse ou aux guichets des banques. Enfin, la demande finale, elle-même, n'est pas aussi atone qu'on l'a souvent dit, comme en témoigne le dynamisme de la consommation.

De fait, en début d'année encore, les entreprises françaises avaient promis, pour 1996, une forte augmentation de leur effort d'investissement. Il aura finalement stagné. C'est la grande déception de 1996. L'investissement, c'est la préparation de l'avenir. Or, depuis le début des années 90, il est en recul. Il était, en 1996, inférieur d'un quart environ à celui de 1990. Il s'est ainsi stabilisé à un niveau très bas. Dans ce domaine, la France continue à accumuler un dangereux retard sur ses principaux partenaires et concurrents - sur l'Allemagne, même, où, si l'investissement stagne aussi depuis deux ans, il reste à un niveau bien plus élevé.

Le troisième paradoxe, c'est que cette panne, inquiétante, de l'investissement intervient alors même que la visibilité de la politique économique s'est, tout au long de l'année, améliorée. Il y a un an, les chefs d'entreprise pouvaient invoquer le flou des impulsions de l'Etat pour expliquer leur attente. Le brouillard a pratiquement disparu. Depuis le 26 octobre 1995, la stratégie du président de la République ne souffre plus guère d'ambiguïté. L'engagement euro-

péen de l'exécutif français a été constamment renouvelé. L'exécutif ne parvient pas cependant, comme en témoignent les enquêtes menées dans les milieux patronaux, à retrouver une réelle crédibilité auprès des décideurs.

L'une des raisons réside sans doute dans la capacité que cultive, toujours, Jacques Chirac à brouiller les pistes. Celle-ci a trouvé le lieu de son plein exercice à propos de la monnaie unique européenne. Incontestablement, l'année 1996 a été celle de l'euro. En un an, entre les sommets de Madrid (décembre 1995) et de Dublin (décembre 1996), des progrès décisifs ont été réalisés sur ce chemin. L'euro a désormais un nom, un mode d'emploi (le pacte de stabilité et de croissance) et des règles du jeu (le SME-bis). Il a même un visage, avec les sept billets présentés à Dublin. Il a acquis, sur les marchés financiers comme dans les entreprises, une réelle crédibilité.

### L'ANNÉE DE L'EURO

Jacques Chirac pourrait se prévaloir de ces progrès. Sa détermination sans faille et son travail avec le chancelier Kohl y ont largement aidé. Le président de la République aurait même pu présenter ces progrès comme un succès de la France. Un éditeur britannique, Anatole Kaletsky, n'expliquait-il pas, au lendemain du sommet de Dublin, dans le *Times* de Londres, que « la France a remporté une victoire décisive sur l'Allemagne dans sa bataille monétaire » ? Jacques Chirac aurait donc pu utiliser cette « année de l'euro » pour mobiliser et fixer, sinon à l'opinion publique en général, au moins aux chefs d'entreprise, une perspective claire.

Au lieu de cela, le président de la République s'est comporté comme s'il cherchait à minimiser l'événement. Aidé de son premier ministre, il a masqué l'importance de la réunion de Dublin sur ce front, en organisant au même moment toute une campagne médiatique : un show télévisé, un livre et de multiples interventions. Fallait-il donc, à ce point, cacher ce sommet honteux ? Plutôt que de centrer son propos sur un grand projet européen, Jacques Chirac a préféré reprendre son discours de campagne et tenter de réconcilier les inconciliables, concédant, certes, l'euro à Alain Juppé mais aussi la « libération des forces vives » à Alain Madelin et la préservation des « acquis sociaux » à Philippe Séguin.

Aiors, le printemps en 1997 ? Une seule chose paraît certaine. Il est difficile de dégeler les moteurs d'une économie lorsque l'on y injecte, alternativement, le chaud et le froid. L'éventuel dégel dépendra aussi du climat politique. En cette fin d'année, il n'est guère rassurant.

Erik Izraelewicz

### RECTIFICATIFS

#### JEAN SAINTENY

Nous avons fait état, dans l'article consacré au déclenchement, il y a cinquante ans, de la guerre d'Indochine (*Le Monde* du 8-9 décembre), d'un télégramme « inédit » de Jean Sainteny, alors haut-commissaire de la République au Tonkin. Ce télégramme a déjà été publié, dans un livre paru en 1988 sous la signature de Philippe Devillers, *Paris-Saigon-Hanoi : les archives de la guerre 1944-1947* (Gallimard/Julliard).

#### PCF

Le Parti communiste français compte quatre-vingt-seize fédérations, et non pas dix-huit, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du 19 décembre.

#### GEORGE WEAH

Dans *Le Monde* du 24 décembre, nous avons écrit en première page que George Weah, joueur du Milan AC, est nigérian. En réalité, George Weah est franco-libérien.

## Le Monde

ÉDITORIAL

## Pérou, la dictature molle

**L**a prise d'otages de Lima est à l'évidence condamnable. Mais, quel qu'en soit le dénouement, elles ont été et sont encore un échec pour le président péruvien, Alberto Fujimori. En 1990, réélu en 1995 et bien décidé à l'être à nouveau en 2000, celui-ci est en réalité à la tête d'une dictature molle ou d'une démocratie autoritaire - à Lima, on parle de « démocratie ». Il se prévaut d'avoir ramené le pays à la civilisation et affirme avoir aidé au rétablissement de l'économie. Deux prétentions que les faits - et les événements de ces derniers jours - infirment pourtant largement.

Au début des années 90, M. Fujimori a, certes, largement réduit la guérilla du Sentier rouge, pratiquant le terrorisme à grande échelle, dans des conditions d'atrocité humaine, cet étrange mouvement d'inspiration maoïste est responsable de la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes, souvent des civils. Son chef historique, Abimael Guzman, a été arrêté en 1992. Pour acclamer le Sentier à la défaite, le régime de Lima a perpétré les plus graves violations des droits de l'homme, à grande échelle, là aussi. Le groupe Tupac Amaru, d'inspiration guévariste, a toujours été beaucoup plus modéré,

dans le discours, comme dans l'action. Son chef, Victor Polay, a lui aussi été emprisonné en 1992.

De cette double victoire, encore une fois acquise sans trop regarder sur les moyens, M. Fujimori s'est fait le héros. Il s'est présenté, notamment auprès des États-Unis et des institutions financières internationales, comme le garant d'un Pérou pacifié, enfin sorti d'une épouvantable guerre civile. Un peu vite, semble-t-il. Car la guérilla a repris depuis deux ans. Si la situation n'a rien à voir avec l'état de guerre du début de la décennie, le Sentier, d'une part, sous l'impulsion d'un nouveau chef, et Tupac Amaru, de l'autre, ont repris leurs opérations. Attentats à la bombe,

embuscades contre des patrouilles de l'armée, attaques de banques ont fait leur réapparition. Signe des temps, un tiers du pays vit sous l'état d'urgence.

Sans tomber dans un économisme simplificateur, il faut bien constater que la guérilla trouve un terrain fertile dans une situation économique et sociale désastreuse pour une large partie - notamment indienne - des 25 millions de Péruviens. Là encore, le bilan affiché par Alberto Fujimori est plus que trompeur. La cure d'austérité imposée au Pérou, dans la plus brutale manière du FMI, a, un temps, porté des fruits : elle a certes permis une maîtrise de l'inflation et le retour d'une croissance stimulée par l'investissement étranger.

Mais elle a, simultanément, aggravé la pauvreté. La misère ne cesse de gagner du terrain dans les villes. Le système Fujimori se montre, quel qu'en pense le FMI, politiquement incapable d'améliorer le sort de la majorité des Péruviens. Cette leçon vaut aussi, malheureusement, pour une bonne partie de l'Amérique latine, où les grands centres urbains souffrent de toutes les pathologies - crime, drogue, corruption - nées d'un libéralisme économique qu'aucun contrepoint ne vient tempérer.

## Retour à Vichy

par Stéphane Hessel

**C**e qui s'est passé à l'Assemblée nationale, le jeudi 19 décembre, presque en cachette, sans vrai débat, l'opposition molle et la majorité trépidante loin par son alle droite, dans l'examen du projet de loi sur l'immigration est une honte. Un ancien de la France libre devenu diplomate et qui se sent donc responsable d'une certaine idée de son pays à l'étranger ne peut pas rester silencieux.

Comment un fils de Michel Debré, un petit-fils du grand résistant et du grand humaniste Robert Debré, a-t-il pu s'abaisser à accepter les mesures qui ont été votées ce jour funeste ? Comment jeter ainsi la suspicion sur l'étranger et celui qui lui donne accueil et les dénoncer comme un danger pour notre sécurité ? Comment, après avoir laissé porter atteinte au droit du sol, revenir sur le caractère automatique du renouvellement de la carte de dix ans, sur la régularisation pure et simple d'un étranger qui réside en France depuis quinze ans ? Dans quelle France vivrait désormais les 6,5 % de la population qui n'ont pas la nationalité française ? Quand la retraite s'en va, à ceux qui l'ont acquise mais dont le comportement inquiéterait notre police, selon la formule mise en chantier par celle de Vichy ?

Il est urgent que nos parlementaires se réunissent. Qu'ils s'inspirent des avis du 12 septembre et du 14 novembre de la Commission nationale consultative sur les droits de l'homme, gardienne d'un peu de

bon sens dans l'examen des textes dont elle se saisit ou qui lui sont soumis.

Que l'année 1997 ouvre une page moins ignominieuse en apportant la seule solution humanitaire acceptable et digne de nos traditions universalistes aux problèmes de l'immigration, sans laisser la hantise pré-électorale en faire un misérable enjeu politique.

— régularisation des sans-papiers selon une procédure transparente fondée sur des critères équitables, ceux qu'a proposés le collège des « médiateurs » et dont il y a lieu de penser que moins de 100 000 familles en seraient bénéficiaires (alors que l'Italie vient d'en régulariser 110 000) ;

— examen des cas litigieux par le médiateur de la République, qui s'y est déclaré disposé ;

— élaboration d'une politique nouvelle des migrations en concertation avec les pays d'émigration et avec les associations d'immigrés en France ;

— ouverture d'une négociation aux objectifs clairement affichés dans le cadre de l'Union européenne, pour que cette région privilégiée de la planète, profondément marquée par un déséquilibre entre nantis et laissés-pour-compte, prenne sa juste part de l'accueil à réserver aux persécutés et aux démunis qui font confiance à son sens historique des droits inaliénables de la personne humaine.

Stéphane Hessel est ambassadeur de France

### DANS LA PRESSE

#### EUROPE 1

Alain Duhamel

La légère amélioration de la popularité de Jacques Chirac et d'Alain Juppé n'est ni une promesse, compte tenu du niveau historiquement faible où elle se trouvait, ni une surprise. Plusieurs facteurs expliquent ce modeste redressement. Les grands conflits sociaux annoncés pour l'automne à des moments n'ont pas eu lieu. Les Français ont donc sur ce point été agréablement surpris. L'attentat de Port-Royal crée (-) un réflexe de solidarité autour du pouvoir. La clarification de l'attitude gouvernementale devant la question corse a pu à une fraction de l'électorat de la majorité. La réapparition d'une gauche offensive, bien typée, proposant des objectifs clairement alternatifs à ceux de la majorité, conforte mécaniquement la droite en remobilisant ses partisans. Enfin, la réapparition sur la scène intérieure de Jacques Chirac, à travers son émission sur TF1, l'auto-humanisation entreprise par Alain Juppé porte quelques fruits. L'éclaircie est assez logique.

#### LIBÉRATION

Gérard Dupuy

La vache folle vient poser son mufler redouté jusque sur les crèches de Noël et même, comble de profanation, parmi la bombance du réveillon. Tout à leur devoir, les peurs employées de l'hygiène publique n'ont pas hésité à bousculer la traîne des confiseurs et à perturber la paix des familles : il y avait urgence dans le bon-croûtes en barquette ! L'an de grâce quatre-vingt-seize finit ainsi selon une des tonalités qui lui auront donné sa couleur. Cette année aura en effet été celle où les Français

auront appris à appréhender les soucis environnementaux par la petite porte et au quotidien. Des gaz d'échappement à l'amiante et à la vache folle, leur apparente imperméabilité aux sirènes écologistes a montré ses limites. Il faudra sans doute quelques temps avant que ne s'acquièrent les nouveaux réflexes que demande cette nouvelle vertu. Pourtant, à travers ces tâtonnements, il semble bien qu'un nouveau chapitre se soit ouvert dans l'opinion : l'heure du client fataliste s'éloigne.

#### TIME

Philip Ennen-Dewitt

Certaines époques ont marqué l'histoire par leurs épidémies. En 1347, les rats et les puces accompagnant les commerçants tatars le long des pistes caravanaires de l'Asie centrale apportèrent la peste bubonique en Sicile. En l'espace de quatre ans, la « mort noire » tua trente millions de personnes. En 1520, l'armée de Cortès amena la variole au Mexique, anéantissant la moitié de la population indienne. En 1918, une attaque de grippe particulièrement meurtrière s'abattit sur les troupes combattantes dans les tranchées de France. Lorsqu'elle fit son œuvre parmi les civils, 21 millions d'hommes, de femmes et d'enfants périrent à travers le monde, soit plus que les victimes de la première guerre mondiale. Aujourd'hui, nous vivons dans l'ombre du sida, qui a, en quinze ans, touché déjà trente millions d'individus. Mais cette année, pour la première fois, il y a quelque chose qui ressemble à l'espoir : l'été dernier, des maladies si dévies, soignées avec des « cocktails » thérapeutiques (...), ont bénéficié d'une amélioration de leur santé remarquable.

## Cadeau de Noël

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

**DE MA PLACE**, faperçois les fûts roses de résineux solidement habannés bien que le vent, dans la fosse où ces arbres évoquent quelque futaie landaise, n'incline que leur cime.

La table est en bois blond, large, d'une netteté scandinave. Elle est encore vierge des trombones tordus, chewing-gums cachés et autres graffitis des bibliothèques anciennes. La lampe individuelle dessine un carré de jour très blanc, sans ombre, qui oblige à tenir les pages bien à plat. L'ambiance est celle des lectures en avion. Le roulement de la climatisation renforce l'impression de voyage aérien. On se prend à regretter les lourdes boiserie de la B.N.-Richelieu, de la Mazarine, de Sainte-Geneviève, leur silence de chapelle, les globes d'opalline verte, inséparables, dans la mémoire, des longues journées studieuses d'autrefois. Mais à quoi bon la nostalgie !

J'écris ces lignes du fond de la grande Bibliothèque Tolbiac. Pour 20 francs, j'ai passé quelques heures dans la situation des utilisateurs de demain. Avec les familles en balade, j'ai dérapé sur le terre-plein-patinoire, dans les toboggans mécaniques inclinés comme des passerelles d'embarquement, sur les moquettes trop lisses. La GBNF est placée sous le signe de la glissade. Des premiers accidents ont eu lieu. Un médecin poseur de plâtres avait tiré profit à s'installer près de ce qu'on appelle déjà l'esplanade... des invalides.

Il n'y a pas foule, pour ce premier dimanche ouvert au public. Les courses de Noël ont primé. Les groupes vont à la découverte. Ils ne se posent guère. Intimidés ? A la salle « J » des philosophes, on compte à peine cinq visiteurs assis pour cinquante places, moins que de personnels. Les érudits et chercheurs professionnels viendront plus tard. Il n'empêche : le ton

des commentaires est à l'ébahissement. Le contribuable est fier de ce cadeau qu'il s'est fait à lui-même. Pour une fois, il voit où va son argent. Le père invite les enfants à carresser les rayonnages. Les enfants montrent au père comment consulter les ordinateurs. Le feuilleton-télé attendra.

Les polémiques et le poids futur des budgets de fonctionnement sont oubliés. C'est d'abord une fête pour tous, l'achèvement de ces entrailles funéraires vouées au culte antique de l'écrit ! Si la raffinerie baroloise de Beaubourg est plus distrayante, elle n'a pas la rectitude puritaine de ce temple de la pensée. Le temps passe bien, entre les pameaux roux de « la » Tolbiac. L'âme sera donnée par surcroît. Déjà la lecture opère sa magie. Les joutes entre les poings, vous vous plongez dans une œuvre, et ce sont d'autres pages qui vous sollicitent. Vous convoquez pour vous seul les grands esprits de l'univers, et ils répondent, ils vous incitent à rebondir. Le pari est gagné, puisque le Livre joue une fois de plus, dans ce cadre moderne comme dans les anciens, son rôle de tapis volant ; puisque le violon, dès le premier coup d'archet, rend sa note juste et suave...

Je ne retrouvais pas, chez moi, le Platon dans la Pléiade. J'avais besoin de vérifier un détail du *Cratyle*. Les deux volumes verts se sont offerts aussitôt, comme neufs. Un cachet ovale est apposé sur la page de garde. Un autre, plus petit, oblitère la page 1295. Pourquoi cette page-là plutôt qu'une autre, et la même sur les deux tomes ? Les chapardeurs obligent à rivaliser d'astuce avec eux pour les dissuader. Au reste, la confiance règne. Vous vous servez vous-même. Foutillé à l'entrée pour cause de plan « Vigipirate », votre cartable quitte les lieux sans contrôle. Vers quels titres se porteront les larcins ? Tous les libraires vous le di-

ront : il n'y a pas de gloire plus sûre, pour un auteur, que celle d'être volé.

Tout texte fameux finit par sembler de circonstance, écrit exprès pour vous, par résonner avec vos pensées du jour, avec le cadre où on le découvre, où on le retrouve. Tandis que les arbres dormants du patio rappellent d'où vient le papier des livres, *Cratyle* se demande d'où viennent les mots couchés sur ce même papier. On sont-ils avant qu'on ne s'en serve, ces mots surgis de la nuit des étymologies ? La question me fut posée, naguère, par une enfant douée. Devenue agrégée et docteur, l'enfant n'a toujours pas la réponse, sinon qu'il l'importe d'abord de goûter le mystère, chez Proust, chez James, chez qui vous voudrez.

Socrate a son idée. Il explique que nommer est affaire d'arbitraire et de logique mêlées, de législation et de lent infécondement des vocables, au gré des gossiers. Il faut y réfléchir avec « vaillance et méthode », dit-il. « Considère, merveilleux *Cratyle*... », conclut le maître, avant de suggérer au disciple, un peu lourdard comme souvent chez Platon, de partir « à la campagne ». Pour les sifflets ?

Dans la fosse à résineux, la nuit est tombée sans crier gare. La lampe n'en découpe que mieux le carré magique par où les caractères d'imprimerie résident le monde - c'est leur privilège et leur prestige inégalés - un peu plus intelligible. Dehors, les trains d'Austerlitz et la Seine brune enserment le pont du paquebot *Tolbiac*, battu par le vent.

Puisque le temps des vœux approche, en voici un : que le cadeau de Noël de la Grande Bibliothèque entretienne longtemps la jubilation d'apprendre et de comprendre ! Que beaucoup de vocations naissent entre les presse-livres géants, où une monnaie, l'autre soit, n'en finissent pas de planer !



## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1996

**COMMERCE** Les fêtes de Noël clôturent une année paradoxale pour la consommation : 1996 affiche, malgré la morosité ambiante, la meilleure croissance depuis cinq ans, avec

un taux de 2 %. **LES COMMERÇANTS DE CENTRE VILLE** et les grandes surfaces ont rivalisé d'innovation et de mobilisation pour attirer des clients qui tendent à dépenser

leur argent de plus en plus tardivement. **LE CHAMPION TOUTES CATEGORIES DES CADEAUX** en 1996 est le téléphone portable, dont le décollage dans le grand public est enfin amorcé,

avec plus de 2,2 millions d'abonnés. **LES EMPLOIS SAISONNIERS** se multiplient en cette période, pour faire face à la demande ou, comme à la Poste, à l'afflux de lettres au Père

Noël. **LA MONTÉE DE LA PRÉCARITÉ** dans les emplois du commerce risque de provoquer des lendemains de fête socialement tendus, prévient le syndicat CFTD du commerce parisien.

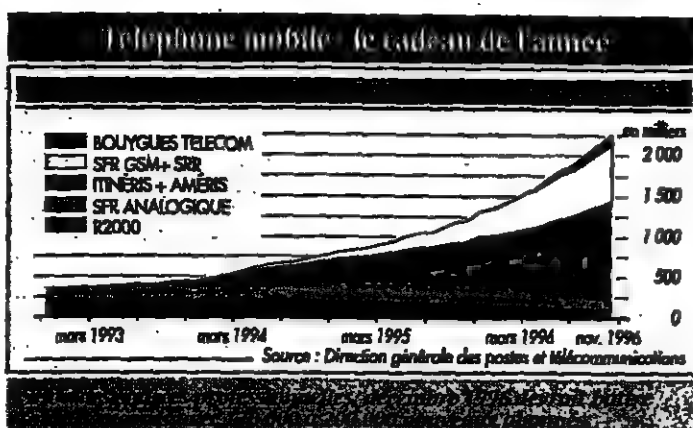
# Les ventes de Noël couronnent une année record pour la consommation

1996 est le meilleur cru depuis 1990, avec une croissance des achats de 2 %. Le « boom » de décembre s'explique par cinq week-ends d'ouverture des magasins et une mobilisation générale des commerçants soucieux d'effacer le mauvais souvenir de l'hiver 1995

« NOËL 1996 sera le meilleur rendez-vous commercial depuis cinq ans. » Avant de partir passer la fête de la Nativité à Sarajevo, Jean-Pierre Raffarin, le ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, a publié, lundi 23 décembre, un communiqué annonçant que décembre 1996 allait sans doute battre des records de consommation. « Ces résultats sont assurément dus à un certain retour d'optimisme, mais aussi à une très forte mobilisation des commerçants », souligne le ministre.

Il est un peu tôt pour établir un bilan chiffré de la consommation au moment des fêtes, mais les experts s'accordent à dire qu'elle sera dans la ligne de l'année 1996, « la meilleure année depuis 1990, avec une croissance de la consommation de l'ordre de 2 % » par rapport à 1995, affirme Robert Rochefort, directeur du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc).

Le boom de décembre a plusieurs explications. « Il s'agit d'un mois de décembre atypique, assure



le responsable d'une grande enseigne d'électronique et d'électroménager. La référence à 1995 est faussée par le fait qu'il y avait eu l'an dernier la grève des cheminots. De plus, nous avons cette année un mois de décembre avec cinq week-ends et des réveillons en semaine. » Une conjonction qui ne s'était pas présentée depuis 1991.

N'en déplaît au ministre, c'est encore la grande distribution qui se taillera la part du lion. « Les

grandes enseignes ont particulièrement soigné leur politique de communication pour les fêtes, note M. Rochefort. Elles ont fait un effort sur les produits alimentaires de base, sur la qualité desquels elles avaient été très critiquées les années passées. Aujourd'hui, l'objectif n'est plus de vendre n'importe quel champagne ou foie gras au prix le plus bas, mais de bonnes marques à de bons prix. » Les commerçants de centre-ville, de leur côté, n'ont

pas lésiné sur les moyens pour finir 1996 en beauté, multipliant les ouvertures le dimanche et les horaires tardifs. « Sur les cinq ouvertures du dimanche autorisées par la préfecture aux grands magasins d'Île-de-France, nous avons choisi d'en réaliser quatre en décembre », souligne Jean-Michel Girardin, directeur de la communication des Galeries Lafayette.

**SOLDES ÉTENDUS** Le grand magasin du boulevard Haussmann, qui fête cette année son centenaire, enregistre depuis le début du mois le passage de 120 000 visiteurs par jour, contre 80 000 le reste de l'année. Un résultat d'autant plus encourageant que les soldes, désormais, « ne peuvent plus commencer avant le 3 janvier, alors qu'avant elles s'ouvraient dès le 26 décembre ».

Du coup, les recettes sont optimisées pour les achats de plus en plus tardifs. La Redoute a enregistré, au cours du week-end des 21 et 22 décembre et jusqu'au lundi 23 décembre à midi, 125 000 commandes en « 24 heures chrono ».

no », c'est-à-dire livrables juste à temps pour le réveillon de Noël. Le traiteur Lendit a engrangé pour les 24 et 25 décembre « 2 700 commandes d'un montant moyen de 680 francs (hors taxes) », affirme son PDG, Roland Scicard. Chez Darty, un vendeur observe : « Il y a trois ou quatre ans, les ventes de Noël démarraient autour du 5 décembre. Aujourd'hui, elles se concentrent sur la deuxième quinzaine. »

Seul le secteur du jouet fait exception. Là, les parents sont au contraire obligés d'anticiper s'ils veulent satisfaire les desiderata de leurs enfants. C'est la règle dans « 75 % des cas », à en croire Guy Pottier, directeur général de Toys "R" Us France. La saison démarre dans la deuxième quinzaine de novembre et se clot quasiment à mi-décembre. Elle connaît un regain d'activité début janvier, « lorsque les enfants viennent dépenser l'argent que leur ont offert les oncles et tantes en mal d'imagination ou rectifier les oublis et erreurs des parents », observe M. Pottier : « En trois mois, nous réalisons 50 % de notre chiffre d'affaires annuel. »

### REVENDEURS SOCIAUX

Les grands adoptent la même attitude que les petits. « Ils savent ce qu'ils veulent et, lorsqu'ils sont fâchés, ils n'hésitent pas à faire la dépense », observe un spécialiste, qui a baptisé cette attitude la « morosité sélective » du consommateur.

Champion toutes catégories des cadeaux cette année : le téléphone mobile. Le cap des 2,2 millions d'abonnés a été franchi au mois de novembre, avec 125 980 abonnés supplémentaires. En décembre, selon plusieurs sources professionnelles, le chiffre de nouveaux abonnés devrait dépasser les 170 000, voire atteindre les 200 000.

Passé les fêtes, cette frénésie risque de laisser la place à des revendications sociales. « Nous allons relancer, dès janvier, le problème de l'amplitude d'ouverture

des magasins », prévient Patrick Brody, du Syndicat du commerce de Paris (Sycopa), affilié à la CFTD. « C'est un métier où la précarité et la flexibilité ne sont pas que des mots. 70 % des salariés sont à temps partiel dans les magasins populaires, type Prisunic ou Mono-

### La période des fêtes crée des emplois... précaires

En 1962, la Poste avait reçu 2 000 lettres pour le Père Noël. Cette année, elles seront près de 400 000, individuelles ou écrites collectivement par des classes d'écoliers ! La Poste prend très au sérieux ce « boom » épistolaire, promesse d'avenir pour elle, ces missives émanant surtout de 3-8 ans. Soixante assistantes ont été recrutées cette année pour envoyer quelque 700 000 cartes-réponse.

A l'autre bout de la chaîne, le géant de la distribution de jouets, Toys "R" Us, quadruple ses effectifs en décembre et janvier, ajoutant 3 300 personnes en contrat à durée déterminée à ses 1 200 salariés permanents, pour faire face à la demande. Mais l'emploi le plus précaire reste encore celui de... Père Noël lui-même. C'est l'un des rôles les plus prisés par les intermittents du spectacle en mal de fin de mois. Pourtant, cette année, la densité de houpelandes rouges et de barbes blanches sur les trottoirs est en baisse. A la demande des grands magasins, la préfecture de police aurait multiplié les contrôles dissuasifs.

prix. » Le Sycopa se prend presque à rêver d'« une explosion sociale dans les magasins comme chez les routiers ». Les lendemains de fête, c'est bien connu, donnent souvent la migraine.

Pascal Gallinier

## « 1 % pour tous les enfants du monde »

« 100 % CADEAUX et 1 % pour tous les enfants du monde. » Dès mi-novembre, les affiches des magasins Printemps ont fleuri dans Paris. Ces cadeaux « utiles » alimentent la capotote (1 % du chiffre d'affaires net hors taxes) réalisée dans certaines « boutiques » que le magasin s'engage à verser à l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance).

L'intention, louable, s'inscrit dans la ligne des tendances de consommation observées depuis le début des années 1990 : l'acheteur recherche désormais des produits porteurs de « sens », liés à un souci écologique ou à une volonté de se montrer solidaire d'une cause. C'est sur ce concept que les magasins Nature et Découvertes ont rencontré le succès. Tout comme la chaîne Artisans du monde, qui commercialise des bijoux, des tapisseries, des vêtements ou du café, censés avoir été produits à l'autre bout du monde, dans le respect de l'environnement, des droits du travail et de la transparence financière.

« Nous réalisons 50 % de notre chiffre d'affaires au cours des trois mois qui précèdent Noël », se félicite Pascal Erard, coordinateur à la fédération des Artisans du monde. A l'Unicef ou à Amnesty International, 50 à 80 % des ventes proviennent de la diffusion des cartes et autres accessoires épiques diffusés en fin d'année.

### EN SOUTIEN D' ACTIONS

Echaudée par le scandale de l'ARC, la générosité se traduit désormais davantage par l'acquisition d'objets « tangibles » plutôt que par des dons, estime Robert Rochefort, directeur du Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Ainsi, la cagnotte en peluche Becki, commercialisée par le Printemps, et dont une partie du prix d'achat est destinée à soutenir une action de scolarisation d'enfants philippins, répond parfaitement à ce besoin. « Ce n'est pas au monde de la consommation de gérer une collecte de fonds »,

affirme pourtant M. Rochefort, qui craint que « la consommation ne manipule des symboles qui la dépassent. Il ne faut pas être méprisant vis-à-vis de ces solidarités de Cadeaux, mais la cause ne doit pas servir à soutenir la marque ».

Certaines entreprises craignent que les consommateurs ne les soupçonnent de tirer parti d'une action de bienfaisance, en ces périodes de fêtes. « Elles se demandent s'il est éthique de communiquer sur l'éthique », commente M. Rochefort. Pourtant, transformer les surfaces de vente en « relais citoyens » présente des avantages. Anaury de Lacretelle, directrice de la communication des magasins Monoprix, y voit des avantages : « Il est beaucoup plus facile de remplir un chèque, d'inscrire un code postal sur une enveloppe pour soutenir une cause, que de déposer un de ses achats à la sortie du magasin lors d'une collecte. C'est faciliter le don. »

Aude Dassoivre

## La Deutsche Bank perd sa note triple A

L'AGENCE FINANCIÈRE MOODY'S, chargée d'évaluer la solvabilité des emprunteurs, a annoncé, lundi 23 décembre, qu'elle abaissait la note de la dette émise à long terme par la Deutsche Bank, ramenant de AAA à AAL. Moody's, tout en reconnaissant que « la Deutsche Bank reste l'une des institutions financières les plus fortes et les mieux gérées du monde », estime que sa stratégie de croissance internationale « a introduit de nouveaux éléments d'incertitude sur l'activité et le profil du bilan de la banque, aussi bien que sur les risques classiques de crédit, de marché, etc. ». En septembre, sa filiale londonienne Deutsche Morgan Grenfell, spécialisée sur les marchés de capitaux, avait subi de lourdes pertes.

### DÉPÊCHES

■ **SALINS DU MIDI** : la Compagnie de Salins négocie avec l'américain Morton la cession de sa participation de 50,8 % dans la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est.

■ **SAGEM** : le groupe français d'électronique et de défense veut élargir son pôle de base en rachetant le producteur de porcelaine de Limoges CNY/Tharand/Union Limousine. A propos de son éventuel intérêt pour Thomson-CSF, le PDG de la Sagem, Pierre Faurie, a par ailleurs déclaré au Figaro (du 24 décembre) qu'il « attend de connaître les nouvelles règles fixées par le gouvernement pour la privatisation ».

■ **CHÂTEAU D'YQUEM** : le comte Alexandre de Lur Saluces, gérant du vignoble Château d'Yquem, s'oppose à la prise de contrôle de ce prestigieux vin de Bordeaux par LVMH. M. de Lur Saluces, qui conteste la légalité de la cession des parts détenues par son frère Eugène, a déposé une plainte contre X... avec constitution de partie civile.

■ **SAINT-LOUIS** : la holding italienne Ili et le groupe français Worms et Cie ont franchi de concert en hausse le seuil des deux tiers des droits de vote dans le groupe agro-alimentaire français Saint-Louis, grâce à l'attribution de droits de vote double. Ils possèdent ensemble 67,5 % des droits de vote et 54,5 % du capital.

■ **DISTRIBUTION** : les groupes Monoprix (filiale des Galeries Lafayette) et Casino ont annoncé, lundi 23 décembre, avoir « conclu un accord de partenariat portant sur diverses coopérations en matière d'achats et de logistique ».

■ **ELF-AQUITAINE** : le groupe pétrolier a vendu les 10 % qu'il détenait dans la Compagnie générale de géophysique (CGG), ainsi que 3,6 % du capital de Cofrexp Stena Offshore à la holding publique ISIS. Celle-ci détient 19,9 % de la CGG et de Cofrexp. ELF a aussi cédé en Bourse des actions Technip.

■ **RHÔNE-POULENC BORER** : le groupe pharmaceutique a cédé des produits d'automédication (vitamines et fortifiants) à Hoffmann-La Roche pour 470 millions de francs, dont les marques Bivital et Jia Rogoff.

## L'Espagne privatise Telefonica et dérègle ses télécommunications

### MADRID

de notre correspondants

Le gouvernement espagnol accélère la déréglementation de ses télécommunications, prévue initialement pour dans six ans. En 1997, une loi fixant les nouvelles règles de concurrence sera présentée, et un second opérateur national généraliste sera autorisé à opérer, sans doute au printemps. Principal candidat à l'exploitation de ce second réseau, Retevisión - actuellement chargée de la transmission des images de télévision - devra être privatisée d'ici là.

Ce sera aussi le cas de Telefonica, l'ancien exploitant public du téléphone espagnol, dont l'Etat détient encore 20,9 % du capital. Le 20 décembre, le gouvernement, tout en se réservant une sorte de « droit de regard » de dix ans sur cette entreprise stratégique, a donné son feu vert à sa privatisation totale. L'offre publique de vente (OPV) devrait être lancée en février. Elle rapportera quelque 600 milliards de pesetas (24 milliards de francs), soit près de 20 % de plus que les premières estimations, en raison de la hausse récente des titres Telefonica.

### NOUVEAU DUN

Dans un deuxième temps, l'Etat vendra à Telefonica les 23,4 % qu'il détient encore dans sa filiale internationale Tisa, très bien placée en Amérique latine, notamment au Brésil, où elle vient de remporter la privatisation d'une compagnie régionale de téléphone, la CRT (Rio Grande do Sul). Pour protéger Telefonica, le noyau dur d'actionnaires - composé de Citibank, d'Argentaria, et de Banco Bilbao

Vizcaya - sera renforcé. Sa participation devra passer de 14 % à 35 %. Quant à la privatisation de Retevisión, qui devrait être effective au printemps 1997, le candidat le mieux placé est, semble-t-il, le consortium comprenant France Télécom, Deutsche Telekom, Banco Central Hispano et Endesa.

Si France Télécom parvenait à conclure l'affaire, elle deviendrait, à travers Retevisión, la principale concurrente de Telefonica en Espagne et en Amérique latine. Une troisième licence d'opérateur devrait ultérieurement être attribuée, mais sans doute pas avant janvier 1999.

La libéralisation des télécommunications espagnoles prendra donc moins de temps que prévu. Il y a deux ans, alors que les pays de

l'Union européenne se mettaient d'accord pour ouvrir totalement le marché européen des télécommunications à la concurrence le 1<sup>er</sup> janvier 1998, Madrid avait obtenu un délai de cinq ans pour se mettre en conformité.

### COMPROMIS

Socialistes et libéraux, qui se sont succédé au pouvoir, ont préféré ne pas mettre à profit cette possibilité. Bruxelles n'étant guère désireuse de voir Madrid utiliser son moratoire, une négociation s'est engagée, débouchant sur un compromis le 8 novembre.

L'Espagne s'est engagée à ouvrir dès août 1998 des consultations sur la libéralisation avec tout nouvel opérateur intéressé, afin que l'ouverture du marché espagnol soit ef-

fective le 1<sup>er</sup> décembre de la même année. De son côté, Bruxelles a accepté de céder au souhait espagnol de voir Telefonica consolider ses alliances internationales en retenant dans Unisource, un des grands consortiums du secteur formé d'opérateurs européens, et allié à l'américain ATT au sein d'Uniwild. Vendredi 20 décembre, la Commission européenne a donné son feu vert de principe à la constitution de ces deux consortiums. Le calendrier de la libéralisation des télécommunications en Espagne est désormais fixé : l'ouverture du marché à la concurrence sera effective le 1<sup>er</sup> décembre 1998, soit onze mois seulement après les autres pays européens.

Marie-Claude Decamps

## La Bourse de Tokyo plonge à nouveau

LA BOURSE DE TOKYO finit mal l'année 1996. L'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes s'est replié de 2,69 %, mardi 24 décembre, pour s'inscrire en clôture à 19 161,71 points. Depuis début décembre, le marché des actions nippones affiche une baisse de 9 %, et de 3,56 % depuis le début de l'année. De toutes les grandes places financières internationales, Tokyo est ainsi la seule à avoir cédé du terrain en 1996 (depuis le 1<sup>er</sup> janvier, New York a gagné 26,81 %, Francfort 26,25 %, Paris 22,19 % et Londres 10,79 %).

Cette mauvaise performance peut apparaître surprenante lorsqu'on sait que le Japon est, parmi les grands pays industrialisés, celui

qui a enregistré en 1996 le taux de croissance le plus élevé. Son produit intérieur brut devrait avoir progressé de 3,7 %, contre 1,3 % en France et 2,4 % aux Etats-Unis.

Deux thèses - opposées - sont avancées par les experts pour expliquer les mauvais comportements actuels de la Bourse de Tokyo. Selon la première, les opérateurs craignent un ralentissement de l'économie japonaise au cours des prochains mois, en raison des hausses de taxes à la consommation et des coupes budgétaires approuvées, vendredi 20 décembre, par le gouvernement. De surcroît, le système bancaire nippon demeure très fragile, ce qui pénalise l'ensemble de l'économie.

La seconde interprétation est que les investisseurs anticipent un resserrement de la politique monétaire japonaise. Selon cette théorie, la reprise de l'économie japonaise n'est pas aussi fragile qu'on le prétend, comme en témoigne la forte hausse de l'indice précurseur de l'activité (83,3 points en octobre, après 63,6 points en septembre) publié mardi. De plus, le taux d'escompte de la Banque du Japon est fixé au niveau historiquement bas de 0,5 % depuis septembre 1995. Cela a eu pour effet d'inonder de liquidités le système financier japonais et de faire peser des menaces inflationnistes.

Pierre-Antoine Delhommais



■ **LE CONTRAT D'OPTION** Pibor du Matif sera négociable à partir du 17 janvier 1997 sur deux échéances mensuelles, qui viendront s'ajouter aux quatre échéances trimestrielles.

NEW YORK ▲ DOW JONES	LONDRES ▲ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCOFONIE ↘ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	----------------------------

Indice SBF 350 sur 3 mois

INDICES SBF 120-250, MIDCAC  
ET SECOND MARCHÉ

1 - Energie	1824,87	1824,87	+0,42
2 - Produits de base	1645,96	1645,96	+0,84

4 - Biens d'équip.	1134,07	823,30	+0,16
5 - Automobile	1786,46	1369,02	+1,32
6 - Biens consom.	3143	2335,56	+1,04
7 - Indust. agro-alim.	1570,39	1566,38	+0,26
Services	1745,99	1240,28	-0,03
8 - Distribution	3047,11	2624,16	+0,12
9 - Autres services	1092,74	1089,76	+0,11
Sociétés financières	1125,83	1113,25	+1,16
10 - Immobilier	706,79	706,66	-0,31
11 - Services financ.	1079,38	1038,40	+0,12
12 - Sociétés invest.	1611,18	1651,67	+4,65

	2012	2012
Allianz Holding N	2777	2777
Bef AG	56,70	59,81
Bayer AG	60,60	61,40
Bay Hyp & Wechselb.	45,59	45,59
Bayer Vereinsbank	63,20	64,40
BMW	1083	1082,50
Commerzbank	38,80	39,20
Deutsche Bank AG	102,60	102,75
Dresdner Bank AG	690	673
Deutsche Bank AG	71,39	71,48
Deutsche BK AG PA	45,58	45,58
Henkel AG	75,20	75,30
Hochtief AG	70,68	70,95
Karstadt AG	915	921,80
Linde AG	926	926
DT. Luftfracht AG	30,70	30,80
Merck AG	571,80	571,80
Mannesmann AG	653	654,50
Metalgesellschaft	31,48	31,30
Preussag AG	941	945,40
RWE	64,20	63,90
Schering AG	130,10	130,50
Siemens AG	71,48	71,20
Valeo AG	290	289
Veba AG	88,37	88,35
Ving	598,10	607

US/F ↙ 5.2890	US/DM ↗ 1.3542	US/F ↙ 114.0600	DM/F ↙ 3.8735	F/F ↗ 2.7785
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

8,80 francs. La monnaie britannique était soutenue par les perspectives de hausse des taux d'intérêt au Royaume-Uni au début de l'année prochaine. Selon le compte rendu de la réunion du 30 octobre publié lundi, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, avait estimé que la hausse des taux décidée alors ne serait pas forcément suffisante pour permettre au gouvernement d'atteindre son objectif d'inflation de 2,5 %.



## LES MATIÈRES PREMIÈRES

[illegible]

## LE PÉTROLE

En dollars	cours 23/12	cours 20/12
Brent (Londres)	44,10	44,00
WTI (New York)	42,00	41,80

هكوان من الاصل



Jeune Afrique

RADIO-TÉLÉVISION  
FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1996 / 13

RÈGLEMENT  
MENSUEL

MARDI 24 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 Janvier

Taux de report : 3,50

Cours relevés à 12h31

CAC 40

PARIS

-0,30%

CAC 40

2280,65

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like BNP, CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 23 décembre

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

CRÉDIT LYONNAIS

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

CAISSE D'ÉPARGNE

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

CRÉDIT MUTUEL

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

CRÉDIT AGRICOLE

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

CRÉDIT COMMERCIAL

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.

CRÉDIT INDUSTRIEL

Une sélection Cours relevés à 12h31

MARDI 24 DÉCEMBRE

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours. Includes companies like CAC, etc.



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**VOILE** Au 51<sup>e</sup> jour de course, Christophe Auguin était, mardi 24 décembre, un solide leader du Vendée Globe, le tour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance. Il a

franchi la marque imaginaire de la moitié du parcours, samedi 21. **CHRISTOPHE AUGUIN** a déjà neuf jours d'avance sur le record de 109 jours établi par Titouan Lamazou

en 1989. Il explique l'avantage de Geodis sur ses concurrents par une grande prudence et l'expérience de ses deux précédents tours du monde. **GRAPHÈLE DINELLI**, le benjamin de la

course, placé hors classement par une décision administrative, apporte une aide précieuse à ses camarades en difficulté. **LES ICEBERGS** ont fait leur apparition autour d'un des

concurrents, Marc Thiercelin. Leur position inhabituelle fait peser un nouveau danger sur les bateaux et les marins, déjà très éprouvés par des tempêtes d'une violence inhabituelle.

## A mi-course, Christophe Auguin est chahuté sur les mers du Sud

Largement en tête du tour du monde à la voile en solitaire, le skipper de « Geodis » entame le retour vers Les Sables-d'Olonne, avec neuf jours d'avance sur le record de l'épreuve, établi par Titouan Lamazou

EN FRANCHISSANT la longitude des 150 est, samedi 21 décembre, Christophe Auguin a été le premier des concurrents du Vendée Globe à entamer le long retour vers Les Sables-d'Olonne. Pour le leader du tour du monde en solitaire, ce voyage ne sera pas un retour vers le port d'origine. Christophe Auguin sait que son succès peut être remis en cause à chaque instant de la plus impitoyable des courses à la voile.

Il a vu Isabelle Autissier et Yves Parlier, deux de ses plus dangereux concurrents, être mis hors course à la suite d'avaries. Sur les 16 concurrents au départ, il n'en reste plus que dix à figurer au classement. Jeudi 19, Christophe Auguin avait pu, lui aussi, voir sombrer tous ses espoirs avec le chavirage de son bateau. Littéralement soulevé par une vague encore plus haute que les autres, sans doute provoquée par une rupture d'un bloc de la banquise, Geodis venait d'être couché sur la mer, le grément enfoncé dans l'eau. La dizaine de secondes qui ont suivi ont paru une éternité au marin réveillé dans la tempête : « Je me suis retrouvé suspendu à ma bannette, la tête en bas. Même si j'ai alors pensé que Geodis avait été conçu pour résister à un chavirage, j'ai dû attendre avec angoisse que la quille fasse son effet et qu'il se redresse. Pour la 3<sup>e</sup> fois de ma vie, je sentais la mer plus forte que mon bateau. C'était un moment très perturbant, dont je suis sorti un peu choqué. »

Tout au long des 12 000 milles (22 000 kilomètres) qu'il lui reste à parcourir, Christophe Auguin n'est pas à l'abri de la fureur des éléments. Lundi 23 décembre, il essayait une dépression encore plus violente que celles qu'il a affrontées depuis le début du mois de décembre dans les mers du Sud (Le Monde du 11 décembre) : « La machine à laver est en route. J'ai passé une nuit d'enfer avec le bateau secoué dans tous les sens par deux trains de vagues. Sur le plateau continental néo-zélandais, il faut ajouter 5 mètres de houle à 6 mètres de creux provoqués par le vent. »

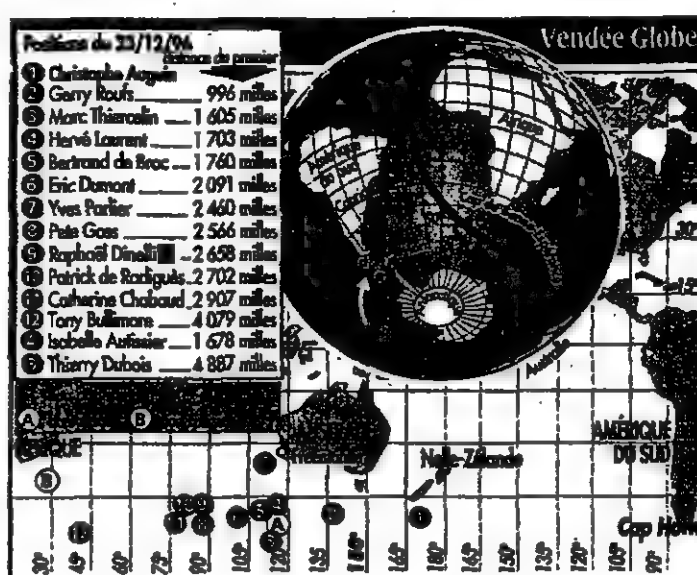
Cette fois, le potentiel de vitesse de son bateau n'aura pas permis à Christophe Auguin de devancer la tempête. Jusqu'ici, c'est en contournant les énormes systèmes dépressionnaires qui le poursuivent ou lui barrent le chemin que le Normand a mené sa course. En rallongeant sa route par prudence, il s'est pourtant créé une avance suffisante pour ne plus craindre la remontée du

Canadien Gerry Roufs, dont le Groupe LG2 est maintenant à plus de 1 000 milles derrière lui, soit à près de cinq jours de navigation.

### UN BATEAU ALLÉGÉ

Depuis le départ, dans cette tempête du golfe de Gascogne qui a si durement éprouvé la flotte, Christophe Auguin a suivi la même règle de prudence : « J'ai levé le pied pour limiter la casse, disais-je le 5 novembre. J'ai choisi de préserver mon bateau. » Ce souci d'épargner le cavalier et sa monture aurait pu l'empêcher des premières places après une semaine de course. Le « passage à niveau » des Canaries a bien failli se fermer devant lui en laissant Yves Parlier et Isabelle Autissier voler sous le souffle des alizés.

Aujourd'hui débarrassé de ses adversaires directs, Christophe Auguin ne se laisse pas gagner par l'ivresse des records. Il pourrait pourtant devenir, en cas de retour victorieux au début du mois de février, le premier navi-



gateur à remporter son 3<sup>e</sup> tour du monde d'affilée, après les Boc Challenge de 1990 et de 1994. Avec déjà neuf jours d'avance sur le record de Titouan Lamazou, il serait alors exploser le record de 109 jours établi en 1989. Si aucun anticyclone ne lui barre la route dans la remontée de l'Atlantique, Christophe Auguin peut continuer à pousser son bateau à des allures exceptionnelles. Ce rythme lui a fait améliorer son propre record de distance en 24 heures : 374 milles le 14 décembre, soit 15,58 nœuds de moyenne.

Le système de veille de son radar « branché » en permanence, Christophe Auguin va rester en alerte pour éviter icebergs et

growiers jusqu'à son passage du cap Horn : « Depuis le début de la course, je mets tout en œuvre pour éviter les obstacles que je risque de rencontrer, y compris ces grosses balises métalliques de plusieurs mètres qui dérivent sur toutes les mers du monde. » Pour le reste, et après les mésaventures des autres concurrents, Christophe Auguin se rassure en demandant à Jean-Marie Finot et Pascal Cong, les architectes de son bateau, des informations sur les capacités de résistance de Geodis : « Ils m'ont envoyé un rapport sur les chocs que peuvent encaisser mes safrans... Et ils m'ont rappelé que nous avons renforcé toutes les pièces essentielles. »

Christophe Auguin est le seul

dans la course à effectuer un deuxième tour du monde sur le même bateau. « A l'arrivée de chacun de mes tours du monde, j'ai toujours fait un débriefing et une visite technique du bateau. C'est à ces observations que tient d'abord le secret de ma réussite actuelle. », tient à dire Christophe Auguin, en rendant hommage à ses préparateurs. Cette expérience lui a fait tenter un énorme pari. Il est parti avec un seul jeu de voiles, au lieu de deux : « J'ai fait le choix d'un tissu très fiable et très solide. Les voiles sont peut-être un peu moins performantes, mais j'ai pu vérifier leur résistance au déchirement. J'ai gagné du poids, alors que changer tout un grément prend deux jours d'effort, et que je n'aurais jamais eu à le faire dans les autres tours du monde. »

Ainsi allégé de plusieurs centaines de kilos, Geodis trace sa route à des moyennes que les autres concurrents ne peuvent pas approcher. Moins sollicités, l'homme comme le bateau sont moins fatigués. Moins-marin certes, mais sybarite, Christophe Auguin s'est imposé le sommeil maximal en règle de vie. Pour le reste il fait référence aux méthodes des « nouveaux alpinistes » : « On peut attaquer un tour du monde avec les moyens d'une armée, et vouloir tout prévoir sur un bateau alourd. Ou se lancer dans une opération commando, comme moi, en jouant la flabilité, l'efficacité et la rapidité. En mer, la clé de la sécurité, c'est la vitesse. »

Christophe de Chenay

### Thiercelin : iceberg en vue

Marc Thiercelin, actuellement en troisième position du Vendée Globe, sur Crédit-Immobilier-de-France, a été le premier à trouver un iceberg sur sa route. Lundi 23 décembre, alors qu'il sortait sur le pont pour manœuvrer, il en a vu passer un d'environ 500 mètres de long à 2 milles de lui. Marc Thiercelin se trouvait alors par 54 degrés de latitude sud et 110 degrés de longitude est, une position où il est rare de rencontrer des blocs de banquise à la dérive en cette saison. Une situation en tout cas dangereuse : « J'ai tout essayé pour le voir au radar, mais rien à faire. Très flippant ! », a commenté le navigateur. Faute de pouvoir être prévenu par son système d'alerte, il devra surveiller la température de la mer en permanence pour éviter une fâcheuse rencontre.

### Raphaël Dinelli en saint-bernard des mers

RAPHAËL DINELLI joue les bons samaritains et les saint-bernard dans le tour du monde en solitaire. En 9<sup>e</sup> position à mi-course, le benjamin du Vendée Globe fait route en indiquant le chemin à Patrick de Radigue, qui le suit à quelques dizaines de milles. Il aide ainsi celui qui n'est pas épargné par les « galères » depuis le départ des Sables-d'Olonne. L'ancien champion motocycliste belge est en panne de radar, faute d'énergie suffisante sur son bateau. C'est donc Raphaël Dinelli qui lui signale les zones où se tapissent les icebergs et les growiers meurtriers.

Aligimous communique régulièrement avec Aïbel, et Raphaël Dinelli remonte le moral du skipper qui n'épargne aucune panne. Quand Patrick de Radigue a été emporté par une vague, jeudi 19 décembre, et n'a dû son salut qu'à une filière rattrapée en extrême, c'est encore Raphaël Dinelli qui l'a reconforté. Dans son bateau en aluminium transformé en gla-

cière par la proximité de la banquise de l'Antarctique, le marin trempé et épuisé a trouvé du soutien auprès du jeune spécialiste des courses en solitaire. « Nous ne nous étions pas rencontrés avant le départ. Nous sommes devenus de vrais amis, raconte Raphaël Dinelli. Nos communications rendent le temps moins long. Nous allons nous faire une sacrée fête à l'arrivée. »

Lorsque Catherine Chabaud, la seule femme encore en course, est en panne de radio à la suite d'un chavirage, c'est encore Raphaël Dinelli qui lui sert de relais pour communiquer avec la terre. C'est grâce au directeur de la station-voile d'Arcachon que la courageuse navigatrice va pouvoir réparer ses équipements arrachés par les vagues.

Non seulement Raphaël Dinelli est devenu indispensable lorsque les mers du Sud se montrent impitoyables pour ses compagnons d'aventure, mais il réussit une course méri-

toire en fonction des performances de son vieux bateau, l'ancien Crédit-agricole IV de Philippe Jearntout pour le Vendée Globe 1988. Sacré pied de nez aux gendarmes de la Fédération française de voile (FFV). Car Raphaël Dinelli reste hors classement. Le jury d'appel de la FFV a refusé, le 7 décembre, de le réintégrer parce que « les juges et l'organisateur de la course ont commis des erreurs et parce qu'il ne pouvait plus y avoir de mesures dérogatoires ».

La décision nécessite encore des attendus et l'approbation du président de la FFV pour être communiquée officiellement aux parties en cause, mais elle ne devrait plus pouvoir être modifiée sur le fond. Marin courageux qui montre que la solidarité des gens de mer n'est pas un vain mot, Raphaël Dinelli rentrera cependant aux Sables-d'Olonne nanti de la reconnaissance de ses pairs.

C. de C.

■ **FOOTBALL** : L'Allemand Matthias Sammer sacré Ballon d'Or 1996. Un jury de journalistes rassemblé par l'hebdomadaire France Football a désigné, lundi 23 décembre, Matthias Sammer, le défenseur international du Borussia Dortmund, âgé de vingt-neuf ans, meilleur joueur de football de l'année. Il devance de justesse Ronaldo Luiz Nazario de Lima, le Brésilien du FC Barcelone. C'est la troisième fois depuis la création de ce trophée, en 1956, qu'un défenseur est récompensé. Le vainqueur de l'an dernier, George Weah, l'attaquant franco-libérien du Milan AC, a été classé 10<sup>e</sup>.

■ **L'Olympique lyonnais** a indiqué, lundi 23 décembre, que son gardien de but et capitaine Pascal Olmeta ne participerait pas au stage d'entraînement pendant la trêve. C'est la première sanction du club contre le joueur, qui a agressé, vendredi 20 décembre, son coéquipier Jean-Luc Sasso à l'issue d'une défaite à domicile contre Nantes (Le Monde du 24 décembre). - (AFP)

■ **TENNIS** : Boris Becker ne participera pas au premier tour de la Coupe Davis, qui doit avoir lieu début février entre l'Allemagne et l'Espagne, en dépit d'un contrat de 8,3 millions de francs lui faisant l'obligation de disputer cette compétition. Le joueur allemand s'est justifié, lundi 23 décembre, en invoquant le décalage horaire avec l'Australie, où il doit disputer les Internationaux d'Australie. - (AR)

### SCIENCES

## Le grand accélérateur de particules européen démarrerait dès 2005

PRÉVU initialement en 2008, l'achèvement du Large Hadron Collider (LHC) - qui sera le plus grand accélérateur de particules du monde - est désormais fixé à 2005. Cette décision, prise vendredi 20 décembre par le conseil du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN), est la conséquence de la contribution financière importante que des Etats extérieurs au CERN (dont les Etats-Unis et le Japon) ont décidé d'apporter à cet anneau géant, en construction dans un tunnel de 27 kilomètres sous la frontière franco-suisse. Les physiciens ne peuvent que se réjouir de gagner ainsi trois ans sur le calendrier incertain de ce vaste projet.

Comme le Superconducting Collider (SCC), un accélérateur plus grand encore, dont les Américains avaient commencé la construction au Texas, le LHC a bien failli être abandonné. Durant l'été, l'Allemagne a en effet fait pression pour diminuer sa contribution, menaçant la viabilité du projet (Le Monde du 28 novembre). Ce n'est qu'au prix de réductions budgétaires que le CERN

a pu sauver son futur traqueur de particules. Le budget initial du LHC, fixé fin 1994 à 10,8 milliards de francs, reste inchangé. En revanche, le budget général du CERN sera diminué de 7,5 % en 1997, de 8,5 % entre 1998 et 2000 et de 9,3 % au-delà. L'Allemagne souhaitait réduire sa part de 8,5 % dès cette année et de 9,3 % à partir de 1999.

### REVISION DES SALAIRES

Le directeur général du CERN, Christopher Llewellyn Smith, estime que ces réductions mettront son organisme « dans une situation difficile ». Elles se traduiront, en effet, par une baisse du traitement de base des chercheurs de 2,5 %, compensée par 5,5 jours de congés supplémentaires. Une révision générale de la grille de salaires et des diverses primes d'expatriation ne pourra pas être évitée. Au plan budgétaire, les provisions traditionnelles prévues pour faire face à des dépenses imprévues disparaîtront.

Mais la recherche elle-même pourrait pâtir de cette pénurie financière. Plusieurs expériences ar-

rivent en effet en bout de course. Le LEP, l'accélérateur qui a permis la découverte de diverses particules, fermera en 2000. Après cette date, la physique des hautes particules sera mise en sommeil pendant cinq ans, jusqu'au démarrage du LHC. Seul le séparateur d'isotopes Isolde, centré sur les applications médicales, subsistera. Le projet Compass, comprenant une cible fixe, ne pourra être mis en œuvre que si ses utilisateurs - instituts et universités - mettent la main à la poche. Il en va de même du AD - pour Antiproton Decelerator -, prévu pour succéder à l'anneau d'anti-protons de basse énergie LEAR, achevé cette année, qui avait permis notamment la découverte spectaculaire de l'antihydrogène. Le spectromètre Oméga, vieux de vingt-cinq ans, a lui aussi été arrêté.

« Ces fermetures sont des mauvaises nouvelles », a estimé M. Llewellyn Smith. Mais c'est le prix à payer pour le LHC. « Celui-ci est en effet très convoité, et il doit pour partie sa survie aux contributions d'Etats non membres du Conseil

du CERN (qui comprend 19 pays européens). Le Japon a ainsi confirmé son intérêt en promettant une rallonge de 3,85 milliards de yens aux 5 milliards déjà promis (soit 405 millions de francs au total). L'Inde prévoit elle aussi une contribution, d'une valeur nette de 12,5 millions de dollars, tandis que la Russie a signé en juin 1996 un protocole pour le versement de 265 millions de francs, tant pour l'accélérateur que pour ses détecteurs. Le Canada a, lui, promis une contribution en nature d'une valeur de 30 millions de dollars canadiens (115 millions de francs).

Mais la contribution décisive a sans doute été celle des Etats-Unis. Le conseil du CERN a approuvé un accord de coopération prévoyant une contribution du département de l'énergie (DOE) à l'accélérateur et une autre du DOE et de la Fondation nationale pour la science (NSF) de des expériences qui y seront montées pour une valeur totale de 530 millions de dollars (2,78 milliards de francs).

Hervé Morin

### COMMUNICATION

## Les salariés de « France-Soir » contre le projet de transformation

LES SALARIÉS DE PRESSE ALLIANCE, société éditrice de France-Soir (groupe Socpresse), se sont déclarés, lundi 23 décembre, « profondément choqués par la désinvolture avec laquelle Yves de Châtemartin [PDG de France-Soir] entend traiter l'avenir de l'ensemble des catégories de l'entreprise », après l'annonce du projet de transformation du quotidien en tabloïd de trente-deux pages et son transfert dans une autre imprimerie que Roissy-Paris, transformation présentée comme « le projet de la dernière chance » (Le Monde du 21 décembre). Ils estiment que ce « plan de relance » n'est, « une fois de plus, qu'une longue suite de revendications patronales uniquement destinées à faire pression sur l'emploi, les statuts et les conditions de travail sans que les véritables problèmes de fond ne soient abordés ».

■ **PRODUCTION** : Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, chargé de la communication, a indiqué, lundi 23 décembre, la préférence du gouvernement pour le projet de reprise de la Société française de production (SFP) présenté par Havas et la Générale des eaux, via leurs filiales IRI et Générale d'Images. Le ministre a obtenu 350 millions de francs d'aide du commissaire européen Karel Van Miert. Ils s'ajoutent à l'aide publique européenne de 1,2 milliard de francs et doivent soutenir la SFP jusqu'en mi-1997. La SFP perd 30 millions de francs par mois.

■ **ALLEMAGNE** : pour avoir vendu trente-deux reportages falsifiés à plusieurs chaînes de télévision allemandes, Michael Born a été reconnu coupable de dix-sept cas de fraudes par le tribunal de Coblenze, lundi 23 décembre, et a été condamné à quatre ans de prison. Il n'a pas été condamné pour « escroquerie à l'information » mais pour des délits annexes à ses reportages falsifiés (infraction à la loi sur la protection des animaux, incitation à la haine raciale, détention illégale d'armes, etc.). La défense a mis en cause la « naïveté » des télévisions qui ont acquis ces reportages dans le but d'accroître leur audience.



## Chez l'ami pot-au-feu

A Paris, trois ambiances, trois restaurants et un plat de saison

PASSÉ 9 heures du soir, un homme seul au restaurant donne toujours l'impression d'être victime d'une grave fatalité. Travail, santé, amour, train raté, il peut tout endosser tant l'incertitude qui l'habite semble pesante. Généralement, il en rajoute, prenant des mines à la saint Sébastien en attendant que ça se passe. Installés dans le carré des isolés de ce bistrot de la rue Vignon, ces trois-ci paraissent pourtant espérer un sort meilleur. On les sent moins pressés d'en finir avec leur solitude.

C'est le pot-au-feu qu'ils attendent. Ils sont venus là tout exprès, tout spécialement, pour renouer leurs noces avec ce vieux compagnon, réconfort et copain à la vie à la mort des jours moroses. Les cinquante piges qui se pointent, Simone la cruelle, le lumbago pas franc, envole tout ça, à table ! Par ici le gîte et la macreuse, les poireaux et les navets, et le bouillon qui redonne bonne humeur et santé. Chienne de vie, la voilà pour un moment assoupie à des gestes plus fraternels.

Ce plat sans mystères est une aubaine. Un poème. On pourrait presque reprocher à Francis Ponge de ne pas nous en avoir tiré le portrait. L'histoire et le Pain, sans doute, L'abricot et La Crevette, certainement, L'orange, Les Escargots et Le Morceau de viande, bien sûr - facile -, mais le pot... Oh est le grand texte sur le pot, pas celui à la Dodin-Bouffant, le trop majestueux, non l'authentique, le républicain, le réglementaire ?

Il est servi sous son matricule d'origine, dans cet endroit à l'enseigne flamboyante du Roi du pot-au-feu, où il accueille en toutes saisons les clients déboulant de la Madeleine aussi bien que ceux débarquant de Saint-Lazare. Il y a peu d'espace, et il est préférable de demander à l'hôte gaucher de faire l'exécution, mais les nappes sont certifiées à carreaux. Ambiance résolument chaleureuse dans cette maison qui n'a jamais pris le risque que de plaie.

Chacun a son truc. Ici, le bouillon est servi en entrée, moyennant 25 francs, et des os à moelle si l'on veut, moyennant 25 francs encore ; qu'on se rassure, il y en aura un avec son gros sel quand arrivera le plat

DESSIN DE JOYCE KATZ



présenté directement en assiette. Tout ça est du classique et du moins contestable. C'est ce que devaient penser ce groupe d'affamés, qui, arrivant juste trop tard, négociaient sans espoir le retour du chef en cuisine avant de repartir dans la nuit froide le cœur serré et le ventre creux. Image pénible.

Nous avons tous en mémoire un pot-au-feu qui soulevait. Il était souvent l'organisateur d'une fête simple, d'un événement sobre, mais que la patronne des fourneaux tenait à ne pas laisser passer. Il célébrait le retour d'un voyageur, l'arrivée des premiers grands froids, la présence d'un invité familier. Il réunissait. Les cousines grandissaient et savaient désormais quelles questions il ne fallait plus poser à table ; l'onde continuait à faire le généreux devant l'os à moelle qui manquait. S'élevaient les fumées d'un acte de concorde. Et nous, comme des violons secs, nous cavalions durant toute notre vie à la recherche de ce temps et de ce goût à jamais en alerte.

### LA COTE D'ADRIENNE

Deuxième tableau. Nous voici rue Baillet, chez Adrienne, autrement appelée Chez la Vieille. Épinglées aux murs, des photos de l'ancien premier magistrat de la ville témoignent que nous sommes dans l'une des cantines gourmandes des pontifes de la mairie de Paris. Passons ; le pot-au-feu n'est pas censé avoir d'états d'âme politiques. L'endroit est des plus confidentiels et

pas vraiment bon marché, mais profite de l'ancienne bonne cote de la fameuse Adrienne, dont les Halles se souviennent avec émotion.

Un plat où il y a plus à écrire qu'à manger. Celui-ci est servi avec davantage de teneur que le précédent, dans sa marmite, ce qui lui donne un certain appât, mais orphelin de bouillon, présenté à part, ce qui le rend bancal. Franc et sympathique tout de même, préparé dans cette antique demeure, sûrement fréquentée par Étienne Marcel (1315-1358), prévôt des marchands de la capitale, comme on sait, et occis à coups de hache par Jean Maillard, partisan du futur Charles V, comme on sait aussi.

Tirée de plaisanteries, du costard maintenant, du parisien pur parisien, de l'élitisme de Paname : Au vin des rois, rue Boulevard, près de Denfert, un zinc lu et approuvé par Docteur, et dirigé par Jean Champion, ancien singulier de clients, l'œil aujourd'hui mauvais, et redevenu misanthrope par nature.

C'était un genre à manier avec doigté, mais que pratiquaient avec verve certains bistrotiers qui s'en étaient fait une spécialité avec laquelle ils essayaient d'arrondir leurs fins de mois. Des choses comme ça... « Hé ! les deux marloles, vous rentrez chez vos parents ou vous payez l'électricité ? » Quand ça ne marche plus, ça ne marche plus, il

faut passer à autre chose. Reste souvent l'humour de chien et une cuisine qui parfois aboie.

Gros succès pourtant pour ce filon à la démarche menaçante, qui tient la clientèle sous l'obédience de ses anciens excels en lui servant des vins de qualité et des plats d'inspiration plutôt lyonnaise. Le pot-au-feu, débarrassé de l'os fameux pour défilé de tranches pas convenable, la nôtre, avait surtout pour avantage d'être ici chez lui, dans sa chapelle, ce qui permettait de ne pas en penser plus. Si, on le sert astucieusement accompagné de carottes à l'ail-doux. Comme un avertissement du patron. Bouillon, moutarde et gros sel à volonté.

Jean-Pierre Quilès

★ La Roi du pot-au-feu, 34, rue Vignon 75009 Paris. Tél. : 01-47-42-37-30. Fermé le dimanche. Pot-au-feu : 85 F.

★ Chez la Vieille, 34, rue de l'Arbre-Sec, 1, rue Baillet 75001 Paris. Tél. : 01-42-60-15-78. Fermé le soir, le samedi et le dimanche. Pot-au-feu : 135 F.

★ Au vin des rois, 21, rue Boulevard, 75014 Paris. Tél. : 01-43-22-19-78. Fermé dimanche et lundi. Accueil le mercredi et vendredi soir sur réservation. Pot-au-feu : 68 F.

★ On trouvera la composition du pot-au-feu de Dodin-Bouffant dans l'ouvrage de Marcel Rouff, La vie et la passion de Dodin-Bouffant, gourmet, aux éditions La Serpente à plumes. 38 F.

## TOQUES EN POINTE

### Bistrots

#### L'AUBERGE

À Boulogne, près des Jardins Albert-Kahn, c'est L'Auberge, autrefois appelée franc-comtoise, une maison de bonne renommée avec de lumineuses étoffes. Une réputation qu'entretient Jean François Veyssat depuis quelques lustres déjà, tandis que le chef Roy, aux fourneaux, propose une cuisine de tradition - la potée franc-comtoise - et de fantaisie : les queues de langoustines à la crème vanillée, la bouillie d'escargots à l'ortie, ou encore une étonnante choncroute terre et mer avec haddock, espadon et poitrine fumée, travers et boudin de volaille, avant l'égoutte de mûlard aux graines de paradis. Avec ce plat, on pourra choisir un paillard Château Richebon 1993. Formule 129 F. Menu : 195 F. À la carte 300-350 F. Dîner prolongé le 31 décembre, aux prix habituels.

★ Boulogne, 86, boulevard Jean-Baptiste-Clément (92100). Tél. : 01-46-05-67-19. Fermé samedi midi et dimanche.

#### LE TONNELIER DE BRETEUIL

Voilà un bistrot à vins qui offre la particularité de ne proposer que la production d'un seul récoltant à la fois, les vins de Philippe Tessier, à Chevigny, pour la période qui s'achève. Blanc, rouge et une variété de sauvignon, en vins de pays. Alain Nogarède tenait déjà l'Auberge, face à la Bourse, un comptoir réputé, avec femme, belle-mère et servante. Il s'est délocalisé du côté de Breteuil et de ses belles avenues. Un bouchon, une dizaine de tables, et cette obstination louable à faire valoir un vin unique, agrémenté de bons petits plats. Voici le coteau - d'ail-les-baux, Mas de la Tuillière 1991 de chez Milan. Cépages grenache, syrah, alicante. C'est un vin du domaine de Trevaillon, au flanc des Alpilles. Alain Nogarède joue de la convivialité, et de l'excellence de quelques produits pour comestibles : os à moelle au gros sel en entrée, ou bien filets de hareng pommes tièdes. Plats du jour immortels : saucisson chaud sauce moutarde, oignon de bœuf gratin dauphinois, confit de canard. Crème brûlée des familles en dessert. Formule à 78 F. À la carte, compter 150 F.

★ Paris, 4, rue d'Estrées (75007). Tél. : 01-45-51-29-43. Fermé samedi et dimanche.

#### LA MAISON DU CANTAL

Depuis cinq ans, la Maison du Cantal est établie place Falguière. Une équipe sympathique, un cadre rustique, boiseries et belles tables nappées, et une cuisine dont la seule prétention est d'être d'origine. D'un premier menu, retenons la potée de Saint-Flour avec choux, carottes, navets, pommes de terre et belle cochonnaille mijotée, tendre. Délicieux plat de saison. Au gré de la carte, toutes les charcuteries du Centre, le poutou (gras chaud aux bœufs, à la viande et aux pruneaux), la brandade de morue, classique s'il en est, le boudin d'Auvergne accompagné de truffade (pommes de terre et tomates fraîches de Cantal), ou bien d'aligot. En dessert, le millard (clafoutis aux fruits) ou bien la tarte aux pruneaux. Menu : 158 F. À la carte 250 F. Le 31 décembre, dîner prolongé.

★ Paris, 1, place Falguière (75015). Tél. : 01-47-34-12-24. Fermé dimanche.

### Brasseries

#### T'PUNCH MUSIK

Élégante brasserie et restaurant antillais, au design high-tech, reflets métalliques, lumière intime et huzo calme, jusqu'à l'ouverture du piano-bar, le soir de 22 heures à 2 heures du matin. Le midi, la table est vouée aux affaires. Ici l'accueil antillais n'est pas un vain mot, et la marmite créole bien alléchante. Outre le féroce, le crabe farci, le boudin noir et les accras de morue de rigueur avec le punch, se déploie la carte des îles. C'est le bœuf de poisson aux herbes des Antilles - un court-bouillon relevé à l'ancienne - le mouton de bœuf à la pâte d'arachide, et en légumes, bien sûr, aloko, banane ou igname. Viandes et volailles comme la-bas, colombo d'agneau ou de requin, massalé de cabri, avant les desserts : tourment d'amour ou bien fruits de la passion. La salle est souvent pleine, plus « métro » que bêt, jusqu'à l'heure de la salsa et de la biguine. À la carte, compter de 150 F à 180 F. Boisson 45 F.

★ Paris, 33, rue des Volontaires (75015). Tél. : 01-47-34-99-16. Fermé samedi midi, dimanche et lundi ; le 31 décembre, dîner prolongé.

## Gastronomie

#### APICIUS

La salle élégante de ce restaurant des beaux quartiers est le domaine de Madeleine Vigato. Elle y entretient une atmosphère de courtoisie et d'extrême attention à l'enchaînement du service. La carte est sans emphase, aussi bien dans le libellé des plats que dans le format. Trop de cartes, luxueuses ou défilantes (assorties de décors « bon chic bon genre », art déco, ou bien encore petit-bourgeois à poutres apparentes, caricature la plus répandue), tiennent davantage du catalogue de devinettes que d'une proposition de mets à déguster. Ici, les grosses langoustines façon tempura évoquent-elles celles que Marcus Gavius Apicius, le célèbre auteur des Dix livres de la cuisine, allait pêcher dans le golfe de Gabès ? Peut-être. Toute autre évocation archéologique, malgré l'enseigne, est absente de la cuisine de Jean-Pierre Vigato. C'est une cuisine d'aujourd'hui, qui met en harmonie des produits exceptionnels et de simples apprêts : huîtres à la gelée d'eau de mer, amonière de homard et langoustine au jus de truffe, bar à la vapeur et dés de seiche sautés à l'encre, alliance subtile de la chair délicate du poisson et de la sapidité de la sauce noire. Une palette de porc dans un jus abondant, quelques lentilles, une couverture de truffes fraîches, une réussite absolue. Jean-Pierre Vigato, chef discret mais en pleine maturité, est l'un de ceux qui comptent à Paris. Menu dégustation : 520 F. À la carte, compter 600 F.

★ Paris, 122, avenue de Villiers (75017). Tél. : 01-43-80-19-66. Fermé samedi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

### La pépite noire de Sainte-Alvère

De la truffe, cette année, il y aura pléthore. De mémoire de paysan, cela faisait trente ans qu'il n'y en avait pas en autant. Les beaux orages du mois d'août ont fait pousser de l'or dans les racines des arbres. La France, qui produit habituellement en hiver une vingtaine de tonnes de ce champignon magique, pourrait bien cette fois dépasser la cinquantaine. Les prix vont-ils baisser pour autant ? Lundi dernier, au marché de Sainte-Alvère, en Dordogne, la truffe noire (Tuber melanosporum), la meilleure, se négociait tout de même 3 000 francs le kilo. Dans ce petit chef-lieu de canton qui ne compte pas 800 habitants, le marché aux truffes se tient sous les bureaux de la mairie chaque lundi, de novembre à février. La notoriété de l'endroit - connu jusqu'au Japon - n'est due ni à l'exigence de la halle ni à la modicité du volume des transactions. Seuls 170 kilos de truffes y furent vendus l'an dernier.

Si Sainte-Alvère se distingue, c'est qu'ici, fait quasi unique en France, les truffes sont présentées à la vente brossées, lavées à l'eau potable et essuyées au papier absorbant. Il y a deux mois, la Confédération nationale des

producteurs de truffes signait d'ailleurs un texte pour généraliser, sous cinq ans, ce type de vente à l'ensemble du marché français.

La truffe sous son fard terne, propice aux arnaques, a-t-elle vécu ses derniers jours ? Si l'on peut désormais l'examiner sous toutes ses facettes, il sera forcément plus difficile aux escrocs d'écouler de la truffe en partie gelée, piquée de vers, ou simplement rebouchée avec de la terre, des cailloux ou des plombs de chasse. Christian Etienne, fameux cuisinier avignonnais, n'y croit pourtant qu'à moitié. « Un marché parallèle subsistera. Sans ce mystère pagnotesque qui l'entoure, comment la truffe resterait-elle aussi fascinante ? » Cet inconditionnel de la pépite noire lui a dédié un menu entier dans son établissement, allant d'une très tendre bœuf terminée de poivre rouge et de lamelles de truffe à un dessert truffé « truffe au chocolat à la truffe ».

Si le champignon souterrain est ici porté aux nues, c'est qu'il est sur ses terres. Les trois quarts de la cueillette de la truffe ont aujourd'hui lieu en Provence. L'appellation truffe du Périgord n'est en fait qu'un simple



patronyme botanique, valable pour tout melanosporum où l'on soit ramassé. Selon Truffe et trufficulture, un ouvrage de référence qui vient de paraître (éditions Fayard), les truffes n'étaient d'ailleurs pas

inconnues autrefois en région parisienne. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on en signalait « près de Melun, et à Vincennes, entre la porte de Saint-Maur et Nogent ».

À défaut de partir avec un chien truffier sur le périple, levez le nez sur les rayonnages des supermarchés. Christian Etienne vient de lancer une gamme de produits d'épicerie à la truffe : moutarde, vinaigrette, sauce au cèleri... Il est aussi à l'origine du beurre à la truffe, que commercialise désormais Isigny-Sainte-Mère au rayon frais. La coopérative laitière compte en vendre trois fois plus cette année que son beurre de caviar, lancé en 1994.

Guillaume Crouzet

★ Produits d'épicerie Truffières de Rabasse à base de truffe noire melanosporum. Moutarde, 50 F. Sauce cèleri, vinaigrette, brandade, 60 F. Supermarchés Continent. Beurre de truffe Isigny-Sainte-Mère, 17 F les 25 grammes.

GASTRONOMIE

PARIS 5<sup>e</sup>  
L'INDÉ SUCCULENTE  
du  
MAHARAJAH  
72, bd St-Germain 5<sup>e</sup>  
St SYLV. 179 F et 219 F  
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6<sup>e</sup>  
ALSACE À PARIS  
T.L.J.  
01.43.26.21.48  
9, pl. St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - SALONS  
RÉVELLONS - NOËL, carte normale  
SAINT SYLVESTRE : 480 F - 520 F  
Musique, Desserts, Cakes, jusqu'à l'aube.

Commandez  
vos livres  
par Minitel  
36 15 LEMONDE

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE" c'est chaque  
mardi daté mercredi, pour vos annonces contactez le :  
☎ 01.44.43.77.36 - (Fax : 01.44.43.77.30)

EN RAISON DES FÊTES  
DE FIN D'ANNÉE,

RETROUVEZ VOTRE RUBRIQUE  
IMMOBILIÈRE LES JEUDIS

26 DÉCEMBRE \* ET 02 JANVIER \*\*

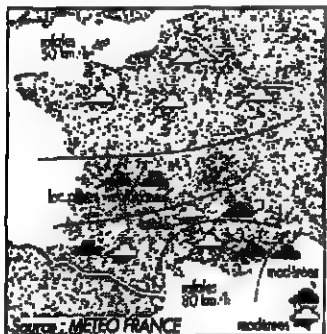
\* daté vendredi 27  
\*\* daté vendredi 03



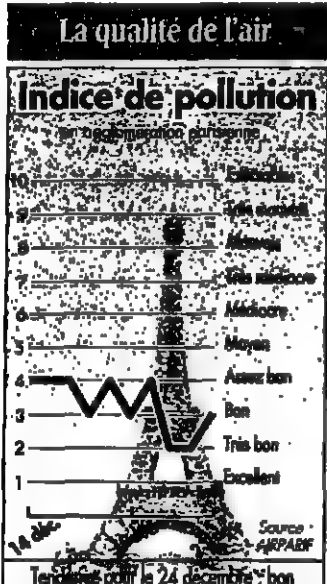
## Le froid poursuit son avancée

L'ANTICYCLONE centré sur les îles Britanniques ramènera de l'air très froid et sec dans la moitié nord du pays et le soleil gagnera du terrain. Plus au sud, l'air doux et humide sera progressivement chassé vers la Méditerranée; il reste néanmoins de nombreux résidus nuageux, et de faibles précipitations neigeuses ou des pluies verglaçantes sont encore attendues.

Mercredi, dans le nord de la



Prévisions pour le 25 décembre vers 12h00



## MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

**HORIZONTALEMENT**  
1. Ne sont pas des hommes d'Etat. - II. Enlève peut-être le charme. - III. Perd son portefeuille quand il sort du cabinet. - IV. Châteauneuf d'Avignon. Peut envier un Canadien. - V. Poète chilien. - VI. En France. Qui est bien rentré. - VII. Qui peut amollir. - VIII. Cueille dans des jachères. Dans le groupe des halogènes. - IX. On y est mieux qu'au paradis. - X. Cap. Saint normand. Un roi y a son musée. - XI. Qui ne veut pas droit.

**VERTICALEMENT**  
1. Font des hommes avertis. - 2. Font apparaître les veines. Selon Boileau, il n'est pas toujours vraisemblable. - 3. Un rival pour Joab. Certain valait un fromage. - 4. C'est parfois une terrasse. - 5. Pris en mer. S'il est grand, on l'a dans le dos. - 6. Roumain qui écrit en français. Propre quand il était neutre. - 7. Écrivain hongrois. Bon, s'il n'y a rien de cassé. - 8. Dans le groupe des planètes troyennes. Soumise à un traitement chimique. - 9. Unité de mesure de viscosité. Une roche légère. D'un auxiliaire.

**SOLUTION DU N° 6979**  
**HORIZONTALEMENT**  
1. Aoûtienne. - II. Ulérieur. - III. Tien. Dôme. - IV. Ogre. ENA. - V. Cou. Ers. - VI. Epsom. Do. - VII. PS. Trides. - VIII. Hochepot. - IX. An. Etetés. - X. Lei. Té. No. - XI. Esopé. But.

**VERTICALEMENT**  
1. Autocéphale. - 2. Oligopsones. - 3. Utérus. Io. - 4. Tène. Orbe. - 5. Ir. Émille. - 6. Elder. Epe. - 7. Néons. Dot. - 8. Numa. Détemu. - 9. Ere. Dos. Sot.

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du Gp Leclerc - 69646 Chamilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 036 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

« LE MONDE » (ISSN 0014-1801) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 50 francs per copy. The subscription price for 1997 is 18 900 francs for 12 months (15 300 francs for 6 months, 7 950 francs for 3 months). The subscription price includes delivery by air to the USA, Canada, Mexico, Central and South America, and by sea to all other countries. The subscription price includes delivery by air to the USA, Canada, Mexico, Central and South America, and by sea to all other countries.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire.

Signature et date obligatoires  
Changement d'adresse :  
● par écrit 10 jours avant votre départ.  
● par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.  
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
331 42-17-32-90 de 8 h à 17 h du lundi au vendredi.  
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00  
Télématique 3615 code LE MONDE  
CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr  
Documentation sur minitel ou 08-96-29-04-56  
LE MONDE sur CD-ROM 01-44-08-76-30  
Index et microfilms : 01-42-17-29-33

Films à Paris et en province :  
08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)  
Index et microfilms : 01-42-17-29-33

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec direction et conseil de surveillance.  
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

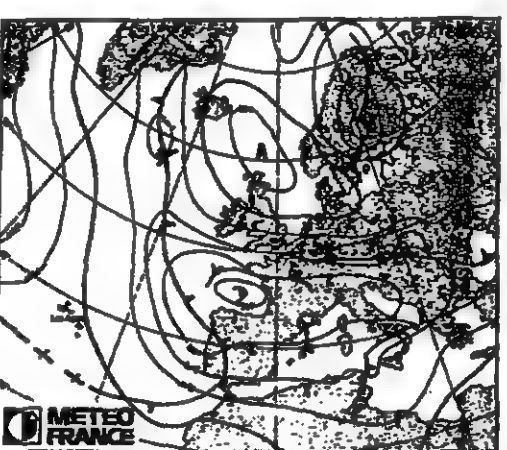
Imprimé au Monde :  
12, rue M. Godefroy,  
94052 Ivry Cedex.  
PRINTED IN FRANCE.

Président directeur général :  
Dominique Aloy  
Directeur général :  
Gérard Mérieux

133, avenue des Champs-Élysées  
75489 Paris Cedex 08  
Tél. : 01-44-43-76-00; fax : 01-44-43-77-30



TEMPÉRATURES du 25 décembre maxima/minima	GRENOBLE	LYON	MARSEILLE	NANTES	NICE	PARIS	PERPIGNAN	POINTE-AUTRE	RENNES	STRASBOURG	TOULOUSE
10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1



Situation le 24 décembre, à 0 heure, temps universel



TEMPÉRATURES du 26 décembre maxima/minima	CHICAGO	COPENHAGUE	DALLAS	DUBAÏ	DURBAN	FRANCFORT	GENÈVE	HANOÏ	HELSINKI	HONGKONG	MUMBAÏ	NEW DELHI	NEW YORK	OSAKA	PRAGUE	SEoul	SINGAPOUR	TOKYO	VIENNE
10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1	10/1



Prévisions pour le 26 décembre, à 0 heure, temps universel

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ INDE. Après la collision en plein ciel de deux avions, le 12 novembre, qui a fait 349 morts, l'aéroport de New Delhi va être doté d'un deuxième couloir d'approche aérienne. Dans le cadre de la modernisation de cet aéroport, de nouveaux équipements sont en cours d'installation. Ils seront opérationnels d'ici à mars prochain. - (AFP)

■ SCANDINAVIE. La compagnie Scandinavian Airlines System (SAS) interrompra sa desserte d'Osaka (Japon), jugée trop peu rentable, à compter du 1er mars prochain. Depuis l'inauguration de l'aéroport de Kansai, en septembre 1994, SAS assurait trois vols hebdomadaires entre Osaka et Copenhague et un vol hebdomadaire entre Osaka et Stockholm pendant la saison estivale. - (AFP)

■ AUSTRALIE. Le nombre de passagers transportés par les deux plus grandes compagnies aériennes australiennes, Qantas Airways et Ansett, a augmenté de 2,9 % en septembre par rapport au mois précédent et de 3,6 % par rapport à septembre de l'année dernière. - (Bloomberg)

■ JAPON. D'après une étude de clientèle menée par le mensuel japonais *Nikkei Trendy*, le Park Hyatt Tokyo est le meilleur hôtel du Japon dans toutes les catégories de chambres.

■ SUISSE. La compagnie aérienne suisse Swissair va signer des accords de coopération avec Delta Air Lines (États-Unis), Austrian Airlines (Autriche) et Sabena (Belgique) afin d'accroître son trafic à destination de l'Asie du Nord. - (AP)

■ CHINE. Shanghai a signé un contrat avec le groupe Aéroports de Paris et son architecte Paul Androu pour la conception de la nouvelle plate-forme aéroportuaire de Shanghai-Pudong. La première phase des travaux, comprenant un terminal et une autoroute, devrait être achevée d'ici à l'an 2000. - (AFP)

■ POLOGNE. Une nouvelle compagnie aérienne polonaise, Enrolot, filiale de la compagnie LOT, entrera en activité au printemps. Elle effectuera des vols entre Varsovie et d'autres villes de Pologne. - (AP)

## PARIS EN VISITE

Jeudi 26 décembre

■ HÔTELS DE LA PLAINE MONCEAU, Hôtel Rozart et la salle Cortot (65 F), 10 h 30, sortie du métro Malesherbes (Pierre-Yves Jaslet).

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris antérieur).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée), les antiquités grecques, 11 h 30; les coutumes funéraires en Égypte ancienne, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE (45 F), 14 heures, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Monuments historiques).

■ MUSÉE DE MONTMARTRE : exposition Utrillo, Valadon, Utter (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 12, rue Cortot (M<sup>e</sup> Cazes).

■ MUSÉE PICASSO (36 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).

■ LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (50 F), 14 h 30, sortie du métro Hôtel-de-Ville (Tourisme culturel).

■ LES CATACOMBES (lampe de poche, 50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (Connaissance de Paris).

■ L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (45 F), 14 h 30, devant l'entrée de l'église (Monuments historiques).

■ LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (63 F), 14 h 30, 12, rue Daru (Pierre-Yves Jaslet).

■ L'HÔTEL CAIL, siège de la mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement (45 F), 14 h 30, 56, boulevard Malesherbes (Monuments historiques).

■ MUSÉE CARNAVALET : exposition M<sup>e</sup> de Sévigné (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (M<sup>e</sup> Hager).

■ LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy, devant la BNP (Christine Marie).

■ LA TOUR MONTMARTRE (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, ball suspendu devant les guichets (Monuments historiques).

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde L'art du faubourg

L'EXPOSITION la plus raffinée de Paris se tient en ce moment sur cent mètres de trottoir : de la rue d'Anjou à la rue Royale, en cette enclave de luxe qu'est le Faubourg Saint-Honoré. Rarement l'art du décor s'est montré d'une telle qualité.

Les vitrines qui s'illuminent entre chien et loup, à l'heure où les beautés étrangères mêlent leurs opulentes fourrures aux tentes de sport de nos Parisiennes, livrent au regard du passant des visions dont il demeure confondu : étoffes drapées, satins couler tourterelle, fioles d'ambre parmi les crêpes et les guirlandes, dragoirs, gants, bristols, souliers menus et clips sur velours se mirant d'un trottoir à l'autre, s'adonnant d'une boutique à la suivante sans que cesse pour ces fêtes du goût la dévorante tentation de tout acheter.

On devrait inaugurer comme un véritable vernissage chaque nouvelle décoration en coin de rue qui présente ce seller déjà célèbre sous l'ancien Régime dont le nom est sur toutes les lèvres. Hier c'était derrière les vitres *Le Gallon engouté*, avec ses écroulements de trésors répandus parmi les algues et les étoiles de mer, son Océanide glauque parée des pierres des lacs.

Aujourd'hui c'est *Cendrillon* filant devant l'âtre de sa chaumière, tournant le dos à son bûcher : les souliers de vair, le coffret damasquiné, la robe d'or et, au pied du grossier carrel qui rythme les minutes de la fêrle, le carrosse miniature des souris se dégageant de la citrouille monstrueuse comme les papillons de leurs chrysalides.

Où, l'on serait curieux vraiment de connaître avec le chiffre des « visiteurs » de toute nationalité qu'attire chaque après-midi la vitrine ensorcelée, le nom du magicien habillant l'époque pour notre honneur à la croisée du Faubourg.

Olivier Martin  
(25 décembre 1946.)

## François Mitterrand au regard du Monde

DOCUMENTS  
Préface de Jean-Marie Colombani  
Introduction d'André Laurens

Le Monde ÉDITIONS  
EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

## SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE



## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1996

**ARTS** Le sculpteur italien Medardo Rosso (1858-1928) vivait à Paris au temps de Rodin. L'impact de son œuvre a été plus grand qu'on ne l'imagine généralement et il a

influencé beaucoup plus de sculpteurs du XX<sup>e</sup> siècle que ne le laisse supposer la relative ignorance dans laquelle il est tenu. ● ON VOIT rarement son travail. Un

centre d'art contemporain, dirigé par Gloria Moure, à Saint-Jacques de Compostelle, donne la possibilité de découvrir une œuvre émouvante et parfois d'une surprenante

modernité. L'exposition permet aussi de voir les photographies que le sculpteur prenait de ses œuvres. ● RODIN, qui considérait le sculpteur italien comme un rival -

« l'implacable fossoyeur de Rosso » selon les termes de l'historien et critique d'art Giovanni Lista -, a pu user de son influence pour minimiser l'importance de Rosso.

# Les chemins de Saint-Jacques mènent à Medardo Rosso

Forte d'une bonne quarantaine de sculptures et de nombreuses photographies, l'exposition organisée au Centre galicien d'art contemporain est une contribution majeure à l'enrichissement de l'approche de l'artiste italien, dont l'œuvre a rarement été montrée au cours du XX<sup>e</sup> siècle

**MEDARDO ROSSO.** Centro galico de arte contemporanea, Valle Inclán, 15704 Santiago de Compostela. Tél. : (00-981) 54-66-21. Jusqu'au 8 février 1997.

**SAINT-JACQUES DE COMPOSTELLE**  
de notre envoyé spécial  
Projeté dans les années 80, quand l'Espagne s'adonnait elle aussi à l'aménagement de lieux pour l'art vivant, puis construit à l'une des portes nord de la ville ancienne, le centre d'art contemporain de Saint-Jacques de Compostelle est une boîte moderne aux volumes tranchés nets qui, confrontée au monastère voisin de San Domingos de Bonaval, heurte. L'architecte portugais Álvaro Siza Pa conçu conformément à l'image convenue d'un lieu pour l'art d'aujourd'hui : murs blancs, rampes, espaces aseptisés, pseudo-fonctionnalisme, dont aujourd'hui on est lassé.

Gloria Moure, qui fait marcher le centre depuis un an et demi, y a présenté des artistes réputés (Koonis, Boltanski, Accardi, Gonzalez-Torres...) et annonce une exposition James Turrell. Que vient donc faire Medardo Rosso, le contemporain et rival de Rodin, dans un centre d'art contemporain sans ambigüité d'enveloppe ni de contenu ? La patronne n'a pas de mal à justifier ce choix en termes de modernité et d'actualité, en donnant pour preuve l'intérêt que

« Conversation dans un jardin », bronze, 1896, ou comment, à travers une scène de la vie courante chère aux impressionnistes, Medardo Rosso tâtonne des ombres, de l'impalpable, et finalement débouche sur ces concrétions de matières chaotiques qui nous paraissent si actuelles. Galerie nationale d'art moderne de Rome.



peut passer pour la plus risquée, en son temps, des entreprises de dé-définition de l'objet sculpté. Forte d'une bonne quarantaine de sculptures (soit tout autant que l'exposition britannique en 1994) qui ont été prêtées par des musées italiens, mais aussi par des collectionneurs privés qui avaient l'occasion pour la première fois de comparer les pièces, la très belle exposition de Saint-Jacques est une contribution majeure à l'enrichissement de l'approche du sculpteur. Elle ne vise ni à l'exhaustivité, ni à l'établissement d'un parcours chronologique de l'œuvre qui reste d'ailleurs incertain. Elle salue le processus créateur animé par un esprit de recherche dont on n'avait pas jusque-là toutes les données.

L'exposition ne se contente pas de rassembler chaque fois plusieurs versions d'un même sujet - plâtre, bronze ou cire -, elle les accompagne si possible des photographies que le sculpteur prenait lui-même de ses œuvres en variant les angles de vue, l'éclairage, et en multipliant les tirages. On savait cela de Brancusi, mais pas de Rosso, bien qu'il soit mort des suites d'une blessure au pied occasionnée par la chute de plaques photographiques. Plusieurs sculptures et l'ensemble de ces photographies viennent du musée Rosso à Barzo, près de Milan, un petit musée privé géré par les descendants de l'artiste, dont les archives et les documents n'ont pas encore été suffisamment étudiés pour que soit établi le mythe et le rôle de ces manipulations de sculptures et de photos, qui semblent parfois délibérément brouiller les cartes et jeter un flou sur la genèse des œuvres. Il reste beaucoup à faire pour cerner cette œuvre.

Geneviève Breerette

## Biographie

- 1858. Naissance de Medardo Rosso à Turin.
- 1862. Il entre à l'Académie Brera de Milan ; il en est renvoyé en 1863.
- 1866. Voyage à Paris. Il expose au Salon des indépendants.
- 1869. Il quitte sa femme, et s'installe à Paris où il rencontre Zola.
- 1894. Rodin lui rend visite.
- 1898. Rodin expose son *Balzac* à la Société nationale. Fin de l'amitié entre les deux artistes.
- 1899. Voyage à Milan pour voir son fils mais sa femme ne le lui permet pas. Expose à Venise.
- 1900. Participe à l'Exposition universelle. Rencontre Eda Fies, une artiste fortunée qui va orchestrer sa promotion à l'étranger.
- 1909. Début de reconnaissance en Italie : Soffici publie *Le Cas Medardo Rosso*.
- 1912. Boccioni lui envoie son manifeste de la sculpture.
- 1914. Expose à la Biennale de Venise. Son fils l'accompagne.
- 1917. Rosso vit de plus en plus à Milan.
- 1923. Saisie de ses meubles.
- 1928. Amputation de plusieurs doigts de pied à la suite d'un accident dans l'atelier de Milan. Le cœur lâche lors de la seconde opération.

des artistes d'aujourd'hui aussi divers que les italiens Giovanni Anselmo et Luciano Fabro, l'Allemand Thomas Schütte, l'Anglais Tony Cragg ou l'Espagnol Juan Muñoz portent au sculpteur. Tous en témoignent dans l'important catalogue de l'exposition.

De fait, les hommages d'artistes et les références avouées ou non à Medardo Rosso courent tout au long du siècle, en dépit du secret dans lequel son œuvre a été entretenue - les expositions qui lui ont été consacrées sont rares -, en dépit de l'épigramme comode d'impressionnisme qui l'affecte au XIX<sup>e</sup> siècle et non au XX<sup>e</sup> siècle, dont elle est pourtant l'une des sources. N'est-ce pas en parlant de Rosso, qu'il salue dans son manifeste de la sculpture futuriste publié en 1912, qu'Umberto Boccioni définit sa position de sculpteur avant-gardiste. Et Lucio Fontana, qui arrive à maturité à la mort de Rosso (en 1928) n'a-t-il pas pensé aux sculptures chaotiques de Rosso en modelant ses céramiques. Mieux : ne s'est-il pas souvenu du Rosso pour qui « tout est espace et donc tout est relatif », pour qui « un instant, une émotion, une couleur, tout est unifié, on ne peut rien diviser », en élaborant le « Concept spatial » qui allait générer toute sa production, toiles fendues et sculptures en boîtes. Hors du contexte italien, outre l'impact très vraisemblable du travail de Rosso, sur Rodin au moment de l'élaboration de son *Balzac*, il faut mentionner Brancusi, dont les plus sérieux exégètes ont rapproché les premières têtes d'enfants de celles de Rosso.

D'abord à Milan, puis à Paris, Rosso a entrepris de dévisager les gens de la rue : un gavroche pétant de vie sous sa casquette, une putain mystérieuse, une vieille entremetteuse qui grimace de rire, un malade tassé dans son fauteuil. Il a tenté de saisir des gens assis

dans un tramway (œuvre détruite, dont on a cependant des photographies), des amoureux sous un réverbère, un groupe fantomatique conversant dans un jardin dans lequel il mêle corps, vêtements, sièges et soi, il a donné plusieurs portraits comme celui, princier, d'Henri Rouart, qui était un ami de Degas, et chez qui Rosso a pu installer un temps son atelier... Un rire, la souffrance, le vieillissement, la relation mérenant dans *L'Enfant au sein* : un morceau de taffetas compact, la forme, dont on voit par distinction les bras et les mains croisées de la mère qui retient le bébé, *L'Enfant juif*, *L'Enfant malade*, *Ecce puer* : tous une pléiade de bêtes d'enfants aux traits plus ou moins gonflés, rongés, comme irradiés, et si profondément touchants... On peut penser à Carpeaux, à

Daumier, aux têtes de caractères de Messerschmitt, et bien sûr à Rodin, mais aussi à des peintres, à la relation matière-lumière que Monet saisit face à la cathédrale de Rouen, à Eugène Carrière et ses épiphanies.

## LE TEMPS HUMAIN

Rosso a évolué dans la mouvance des idées qui alimentent les esprits à la fin du siècle, et dans la conjonction de l'impressionnisme et du symbolisme, avec Mallarmé et Bergson pour toile de fond. Et cela contre Rodin. Faute de matériaux d'ébauche donnés comme définitifs : le plâtre et plus volontiers la cire travaillée par dessus une armature en plâtre grossièrement moulée qui débordait souvent de façon à renforcer l'idée d'ébauchement, sa sculpture est fragile, intime, dégage des thèmes

mythologiques, attachée à l'expression d'une vérité difficilement marchandable en termes de monument : le temps humain.

Rosso refusait de faire des « statues qui ont l'air de presse-papiers ». Il voulait « plus d'air, plus de lumière, plus d'espace » et trouvait souvent que, même chez lui, « on sent trop la matière ». Sa vision de l'espace l'a amené à contester la sculpture comme objet, à aplatir les formes, à tendre vers le relief, à gommer les traits, les contours, à abolir la distinction entre peinture et sculpture, objet et espace. Ce qu'il faisait, en son temps, ne ressemblait pas à grand-chose, et pas même à de la sculpture, comme le remarqua, en 1904, le critique allemand Julius Meier-Graefe, sans s'en offusquer. Aujourd'hui la tentative de Rosso pour matérialiser l'immatériel

## Le pot de terre contre le pot de fer

LES EXPOSITIONS consacrées à Medardo Rosso ont été rares au cours du XX<sup>e</sup> siècle. La plus récente a eu lieu en 1994, à Londres, Edimbourg et Leeds. En France, aucune exposition d'importance ne lui a été consacrée depuis le Salon d'automne de 1929. Ce manque d'intérêt paraît d'autant moins pardonnable que c'est dans le creux parisien que le sculpteur italien a produit une bonne part de son œuvre, et y a joué, dans les années 1890, d'une notoriété grandissante. Après quoi il n'y a exposé que rarement. La promotion de son œuvre à l'étranger, en grande partie grâce à Eda Fies, une artiste hollandaise avec qui Rosso a été en relation étroite pendant de longues années, ne suffit pas à l'expliquer. Que s'est-il passé ?

Dans son plaidoyer pour le sculpteur italien, l'historien et critique d'art Giovanni Lista (*Medardo Rosso, destin d'un sculpteur*, L'Echoppe, 1994) n'hésite pas à faire de Rodin « l'implacable fossoyeur de Rosso ». Ce n'est peut-être pas faux. Rodin n'était pas un tendre, et avait assez d'entregent pour imposer la loi du silence sur l'œuvre d'artistes susceptibles de lui porter ombrage, sans apparaître comme le censeur. Au-

delà du phénomène Rodin en personne et du rodinisme, le contexte parisien fin de siècle, les crispations nationalistes, le regard que la France a longtemps porté sur une Italie considérée comme une terre des morts empiètrée dans son passé, incapable d'ouverture sur la culture vivante, ont conduit à des lectures absurdes. Les futuristes en ont également fait les frais. Giovanni Lista n'a tort que lorsqu'il cherche à enfoncer Rodin, et à n'en faire qu'un suiveur.

## UNE CARRIÈRE EMPÊCHÉE PAR RODIN

Medardo Rosso et Rodin se sont bien connus dans les années 1890, au point d'échanger des œuvres. Les choses se sont, semble-t-il, gâtées avec la venue du *Balzac* auquel Rodin a travaillé plusieurs années avant de produire le monument que l'on sait. Qui dérangea, scandalisa, fit couler beaucoup d'encre. Plusieurs articles ont alors fait état d'une ressemblance entre cette nouvelle œuvre de Rodin et le travail de Rosso. Ce que ni l'un ni l'autre n'aurait supporté. C'est à ce moment que la machine rodinienne se serait mise en place pour écraser Rosso, lequel, souffrant de la gloire grandissante de son rival, aurait

passé une bonne partie de sa vie à orchestrer lui-même la défense de son œuvre, pour en prouver la modernité.

L'isolement à Paris, les problèmes de santé, une carrière empêchée par Rodin et les rodinistes, tout a pu jouer : Rosso, après son *Ecce Puer* daté de 1906, ne produit apparemment plus de nouvelles sculptures. Faut-il s'en étonner ? Aujourd'hui, on tend à reconsidérer cette longue période de plus de vingt ans pendant laquelle, jusqu'à sa mort, le sculpteur s'adonne au dessin et, on le sait désormais, à la photographie, mais pas seulement. Outre qu'il copie Michel-Ange ou Donatello, ce qui lui permet de vivre et de prouver qu'il est capable de maîtriser une œuvre traditionnelle, il charcutte ses anciens modèles, les découpe antrement, enlève le cou, une part du visage, réalise lui-même des socles, et compare son œuvre à celle de Rodin. Des photographies en témoignent. Rosso semble avoir occupé la fin de sa vie à conduire une réflexion sur son propre travail pour établir la modernité de son œuvre. Contre Rodin.

G. B.

## Joël Bartolomé, torero de la vidéo, s'est installé avec ses films de famille à l'Espace croisé de Lille

**JOËL BARTOLOMÉO.** « D'ici là », vidéos et installations. Espace croisé, Lille. Tél. : 03-20-06-98-19. Du mardi au samedi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier 1997.

**LILLE**  
de notre envoyé spécial  
Des films de famille dans un centre d'art contemporain ? Oui mais quels films ! Et quelle famille ! Et même : quel art contemporain ! Joël Bartoloméo filme sa femme, ses enfants, ses parents, ses beaux-parents, quelques amis. Le Caméscope est posé sur un coin de table, au ras de la moquette, sur le toit de la voiture, dans l'herbe... Cadre fixe, presque toujours. Et la vie va. Et vient. S'engouffre dans l'engin. Ces petits films durent

entre une et cinq minutes : *La Tarte au citron* (4 min 23), *La Fourmi* (2 min 45), *La Vache qui parle* (5 min 19), *Le Jeudi de l'Ascension* (1 min 52), *Papa gros con* (1 min 25)... une trentaine de petites merveilles. Pas de montage. Rien que des plans-séquences. Facile ? Essayez.

Un début, une fin, un sujet, des personnages, des dialogues inouïs, et tout cela non prémédité, non mis en scène, avec l'air d'arriver comme ça, de se faire tout seul, ça vient comment ? On imagine Bartoloméo à l'affût, sentant que quelque chose se prépare, déclenchant. Pour rien. Recommencant. Des « instants vidéo » qui sont aussi de « vrais films ». Il n'en pleut pas tous les jours. Chq ans de « prises de vie » réussies, mées bout à bout, donnent à peine

quatre-vingt-dix minutes. Mais quatre-vingt-dix minutes de bonheurs cinématographiques de premier ordre. Gestes plus vrais que vrais, cadrages sidérants, longueurs délicieuses, mots d'une fraîcheur infra-sociologique euphorisante, répétitions, hésitations, fulgurances, et soudain conclusion, rideau, fin. A la pêche au réel plus ciné que nature, Bartoloméo se montre l'égal d'un Rouch, d'un Rozier.

Alors, pourquoi ses films ne passent-ils que dans les centres d'art contemporain ? Beaumont, le FRAC Limousin, le Stedelijk Museum d'Amsterdam hier, l'Espace croisé de Lille aujourd'hui, demain le MOMA de New York. Pourquoi ne les projette-t-on pas dans des cinémas ? Si Lumière revenait aujourd'hui, on l'envairait

au musée illico. Bartoloméo n'en a cure. Il joue le jeu de « l'art contemporain ».

## ÇA TOURNE DONC TOUT SEUL

A la demande, mais à sa façon. Il vient d'ajouter à son œuvre filmique trois installations vidéo... anti-installations. Comme pour démontrer sa non-appartenance au milieu dans lequel il est reconnu. La première, à l'entrée de la galerie d'Euralille, affiche un bébé, répété vingt fois sur vingt téléviseurs. Degré zéro de l'installation (une banale multiplication) et antithèse (il ne se passe rien) de toutes les scènes captivantes captées par Bartoloméo pour constituer ses films. On entre. Un grand écran. Un film : *Les Dessins de Roseline*. On regarde des fleurs, on les caresse, on plaisante. Piscine : on

fait la course, « C'est Joël qui a gagné ». Tiens, le vidéaste n'est pas derrière sa caméra, ça tourne donc tout seul. Y'en a qui ne veulent pas être filmés ! Lui, si, toujours prêt pour l'autoportrait. La bande n'est pas indigne des films de famille qui ont fait sa gloire, mais comme installation vidéo, c'est nul, sauf si c'est une antiphrase. Et c'en est une. Je suis un film, rien d'autre. Bien dit, donc.

Ah ! mais voici un mur : six écrans. Un chat qui joue avec une souris. Et différents visages de l'afreux Joël. L'un n'arrête pas de répéter : « C'est con ! » L'autre, fasciné par un spectacle qu'on ne voit pas. Constriction d'un côté, voyeurisme de l'autre. Et au milieu, l'objet du conflit : un film splendide en train de se faire. Avec un chat meilleur acteur de l'année, oc-

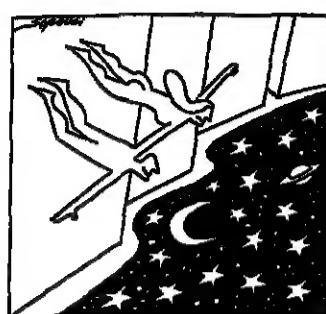
cupant génialement le cadre. Une action insoutenable. Un suspense tendu vers une mort certaine. Une corrida en chambre ! C'est l'art vidéo qu'on estoque. Derrière le mur où agonise la souris, trente films incroyables attendent le visiteur. Trente mises à mort du machisme vidéo, du bazar technokitch. Bartoloméo toré le réel à mains nues. Aux antipodes des néo-pompier qui ne peuvent intégrer une image sans la ralentir, l'accélérer, la surcolorier, la virer négatif, la plisser, l'embellir (qu'ils disent).

Jean-Paul Fargier

★ On peut trouver la totalité de ces films en cassette vidéo chez Edition BDV, 7, passage des Gravières, 75003 Paris.



**L'exposition de Clara Halter  
révèle une œuvre singulière  
basée sur la répétition  
quasi incantatoire du signe**



autre chose : un fourmillement, des structures organiques ou cristallines que l'œil ne parvient pas à saisir exactement. Evidence d'un côté, énigme de l'autre : chaque œuvre oscille entre ces contraires, rebelle aux définitions et se refusant à affirmer un sens lisible. Solitaire, elle ne refuse pas moins de se ranger dans quelque école ou mouvement que ce soit.

## UNE SOIRÉE À PARIS

**Tél. : 01-43-27-75-75. Location Fnac, Virgin. 130 F.**  
**Ballet Antonio Canales**  
 Du flamenco par les très célèbres Canales, nouvelle idole du zapateado. L'an passé, son spectacle *Torero* ne nous avait pas complètement conquis. Mais sa création *Gitano* reprise à Paris précédée d'une représentation flautiste. Le 31 décembre, une soirée spéciale *Fiesta flamenco* est au programme. Avis aux amateurs !  
**Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8. M° Alma-Marcceau. Torero, A cuerda y tacon : 20 h 30, les 24, 26 et 27. Gitano : 20 h 30, les 28, 29 et 30.**  
**Soirée spéciale Fiesta flamenco : le 31 à 20 h 30.**  
**Tél. : 01-49-52-50-50.**  
**De 60 F à 290 F.**  
**Compagnie Doppelgänger**  
 Danse et mime pour adultes et enfants : *L'Armoire* est un conte de Noël, avec de la neige, des jeux, des rêves et des rêves.  
**École internationale du mimodrame**  
**Marcel Marceau, 17, rue Boulanger, Paris-10. M° Strasbourg-Saint-Denis. 14 h 30, les 24, 26, 27 et 28.**  
**Tél. : 01-42-42-32-52.**

## NOUVEAUX FILMS

10); Action Christine, dolby, 6° (01-43-71-30).

**LE VIOLON DE ROTHSCHILD**  
Film franco-suisse-finlandais-hongrois d'Edgardo Cozarinsky, avec Sergueï Makovetsky, Dainius Kazlauskas, Tõnu Kark, Tarmo Männard, Tamara Solodnikova, Kajo Kalik (7 h 41).

14-Juillet Beaubourg, dolby, 3° (01-42-77-14-55); Sept Paramassis, 14° (01-43-32-32-20).

**Y AURA-T-IL DE LA NEIGE A NOËL ?**  
Film français de Sandrine Veysset, avec Dominique Raymond, Daniel Roger, Xavier Martínez, Alexandre Desplat, Yveline Catonno, Fanny Rochette (1 h 30).

14-Juillet Beaubourg, dolby, 3° (01-42-77-14-55); Studio des Ursulines, 5° (01-43-26-19-90); 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (01-43-25-99-83); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 1° (01-43-94-04-37); 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, dolby, 11° (01-43-57-00-81); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, dolby, 13° (01-43-57-00-81); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, dolby, 14° (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14° (01-43-27-72-72); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, dolby, 15° (01-45-75-79-79); Pathe Wexler, dolby, 18° (réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Seine, dolby, 19° (réservation : 40-30-20-10).

**LA FRANCE**  
Film français de Paul Vecchiali, avec Jacques Le Carpentier, Jean-Marie Mesha, Maryse Grob, des habitants (1 h 10).

14-Juillet Luxembourg, 6° (01-45-33-97-77); réservation : 40-30-20-10; Le Balzac, 7° (01-45-61-10-60).

**SÉLECTION**

**ASPHALT TANGO**  
de Wim Wenders, avec  
Charlotta, Jamling, Mircea Dima, Florin Calinaș, Constantin Costăci, Catalina Rahețaru, Marthe Feltner.

Franco-roumain (1 h 44).

14-Juillet Luxembourg, 6° (01-45-67-88).

**AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES**  
d'Ali Kaurismäki, avec  
Kati Oksanen, Kari Vuorinen, Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Marika Pettoja, Matti Oksanen.

Finlandais (1 h 36).

10-V: Saint-André-des-Arts, 1, 6° (01-43-21-41-01); Demfert, dolby, 14° (01-43-21-41-01); Saint-Lambert, 15° (01-43-91-66).

**LES AVEUX DE L'INNOCENT**  
de Jean-Pierre Améris, avec  
Bruno Pizzuli, Elisabeth Depardieu, Jean-François Stévenin, Michèle Laroque, Julia Maraval.

Français (1 h 30).

14-Juillet Bastille, dolby, 3° (01-42-77-14-55); Beaubourg, 11° (01-42-77-14-55); 51-33; Sept Paramassis, dolby, 14° (01-43-32-32-20).

**Une sélection des pièces  
à Paris et en Ile-de-France**

## NOUVEAUTÉS

**Les Fausses Confidences**  
de Marivaux, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Catherine Samie, Gérard Girouand, Andrzej Seweryn, Cécile Brune, Florence Viala, Michel Robin, Laurent d'Olice, Nicolas Lormeau et Jean-Pascal Aribert.

**Comédie-Française Salle Richelieu**, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>re</sup>. M° Palais-Royal. Les vendredi 27, mardi 31 décembre, jeudi 2, dimanche 5, mardi 7 janvier, à 20 h 30 ; les samedi 28 et dimanche 29, à 14 h 30. Tél. : 01-44-58 25 15. Durée : 2 h 30. De 30 F à 185 F. Jusqu'à 3 mai.

## SÉLECTION

**Les Affaires du baron Laborde**  
ou **Comment vendra du vent**  
d'Hermann Broch, mise en scène de Si-  
mone Amouyal, avec Jacques Bonnafé,  
Didier Sauvgrain, Catherine Garna-  
ndo, Yvan Druy, Sandrine Dumas,  
Rodolfo de Souza, John Michael Barris,  
Gilles Groppo et Philippe Richard.  
Athénée-Louis Jouvet, 4, square de  
l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9; M<sup>e</sup> Opé-  
ra. Du mercredi 25 au samedi 28, à  
18 heures; le mardi 29, à 19 heures;  
le mercredi 30, à 19 heures.  
Tél. : 01-47-42-07-27. Durée : 3 heures.  
De 40 € à 150 €. Jusqu'au 18 janvier.

**Aragon par Caubère :**

Le Communiste ; Le Pou  
d'après Louis Aragon, mise en scène de  
Bernard Kuss, 17<sup>e</sup> 30, 18<sup>e</sup> 30, 19<sup>e</sup> 30, 20<sup>e</sup> 30, 21<sup>e</sup> 30, 22<sup>e</sup> 30, 23<sup>e</sup> 30, 24<sup>e</sup> 30, 25<sup>e</sup> 30, 26<sup>e</sup> 30, 27<sup>e</sup> 30, 28<sup>e</sup> 30, 29<sup>e</sup> 30, 30<sup>e</sup> 30, 31<sup>e</sup> 30, 32<sup>e</sup> 30, 33<sup>e</sup> 30, 34<sup>e</sup> 30, 35<sup>e</sup> 30, 36<sup>e</sup> 30, 37<sup>e</sup> 30, 38<sup>e</sup> 30, 39<sup>e</sup> 30, 40<sup>e</sup> 30, 41<sup>e</sup> 30, 42<sup>e</sup> 30, 43<sup>e</sup> 30, 44<sup>e</sup> 30, 45<sup>e</sup> 30, 46<sup>e</sup> 30, 47<sup>e</sup> 30, 48<sup>e</sup> 30, 49<sup>e</sup> 30, 50<sup>e</sup> 30, 51<sup>e</sup> 30, 52<sup>e</sup> 30, 53<sup>e</sup> 30, 54<sup>e</sup> 30, 55<sup>e</sup> 30, 56<sup>e</sup> 30, 57<sup>e</sup> 30, 58<sup>e</sup> 30, 59<sup>e</sup> 30, 60<sup>e</sup> 30, 61<sup>e</sup> 30, 62<sup>e</sup> 30, 63<sup>e</sup> 30, 64<sup>e</sup> 30, 65<sup>e</sup> 30, 66<sup>e</sup> 30, 67<sup>e</sup> 30, 68<sup>e</sup> 30, 69<sup>e</sup> 30, 70<sup>e</sup> 30, 71<sup>e</sup> 30, 72<sup>e</sup> 30, 73<sup>e</sup> 30, 74<sup>e</sup> 30, 75<sup>e</sup> 30, 76<sup>e</sup> 30, 77<sup>e</sup> 30, 78<sup>e</sup> 30, 79<sup>e</sup> 30, 80<sup>e</sup> 30, 81<sup>e</sup> 30, 82<sup>e</sup> 30, 83<sup>e</sup> 30, 84<sup>e</sup> 30, 85<sup>e</sup> 30, 86<sup>e</sup> 30, 87<sup>e</sup> 30, 88<sup>e</sup> 30, 89<sup>e</sup> 30, 90<sup>e</sup> 30, 91<sup>e</sup> 30, 92<sup>e</sup> 30, 93<sup>e</sup> 30, 94<sup>e</sup> 30, 95<sup>e</sup> 30, 96<sup>e</sup> 30, 97<sup>e</sup> 30, 98<sup>e</sup> 30, 99<sup>e</sup> 30, 100<sup>e</sup> 30, 101<sup>e</sup> 30, 102<sup>e</sup> 30, 103<sup>e</sup> 30, 104<sup>e</sup> 30, 105<sup>e</sup> 30, 106<sup>e</sup> 30, 107<sup>e</sup> 30, 108<sup>e</sup> 30, 109<sup>e</sup> 30, 110<sup>e</sup> 30, 111<sup>e</sup> 30, 112<sup>e</sup> 30, 113<sup>e</sup> 30, 114<sup>e</sup> 30, 115<sup>e</sup> 30, 116<sup>e</sup> 30, 117<sup>e</sup> 30, 118<sup>e</sup> 30, 119<sup>e</sup> 30, 120<sup>e</sup> 30, 121<sup>e</sup> 30, 122<sup>e</sup> 30, 123<sup>e</sup> 30, 124<sup>e</sup> 30, 125<sup>e</sup> 30, 126<sup>e</sup> 30, 127<sup>e</sup> 30, 128<sup>e</sup> 30, 129<sup>e</sup> 30, 130<sup>e</sup> 30, 131<sup>e</sup> 30, 132<sup>e</sup> 30, 133<sup>e</sup> 30, 134<sup>e</sup> 30, 135<sup>e</sup> 30, 136<sup>e</sup> 30, 137<sup>e</sup> 30, 138<sup>e</sup> 30, 139<sup>e</sup> 30, 140<sup>e</sup> 30, 141<sup>e</sup> 30, 142<sup>e</sup> 30, 143<sup>e</sup> 30, 144<sup>e</sup> 30, 145<sup>e</sup> 30, 146<sup>e</sup> 30, 147<sup>e</sup> 30, 148<sup>e</sup> 30, 149<sup>e</sup> 30, 150<sup>e</sup> 30, 151<sup>e</sup> 30, 152<sup>e</sup> 30, 153<sup>e</sup> 30, 154<sup>e</sup> 30, 155<sup>e</sup> 30, 156<sup>e</sup> 30, 157<sup>e</sup> 30, 158<sup>e</sup> 30, 159<sup>e</sup> 30, 160<sup>e</sup> 30, 161<sup>e</sup> 30, 162<sup>e</sup> 30, 163<sup>e</sup> 30, 164<sup>e</sup> 30, 165<sup>e</sup> 30, 166<sup>e</sup> 30, 167<sup>e</sup> 30, 168<sup>e</sup> 30, 169<sup>e</sup> 30, 170<sup>e</sup> 30, 171<sup>e</sup> 30, 172<sup>e</sup> 30, 173<sup>e</sup> 30, 174<sup>e</sup> 30, 175<sup>e</sup> 30, 176<sup>e</sup> 30, 177<sup>e</sup> 30, 178<sup>e</sup> 30, 179<sup>e</sup> 30, 180<sup>e</sup> 30, 181<sup>e</sup> 30, 182<sup>e</sup> 30, 183<sup>e</sup> 30, 184<sup>e</sup> 30, 185<sup>e</sup> 30, 186<sup>e</sup> 30, 187<sup>e</sup> 30, 188<sup>e</sup> 30, 189<sup>e</sup> 30, 190<sup>e</sup> 30, 191<sup>e</sup> 30, 192<sup>e</sup> 30, 193<sup>e</sup> 30, 194<sup>e</sup> 30, 195<sup>e</sup> 30, 196<sup>e</sup> 30, 197<sup>e</sup> 30, 198<sup>e</sup> 30, 199<sup>e</sup> 30, 200<sup>e</sup> 30, 201<sup>e</sup> 30, 202<sup>e</sup> 30, 203<sup>e</sup> 30, 204<sup>e</sup> 30, 205<sup>e</sup> 30, 206<sup>e</sup> 30, 207<sup>e</sup> 30, 208<sup>e</sup> 30, 209<sup>e</sup> 30, 210<sup>e</sup> 30, 211<sup>e</sup> 30, 212<sup>e</sup> 30, 213<sup>e</sup> 30, 214<sup>e</sup> 30, 215<sup>e</sup> 30, 216<sup>e</sup> 30, 217<sup>e</sup> 30, 218<sup>e</sup> 30, 219<sup>e</sup> 30, 220<sup>e</sup> 30, 221<sup>e</sup> 30, 222<sup>e</sup> 30, 223<sup>e</sup> 30, 224<sup>e</sup> 30, 225<sup>e</sup> 30, 226<sup>e</sup> 30, 227<sup>e</sup> 30, 228<sup>e</sup> 30, 229<sup>e</sup> 30, 230<sup>e</sup> 30, 231<sup>e</sup> 30, 232<sup>e</sup> 30, 233<sup>e</sup> 30, 234<sup>e</sup> 30, 235<sup>e</sup> 30, 236<sup>e</sup> 30, 237<sup>e</sup> 30, 238<sup>e</sup> 30, 239<sup>e</sup> 30, 240<sup>e</sup> 30, 241<sup>e</sup> 30, 242<sup>e</sup> 30, 243<sup>e</sup> 30, 244<sup>e</sup> 30, 245<sup>e</sup> 30, 246<sup>e</sup> 30, 247<sup>e</sup> 30, 248<sup>e</sup> 30, 249<sup>e</sup> 30, 250<sup>e</sup> 30, 251<sup>e</sup> 30, 252<sup>e</sup> 30, 253<sup>e</sup> 30, 254<sup>e</sup> 30, 255<sup>e</sup> 30, 256<sup>e</sup> 30, 257<sup>e</sup> 30, 258<sup>e</sup> 30, 259<sup>e</sup> 30, 260<sup>e</sup> 30, 261<sup>e</sup> 30, 262<sup>e</sup> 30, 263<sup>e</sup> 30, 264<sup>e</sup> 30, 265<sup>e</sup> 30, 266<sup>e</sup> 30, 267<sup>e</sup> 30, 268<sup>e</sup> 30, 269<sup>e</sup> 30, 270<sup>e</sup> 30, 271<sup>e</sup> 30, 272<sup>e</sup> 30, 273<sup>e</sup> 30, 274<sup>e</sup> 30, 275<sup>e</sup> 30, 276<sup>e</sup> 30, 277<sup>e</sup> 30, 278<sup>e</sup> 30, 279<sup>e</sup> 30, 280<sup>e</sup> 30, 281<sup>e</sup> 30, 282<sup>e</sup> 30, 283<sup>e</sup> 30, 284<sup>e</sup> 30, 285<sup>e</sup> 30, 286<sup>e</sup> 30, 287<sup>e</sup> 30, 288<sup>e</sup> 30, 289<sup>e</sup> 30, 290<sup>e</sup> 30, 291<sup>e</sup> 30, 292<sup>e</sup> 30, 293<sup>e</sup> 30, 294<sup>e</sup> 30, 295<sup>e</sup> 30, 296<sup>e</sup> 30, 297<sup>e</sup> 30, 298<sup>e</sup> 30, 299<sup>e</sup> 30, 300<sup>e</sup> 30, 301<sup>e</sup> 30, 302<sup>e</sup> 30, 303<sup>e</sup> 30, 304<sup>e</sup> 30, 305<sup>e</sup> 30, 306<sup>e</sup> 30, 307<sup>e</sup> 30, 308<sup>e</sup> 30, 309<sup>e</sup> 30, 310<sup>e</sup> 30, 311<sup>e</sup> 30, 312<sup>e</sup> 30, 313<sup>e</sup>

**En attendant Godot**  
de Samuel Beckett, mise en scène de  
Patrice Kerbrat, avec Pierre Arditi,  
Marcel Maréchal, Robert Misch, Jean-  
Michel Dupuis et en alternance Gyl-  
lebert Lecoq, Mehdi Aligne Djibelli et Cyril  
Bocaux.

**Théâtre du Rond-Point Champs-Élysées**  
2 bis, avenue Franklin-Roosevelt  
Paris 8<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Franklin-D.-Roosevelt  
Théâtre d'opéra lyrique, du jeudi  
28.10.2012, samedi 28.10.2012, 20 h  
28.10.2012, 15 heures. Tél. : 01-44-55-  
98-10. Durée : 2 h 30. De 80 € à 160 €  
Jusqu'au 25 janvier.

**Fabrice Luchini**  
Château de Saint-Étienne, Cailly, La Fontaine  
et Nietzsche.

**Théâtre Molière-Maison de la Poésie**  
157, rue rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup> M<sup>o</sup>  
Rambuteau. Du mardi au samedi, 4  
20 h 30 ; le dimanche, à 18 heures.  
Du mardi au samedi : 1 heure.  
80 € et 120 €, jusqu'au 12 janvier.

**Le Peuple**  
d'Honoré de Balzac, mise en scène de  
François Perly, avec Jean-François Balmer,  
Marion Bréant, Stéphanie Bellé,  
Sylvie Genty, Thomas Coussau, Phi-  
lippe Bouclet, Augusta Bruneau, Do-  
minique Daguerre, Isabelle Fontaine,  
Eric Lauprêtre, Stéphanie Noël et Mas-  
sine Vaudoux.

**Théâtre Montparnasse, 31, rue de la  
Galté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Edgar-Quinet, Gar-  
diennne, Montparnasse-Bienvenue. Les ma-  
ti, jeudi, vendredi, à 21 heures; le  
mercredi, à 15 h 30; le samedi, à  
17 heures et à 21 heures; le dimanche, à  
15 heures. Tél. : 01-43-22-77-74. Durée  
2 heures. De 70 F à 220 F. Jusqu'à  
30 mars.**

**Poésie magique**  
de Chantal Saint-Jean et Jan Maddy  
mise en scène de Chantal Saint-Jean  
avec Jan Maddy, Christel Colas, Nadia  
Savelberg et Caroline Morsaux.  
*Métamorphoses*, face 1984, *quart de* Louis-  
Bachelier, 18e 10e, *Mardi* 24, à 22 heures; *Jeudi*,  
*Blanc*, *Le mardi* 24, à 22 heures; *Du*  
*mercredi* 25 au *samedi* 28, à 21 h 15;  
*dimanche* 29, à 15 heures; *le mercredi* 31  
à 22 h 30. Tél.: 01-40-39-99-05. Durée 1  
h 30, 80 F et 150 F. Jusqu'à 31 mai.

**L'intervention**  
de Victor Hugo, mise en scène de Ba-  
nédicte Ardiège, avec Jacques Serey  
et Catherine Samille, Coraly Zahonero et  
Laurence Roy.  
*Comédie-Française Studio-Théâtre*, 99  
rue de Rivoli, Paris 1e. M<sup>lle</sup> Pélissier-Royat-  
Louve. Du *jeudi* au *dimanche*, à  
18 h 30. Tél.: 01-44-58-98-58. Durée  
1 heure. De 45 F à 80 F. Jusqu'à  
30 janvier.

**Jouer avec le feu**  
d'August Strindberg, mise en scène de  
Jean-Claude Audebert, avec André  
manuella Séard, François Brion, Thér-  
èse Foutouss, Pascal Gregory et Chris-  
tine Vournas.  
*Bouffes du Nord*, 37 bis, boulevard de  
la Chapelle, Paris 10e. M<sup>lle</sup> la Chapelle.  
*Mardi*, *jeudi*, *vendredi*, à  
21 heures; *le samedi*, à 19 heures. Du  
*jeudi* 24 au *samedi* 26. Durée  
1 h 20. De 60 F à 140 F. Jusqu'à 8 fé-  
vrier.

**Le Joueur d'une illusion**  
d'Alain Gerber, mise en scène de Philippe Barling, avec Daniel Kerneberg.  
**Athènes-Louis Jovet**, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> 10<sup>h</sup> 30, 12<sup>h</sup> 30, 20<sup>h</sup> 30, samedi 20<sup>e</sup> 10<sup>h</sup> 30, 12<sup>h</sup> 30, 20<sup>h</sup> 30.  
10 heures : le dimanche 23<sup>e</sup>, 15 heures : le mardi 31, 19 heures : Th<sup>é</sup> : 01-47-42-67-22. Durée : 1 h 15 M<sup>o</sup> et 120 F. Jusqu'au 18 janvier.

**Liberté à Berlin**  
de Rainer Werner Fassbinder, mise en scène de Werner Fassbinder, 7115 avenue de la Chodre, Paris-Pierre Dumas, Jean-Michel Bonnamme, Marcelle Jeanne Bretonnière, Valérie Choquard, Jean-Pierre Folloux et Olivier Hermel.  
**Théâtre de la Huchette**, 23, rue de la Huchette, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Michel-La Jevite, vendredi 19<sup>e</sup>, samedi 20<sup>e</sup>, dimanche 21<sup>e</sup>, mardi 23<sup>e</sup>, mercredi 24<sup>e</sup>, jeudi 25<sup>e</sup>, vendredi 26<sup>e</sup>, samedi 27<sup>e</sup>, dimanche 28<sup>e</sup>. 01-43-26-38-90. Durée : 1 h 30. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 4 février.

**Long Voyage** du jour à la nuit  
d'après Eugène O'Neill, mise en scène  
d'Alain Franchon, avec Jean-Paul Rous-  
sillon, Catherine Ferrar, Jean-Yves Du-  
bois, Bruno Putzulu et Claude Guillot.  
**Comédie-Française Théâtre du Vieux**  
**Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier,**  
**Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>c</sup> Saint-Sulpice ou Sévres-Bar-**  
**bynone. Le jeudi 26, 8 h 30 ; vendredi**  
**vendredi 27, 14 h 30 ; samedi 28, 20 h 30 ;**  
**samedi 29, 14 h 30 ; dimanche 30, 11 h -**  
**14 h 30.** Durée : 3 heures. De 65 F  
à 160 F. Dernières.

**Master Class**, la leçon de chant de Ma-  
ria Callas  
de Terrence McNally, mise en scène de  
Roman Polanski, avec Fanny Ardant,  
Anne-Julia Drayer, Nathalie Labry,  
Alexandre Lautrey et Jeff Cohen.

**Théâtre de la Porte Saint-Martin, 106, rue**  
**boulevard Saint-Martin, Paris 10.** M.  
**Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au**  
**vendredi, le lundi, à 20 h 45 ; le samedi**  
**et dimanche, à 20 h 20 ; le dimanche,**  
**à 15 heures et à 20 h 45. Tel :**  
**01-42-09-00-02. Durée : 1 h 45. De 110**  
**à 280 F. Jusqu'au 30 mars.**

Mort d'un commis voyageur  
d'Arthur Miller, mise en scène de Régis  
Santon, avec Victor Lanoux, Frédé-  
rique Tirmont, Olivier Brunhes, Julien  
Rochefort, Vincent Solignac, Nicolas  
Bouvier, et Christine Guen-  
don. Stéphanie Marie, François Por-  
midia, Anne-Lise Sabouret et Laurence  
Clausse.

**Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Bran-**  
**don, Paris 19.** M.**Porte-de-Vaugues. Du**  
**jeudi au samedi, le lundi, à 20 h 30 ; le**  
**dimanche, à 17 heures. Tel : 01-45-53-**  
**10-10. Durée : 100 F. De 130 F. à**  
**Jusqu'au 31 décembre.**

Le Peintre et ses modèles  
d'après Henry James, mise en scène de  
Stromo Bernusau, avec Catherine Sel-  
lers, Nicolas Vaude, Maxence Mailfort,  
Pierre Tabard, Stéphanie Pégadeu et  
Nino Del Prete.

Comédie des Champs-Élysées (première  
salle), 15, avenue Montaigne, Paris 16.  
M.**Alma-Hercule. Les mardi, jeudi, ven-**  
**dredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 20 h 45 ;**  
**le dimanche, à 15 heures et à 20 h 45.**  
**Tel : 01-52-23-99-19. Durée : 2 heures**  
**75 F. et 180 F. Jusqu'au 30 mars.**

**Le Quatuor :** 3 pleut des cordes  
Mise en scène d'Alain Sachs, avec  
Laurent Vercombe, Pierre Ganneau,  
Laurent Crade et Jean-Charles Cernoni  
**Théâtre du Palais-Royal, 38, rue de  
Pensier, Paris 6<sup>e</sup>. Palais-Royal-  
Boulevard, Paris 1<sup>er</sup>. Du mardi au samedi,  
20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. De 70  
à 42-97-59-81. Durée : 1 h 30. De 70  
à 230 F. Jusqu'à 30 mars.**

**Rue Alphonse-Boudard**  
d'après Alphonse Boudard, mise en  
scène de Jacques Rosny, avec Jacques  
Rosny.

**Poché-Montparnasse, 75, boulevard  
du Montparnasse, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Mont-  
parnasse. Ouverture. Du mardi au sa-  
medì, à 21 heures ; le dimanche,  
15 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 100  
à 130 F. Jusqu'à 30 mars.**

**La Tour de Nesle**  
d'après Alexandre Dumas, mise en  
scène de Roger Planchon, avec Jacques  
Weber, Yveline Hamon, Arnaud Bi-  
douet, Marc Bission, Yvan Dufaux  
Claude Lericq, Lucie Gaudin, Michèle  
Lesca, Jean Lesca, Joseph Malherbe,  
Christophe Moreau et Alain Peyzer.  
Théâtre Mogador, 23, rue de Mogador,  
Paris 9.  
M. C. Chausse d'Arin, Trinité  
Havre-Caumartin. Du mardi au vendred  
d, à 20 h 30 ; le samedi, à 15 h 30 et  
20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél.  
01-53-32-22 00. Durée : 3 heures. D  
100 F à 270 F. Jusqu'à 2 février.  
Les Trompettes de la mort de  
François Tilly, mise en scène de Fau-  
nest, avec Myrtille de la Grotte, Jean-  
Louis, Eric Guérin et le voix de Jenni

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gambetta. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-62-52 52. Durée : 1 h 30. De 110 F\* à 180 F\*.

**Jeux par 22 joueurs.**  
**Lean-Henri Besset**, mise en scène de  
 Patrice Kerbrat, avec Samuel Labadie,  
 Météo Simon, Marie Bunel, Judith  
 Meunier, Cécile Magnat, Philippe Esposito,  
 Joël Demary, Jean-François Guillier  
 François Durozier et Jacques Vannier.  
 17 h 30, D. 10. 100 F. 100 F. 100 F.  
**Satignoles**, Paris 17. **M. Rome**. Le  
 mardi, jeudi, vendredi, samedi,  
 21 heures ; le dimanche, à 15 heures  
 100 F. 40-45-60-230 F. 21 heures ; le 30 D.  
 100 F. 100 F. 100 F. 100 F. 100 F.

**d'Eric-Emmanuel Schmitt**, mise en  
 scène de Bernard Murat, avec Françoise  
 Huster et Alain Delon.  
**Théâtre Marigny**, carré Marigny, Paris 8.  
**P. N° Champs-Élysées-Cemeterac**  
 17 h 30, D. 10. 100 F. 100 F. 100 F.  
 21 heures ; le mercredi, à 17 h 30 ; le  
 samedi, à 17 h 30 et 21 heures ; le  
 dimanche, à 15 h 30. 78 F. 40-42-56-04 F.  
 41, Durée : 1 h 45. De 60 F à 290 F. 41  
 Jeudi 31 décembre.

**Vendredi**  
 d'Edna O'Brien, mise en scène d'Anne  
 Marie Laxarini, avec Alexis Nizet, Mar-  
 tine Pascal et Pascale Pontillat.  
**Théâtre national de Chaillot**, 1, place  
 du Trocadéro, Paris 16. **M. Trocadéro**  
 17 h 30, D. 10. 100 F. 100 F. 100 F.  
 04-47-57-51. 21 heures : 17 h 15. 120 F.  
 160 F. Demières.

\*) Tarifs réduits.

Jure Whitefield, Ross Colvin Turnbull,  
britannique (2 h 33).  
VO : Gaumont les Halles, dolyb, 1<sup>re</sup> (01-  
40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10).  
VO : Gaumont Opéra Impérial, dolyb, 2<sup>de</sup>  
(01-47-70-73-68 ; réservation : 40-30-20-  
20-10) ; Action Christine, 6<sup>re</sup> (01-43-29-  
29-10) ; Les Lusiennais, 6<sup>re</sup> (01-45-33-  
33-77 ; réservation : 40-30-20-10).  
UGC Champs-Élysées, dolyb, 1<sup>re</sup> ; La Bas-  
tille, 1<sup>re</sup> (01-43-47-48-60) ; Gaumont  
Grand Ecran Hallé, dolyb, 13<sup>e</sup> (01-45-80-  
77-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les  
Pamassiens, dolyb, 14<sup>e</sup> (01-40-20-22-  
22-10).  
MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE  
L'HERBES  
de Claude Nurydzary et Marie Peren-  
nou, Français (1 h 15).  
UGC Ciné-club, dolyb, 1<sup>re</sup> ; Bre-  
sle, dolyb, 1<sup>re</sup> (01-39-71-10-10) ;  
réservation : 40-30-20-10 ; L'Arlequin,  
dolyb, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80 ; réservation :  
40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade,  
dolyb, 6<sup>e</sup> (01-43-59-19-08 ; réservation :  
40-30-20-10) ; UGC Triomphe, dolyb,  
13<sup>e</sup> ; Les Enfants du Paradis, dolyb, 13<sup>e</sup>  
(01-48-24-88-88 ; réservation : 40-30-  
20-10) ; Gaumont Grand Ecran Hallé,  
dolyb, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00 ; réserva-  
tion : 40-30-20-10) ; UGC Molière, 13<sup>e</sup> ;  
Parthé Vespier, dolyb, 18<sup>e</sup> (réservation :  
40-30-20-10) ; 14 Juillet sur Seine, dolyb,  
19<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).  
NOS FAMILIARS (\*)  
de Abel Ferrara,  
avec Christopher Walken, Chris Penn,  
John Cazale, Benicio Del Toro,  
Vincent Gallo, Paul Hipp,  
Américain (1 h 30).  
VO : Gaumont les Halles, dolyb, 1<sup>re</sup> (01-  
40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10).  
VO : Gaumont Opéra Impérial, dolyb,  
2<sup>de</sup> (01-47-70-73-68 ; réservation : 40-30-  
20-10) ; 14 Juillet Haute-Saône, dolyb,  
6<sup>e</sup> (01-46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> ;  
UGC Danton, 6<sup>e</sup> ; Publicis Champs-Ély-  
sées, dolyb, 6<sup>e</sup> (01-47-70-76-23 ; réserva-  
tion : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille,  
dolyb, 13<sup>e</sup> (01-47-71-41-61 ; réservation :  
40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins, 13<sup>e</sup> ;  
vette, dolyb, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88 ; réserva-  
tion : 40-30-20-10) ; Gaumont Alséa,  
dolyb, 14<sup>e</sup> (01-43-27-34-50 ; réserva-  
tion : 40-30-20-10) ; 14 Juillet sur Seine,  
dolyb, 19<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).  
PO DI SANGUE  
de Florio D'Amico,  
avec Ramiro Nalla, Edna Evers, Adama  
Kouyate, Bia Gomes, Dadu Cissé, Dulcine  
Bijokiane,  
Franco-guinéen-portugais-tunisien  
(1 h 30).  
VO : Images d'ailleurs, 9<sup>e</sup> (01-45-87-19-  
19-10).  
LA RENCONTRE  
d'Alain Cavalier,  
Français (1 h 15).  
Sainte-André des Arts, 1<sup>re</sup> (01-43-26-48-  
18).  
RONDE DE FLUCS À PÉDON  
de Ning Ying,  
Chinoise, 1<sup>re</sup> ; Wang, Wang Liang, Zhao  
Zhonglin, Jia Wenhui,  
Chinoise (1 h 30).

**Chinois** (1 h 42).  
VO : *Le Médecin Idiote*, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

**LA SERVANTE AIMAÏNTE**  
de Jean Douchet,  
avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Plagnol, Claire Vernet, Nicolas Silberg.  
France 6 (1 h 46).  
Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).

**SURVIVING PICASSO**  
de James Ivory,  
avec Anthony Hopkins, Nastassja Kinski, John Gielgud, Julianne Moore, Josh O'Connor.  
Américain (2 h 05).

**Les Femmes de**  
**Haites**, dolly, 1<sup>re</sup> (01-47-40-39-49) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, dolly, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, dolly, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10 ; Bretagne, 3<sup>e</sup> (01-29-17-10-80) ; 14-Juillet, 1<sup>re</sup> (40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, dolly, 6<sup>e</sup> (01-47-20-38-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Bastille, dolly, 1<sup>re</sup> (01-47-00-02-48) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Saint-Florentine, dolly, 1<sup>re</sup> (01-47-40-39-49) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolly, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolly, 1<sup>re</sup> (01-43-75-79-79) ; Pathé Wapleux, 1<sup>re</sup> (40-30-20-10) ; réservation : 40-30-20-10.

**WALK THE WALK**  
de Robert Kramer,  
avec Jacques Martel, Laure Duthilleul, Geneviève Haas, Eliane Bolgerd, Jacqueline Bronner, Alice Pailard.  
France 12 (1 h 22).  
VO : 14-Juillet Lausanne, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55) ; Studio des Ursulines, 3<sup>e</sup> (01-43-26-19-05).

**RÉPHUSES**

**BIGBADDON**  
de Vincenzo Minnelli,  
avec Katey Kaye Van Johnson, Cyc Charles, Elaine Stewart, Barry Jones.  
Américain, 1948, copie neuve (1 h 48).  
VO : MacMahon, 17<sup>e</sup> (01-43-29-79-89).

**POLICE VIO**  
de Federico Fellini,  
avec Marcello Mastroianni, Anita Ekberg, Anouk Aimée, Magali Noël, Alain Cuny.  
Italien, 1960, noir et blanc (2 h 40).  
VO : Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).

**LES FEMMES DE LA MER**  
de Leo McCarey,  
avec Cary Grant, Deborah Kerr, Richard Denning, Neva Patterson, Cathleen Nesbitt, Robert Q. Lewis.  
Américain, 1957 (1 h 55).  
VO : Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).

**HANDS ACROSS THE TABLE**  
de Mitchell Leisen,  
avec Carole Lombard, Fred Mac Murray, Lela Bailey, Astrid Allwyn, Ruth Donnelly, Marie Perle.  
Américain, 1935, noir et blanc (1 h 26).  
VO : Le Quartier Latin, 3<sup>e</sup> (01-43-26-94-65).

\* Et films interdits aux moins de 12 ans.

(-- ) Films interdits aux moins de 16 ans.







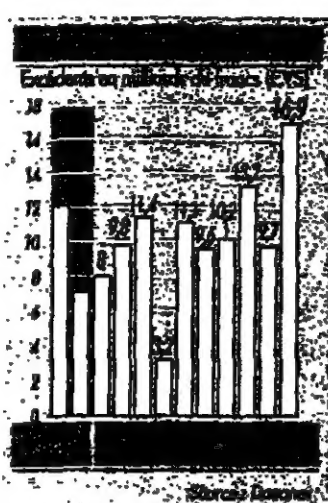
## Excédent commercial record en octobre

Exportations en hausse, importations en baisse

LE COMMERCE EXTÉRIEUR français a établi un record historique en octobre, avec un excédent de 16,9 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières), selon les chiffres rendus publics mardi 24 décembre par les Douanes. Sur les dix premiers mois de l'année, soit la période courant de janvier à octobre 1996, le solde de la balance commerciale est positif à hauteur de 103 milliards de francs, ce qui constitue une performance exceptionnelle. En effet, ce solde cumulé est supérieur de 24 milliards aux 79,2 milliards dégagés sur les dix premiers mois de l'année 1995, année pourtant historiquement faste pour la balance commerciale.

Le record du mois d'octobre s'explique par le dynamisme des exportations qui ont atteint un niveau sans précédent, à 130 milliards de francs, surclassant de près de 4 milliards le plus haut historique enregistré en mars 1996, à 126,3 milliards. En septembre, nos ventes à l'étranger s'élevaient à 125,3 milliards. Les importations, elles, se sont contractées, à 113,1 milliards en octobre, contre 115,6 milliards en septembre. Les Douanes soulignent plus particulièrement l'affaiblissement notable des importations d'automobiles étrangères.

Par grands postes, la bonne surprise vient de l'agroalimentaire et surtout des produits industriels. Concernant l'agroalimentaire, l'excédent dégagé en octobre est de 5,45 milliards de francs contre 4,95 milliards en septembre. Selon les Douanes, ce bon chiffre s'expliquerait notamment par une nette reprise de nos ventes céréalières. Le solde industriel civil ressort, lui, à 14,1 milliards de francs. Il inclut la vente de huit Airbus



pour 3,6 milliards. Le matériel militaire, de son côté, réalise une performance très moyenne. Il a rapporté en octobre un excédent de 768 millions de francs contre 1,09 milliard en septembre. Au total, le solde industriel (équipement militaire compris) pour octobre s'établit à 14,86 milliards de francs, soit plus du double de l'excédent de 6,8 milliards dégagé en septembre.

Le solde énergétique, en revanche, s'est détérioré, le prix élevé du baril continuant à peser. Il affiche ainsi un déficit de 7,68 milliards en octobre contre 6,22 milliards en septembre.

Par pays, le commerce avec l'Union européenne a été excédentaire de 6,17 milliards en octobre, contre 4,4 milliards en septembre. Avec le Japon, la France a enregistré un déficit de 1,42 milliard, contre 1,6 milliard en septembre. Avec les États-Unis, le déficit, à 1,1 milliard, a été réduit de plus de moitié par rapport aux 2,5 milliards de septembre.

## Des cas de méningite bactérienne recensés en région parisienne

PLUSIEURS CAS, parfois mortels, de méningite cérébrospinale d'origine bactérienne viennent d'être recensés à Paris et dans le département de l'Essonne. Dans la capitale, trois cas ont été diagnostiqués durant le week-end du 14 décembre, dont deux ont abouti à la mort d'un jeune garçon et d'une adolescente. Cette alerte a été suivie d'une série de mesures visant à prévenir une diffusion épidémique de cette infection hautement contagieuse.

Si les symptômes qu'elle provoque peuvent présenter une certaine parenté (fièvre, syndrome méningé), la méningite cérébrospinale d'origine bactérienne doit être différenciée des méningites d'origine virale, pour lesquelles aucune thérapeutique n'est disponible. Tout en soulignant que cette affection constitue un véritable problème de santé publique, les spécialistes aiment que les médias et l'opinion publique ne cèdent pas trop tôt à la panique. « La méningite conserve, aux yeux du public, une image dramatique en dépit des progrès des traitements par les antibiotiques adaptés. Les experts recommandent que soient entrepris des efforts pour dédramatiser cette affection, en particulier son caractère épidémique, qui ne concerne en réalité qu'une seule forme de méningite, due au

germe *Neisseria meningitidis* », peut-on lire dans un récent document de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Or les derniers cas parisiens correspondent bien à *Neisseria meningitidis* (ou méningocoque), dont on connaît trois types (A, B et C). C'est le type C - pour lequel on dispose d'un vaccin protecteur - qui est ici en cause.

Tous les enfants de l'école maternelle du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris fréquentés par le petit garçon décédé ont été vaccinés. Au total 103 enfants et 31 adultes de cet établissement ont été protégés en urgence. Dans le lycée du 5<sup>e</sup> arrondissement où était inscrit l'adolescent mortellement touché, une séance de vaccination gratuite, qui a concerné 47 adolescents et 12 adultes, a été organisée le 21 décembre.

L'apparition, en ce début d'hiver, de quelques méningites méningococciques géographiquement groupées ne permet pas de conclure à l'existence d'une épidémie. En France, on recensait ces dernières années environ un millier de cas de ce type d'infections, le quart d'entre elles étant dues à *Neisseria meningitidis* et les autres à des germes différents.

Jean-Yves Nau

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 2015 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le mardi 24 décembre, à 12 h 31 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei -3,55

Hong Kong Index 13391,50 +1,52 -33,33

Tokyo Nikkei sur 3 mois

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

24000

## Le Groupe islamique armé aurait lancé de nouvelles menaces contre la France

Dans une lettre à M. Chirac, il demande la libération de militants emprisonnés en Algérie

DANS UN TEXTE de deux pages rédigé en arabe et adressé au président de la République Jacques Chirac, le Groupe islamique armé (GIA) algérien a lancé de nouvelles menaces contre la France, a-t-on appris mardi 24 décembre en fin de matinée. En cours d'authentification par les services spécialisés, ce texte demande au président français d'intervenir afin d'obtenir la libération de plusieurs responsables du GIA détenus en Algérie. Faute de quoi, indique ce texte reçu dans la nuit de mardi 23 à mercredi 24 décembre par les autorités françaises, le GIA entreprendra de « détruire votre pays ». Trois semaines après l'attentat perpétré contre une rame du RER à la station Port-Royal, qui a fait quatre morts le 3 décembre à Paris, ce texte ne revendique pas explicitement cette opération que les enquêteurs, dès l'origine, avaient attribué au terrorisme islamiste.

Portant un cachet habituellement utilisé par le GIA, le texte demande notamment la libération du responsable islamiste Ali Adil Abdelhak Layada. Dans plusieurs pré-

cedents communiqués du GIA, la remise en liberté de celui qui fut l'un des premiers chefs du GIA - de la fin de 1992 jusqu'à son arrestation en juin 1995 dans la région d'Orléans, au Maroc - a été demandée par le groupe armé algérien. Lors du dévouement de l'Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger en décembre 1994, les preneurs d'otage avaient déjà demandé la libération de Layada qui avait été transféré en Algérie dès l'été 1995 et qui a été condamné à mort en juin 1993 par les autorités algériennes.

La traduction française de ce texte adressé à l'AFP est signée du nouvel émir du GIA, Antar Zouari. Le texte s'inscrit dans la droite ligne de ceux déjà adressés au président de la République et désignant les Français « parmi les impies, les plus dangereux ennemis des musulmans ». Sans citer directement l'attentat de Port-Royal (3 décembre dernier, quatre morts, 91 blessés), le texte indique que le GIA est « dans la voie des tueries et des massacres. Nous faisons ce que nous devons. Les événements de ces derniers jours le prouvent ».

Le GIA pose trois conditions « si vous voulez que nous cessions de vous tuer » : la libération de Layada, « ainsi qu'un groupe de frères dont nous vous communiquerons les noms », l'arrêt de « tout soutien » au pouvoir en place à Alger et le paiement d'un « tribut imposé pour épargner vos vies » faisant référence aux Français vivant toujours en Algérie.

Le 7 octobre 1995, quelques jours avant une rencontre officielle prévue entre le président Chirac et son homologue algérien, Liamine Zéroual, le GIA avait adressé un communiqué au bureau de l'agence de presse Reuters au Caire (Égypte) portant revendication de la campagne d'attentats perpétrés en France, alors toujours en cours. Dans ce texte, daté du 23 septembre, rédigé en arabe et signé par l'ancien « émir » Djamel Zouari - assassiné au mois de juillet dernier par des islamistes rivaux - le GIA se déclarait prêt à poursuivre les « frappes militaires, cette fois-ci au cœur même de la France et de ses grandes villes ».

Ce communiqué reprenait les

termes d'une précédente lettre, adressée directement par le GIA à Jacques Chirac pour lui demander, purement et simplement, de se « convertir à l'islam » et de « reconsidérer ses positions » vis-à-vis du gouvernement algérien (Le Monde du 10 octobre 1995). Daté du 19 août 1995, ce message avait été tenu secret par les autorités françaises, puis transmis une deuxième fois, le 23 août, par les islamistes à l'ambassade de France à Alger, par l'intermédiaire du frère du chef des preneurs d'otages de l'Airbus d'Air France, tué le 26 décembre lors de l'assaut des gendarmes français sur l'aéroport de Marnagah.

Le 13 octobre 1995, c'était le bulletin clandestin *Al Anwar*, considéré comme l'un des organes de propagande du GIA, qui avait à son tour publié des menaces explicites contre la France, prévenant que l'engagement du gouvernement français « dans les sables mouvants algériens » constituerait « un suicide ».

H. G. et E. In.

# - C'est pour vous.

A tous ceux qui rêvent d'un abonnement Itineris et pour téléphoner librement partout en France\*. Itineris offre 240 F (déduits de l'une des premières factures) et, selon la formule d'abonnement choisie et les modulations horaires, de 3 h à 9 h de communications offertes soit : 217 F répartis sur 6 mois pour tout abonnement à Declic, 759 F pour Référence et 814 F pour Affaire. Offre valable pour tout nouvel abonné Itineris du 18-11 au 31-12-96.

# Itineris

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

N° Vert 0 800 830 800

\* Dans les zones couvertes par Itineris.

France Telecom  
Mobiles